Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale", n. 224 del 23 agosto 1975

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Sabato, 23 agosto 1975** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 5 luglio 1975, n. **395.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sul cacao, adottato a Ginevra il 20 ottobre 1972.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 5 luglio 1975, n. **395.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo internazionale sul cacao, adottato a Ginevra il 20 ottobre 1972.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo internazionale sul cacao, adottato a Ginevra il 20 ottobre 1972.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 67 dell'accordo stesso.

Art. 3.

E' autorizzata la spesa derivante dalla partecipazione italiana all'accordo di cui all'articolo 1.

Le somme all'uopo necessarie saranno iscritte negli stati di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per gli esercizi finanziari interessati.

Art. 4.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno 1975, valutato in lire 35 milioni, si provvede quanto a L. 17.500.000 a carico del fondo speciale di cui al capitolo 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno 1974 e quanto a L. 17.500.000 mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa dello stesso Ministero per l'anno 1975.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 luglio 1975

LEONE

MORO — RUMOR — VISENTINI — COLOMBO — DONAT-CATTIN — DE MITA

Visto, il *Guardasigilli*: REALE

ACCORD INTERNATIONAL DE 1972 SUR LE CACAO

CHAPITRE PREMIER
OBJECTIFS

ARTICLE PREMIER
Objectifs

Les objectifs du présent Accord tiennent compte des recommandations énoncées dans l'Acte final de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et sont les suivants:

a) atténuer les graves difficultés économiques qui persisteraient si l'équilibre entre la production et la consommation de cacao ne pouvait être assuré uniquement par le jeu normal des forces du marché aussi rapidement que les circonstances l'exigent;

b) empêcher les fluctuations excessives du prix du cacao qui nuisent aux intérêts à long terme des producteurs comme des consommateurs;

c) aider, par les dispositions voulues, à maintenir et à accroître les recettes que les pays producteurs tirent de L'exportation du cacao, contribuant ainsi à fournir à ces pays des ressources en vue d'une croissance économique et d'un développement social accélérés, tout en tenant compte des intérêts des consommateurs dans les pays importateurs;

d) assurer un approvisionnement suffisant à des prix raisonnables, équitables pour les producteurs et pour les consommateurs et;

e) faciliter l'accroissement de la consommation et, au besoin, dans toute la mesure du possible, l'ajustement de la production, de facon à assurer un équilibre à long terme entre l'offre et la demande

CHAPITRE II
DEFINITIONS

ARTICLE 2
Définitions

Aux fins du présent Accord

a) Par cacao, il faut entendre les fèves de cacao et les produits dérivés du cacao;

b) Par produits dérivés du cacao, il faut entendre les produits fabriqués exclusivement à partir de fèves de cacao, tels que pâte de cacao, beurre de cacao, poudre de cacao sans addition de sucre, pâte débeurrée et amandes décortiquées, ainsi que tous autres produits que le Conseil peut désigner au besoin;

c) Par cacao fin («fine» ou «flavour»), il faut entendre le cacao produit dans les pays figurant dans l'annexe *C*, dans les limites qui y sont indiquées;

d) Par tonne, il faut entendre la tonne métrique de 1 000 kilogrammes, soit 2.204,6 livres avoirdupois, et, par livre, il faut entendre la livre avoirdupois, soit 453,597 grammes;

e) L'expression campagne de récolte désigne la période de douze mois allant du 1 er octobre au 30 septembre inclus;

f) L'expression annés contingentaire désigne la période de douze mois allant du 1 er octobre au 30 septembre inclus;

g) L'expression contingent de base désigne le contingent mentionné à l'article 30;

h) L'expression contingent annuel d'exportation désigne le contingent de chaque membre exportateur, tel qu'il est déterminé conformément à l'article 31;

i) L'expression contingent d'exportation en vigueur désigne le contingent de chaque membre exportateur, à un moment donné, tel qu'il est déterminé conformément à l'article 31, ou ajusté conformément à l'article 34, ou réduit conformément aux paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 35, ou tel qu'il peut être modifié du fait de l'application des dispositions de l'article 36;

j) L'expression exportation de cacao désigne tout cacao qui quitte le territoire douanier d'un pays quelconque, et l'expression importation de cacao désigne tout cacao qui entre dans le territoire douanier d'un pays quelconque, étant entendu qu'aux fins de ces définitions le territoire douanier, dans le cas d'un membre qui comprend plus d'un territoire douanier, est réputé désigner l'ensemble des territoires douaniers de ce membre;

k) Le terme Organisation désigne l'Organisation internationale du cacao créée en vertu de l'article 5;

l) Le terme Conseil désigne le Conseil international du cacao mentionné à l'article 6;

m) Le terme membre designe une Partie contractante au présent Accord, y compris une Partie contractante visée au paragraphe 2 de l'article 3, ou un territoire ou un groupe de territoires au sujet duquel une notification a été faite conformément au paragraphe 2 de l'article 70, ou une organisation intergouvernementale visée à l'article 4;

n) L'expression pays exportateur ou membre exportateur désigne respectivement un pays ou un membre dont les exportations de cacao converties en équivalent de fèves de cacao dépassent les importations;

o) L'expression pays importateur ou membre importateur désigne respectivement un pays ou un membre dont les importations de cacao converties en équivalent de fèves de cacao dépassent les exportations;

p) L'expression pays producteur ou membre producteur désigne respectivement un pays ou un membre qui produit du cacao en quantités importantes du point de vue commercial;

q) Par majorité répartie simple, il faut entendre la majorité des suffrages exprimés par les membres exportateurs et la majorité des suffrages exprimés par les membres importateurs, comptés séparément;

r) Un vote spécial signifie les deux tiers des suffrages exprimés par les membres exportateurs et les deux tiers des suffrages exprimés par les membres importateurs, comptés séparément, à condition que le nombre de suffrages ainsi exprimés représente la moitié des membres présents et votants;

s) Par entrée en vigueur, il faut entendre, sauf précision contraire, la date dès laquelle le présent Accord entre en vigueur, que ce soit à titre provisoire ou à titre définitif.

CHAPITRE III

MEMBRES

ARTICLE 3

Membres de l'Organisation

1 Chaque Partie contractante constitue un seul membre de l'Organisation, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.

2. Si une Partie contractante, y compris les territoires dont elle assure actuellement en dernier ressort les relations internationales et auxquels le présent Accord est rendu applicable en vertu du paragraphe 1 de l'article 70, se compose d'un ou de plusieurs éléments qui, pris séparément, constitueraient un membre exportateur, et d'un ou de plusieurs éléments qui, pris séparément, constitueraient un membre importateur, la Partie contractante et ces territoires peuvent être membres à titre conjoint, ou bien, si la Partie contractante a fait une notification à cet effet en vertu du paragraphe 2 de l'article 70, les territoires qui, pris séparément, constitueraient un membre exportateur, peuvent alors devenir membres à titre individuel, soit isolément, soit tous ensemble, soit par groupes, et les territoires qui, pris séparément, constitueraient un membre importateur peuvent devenir membres à titre individuel, soit isolément, soit tous ensemble, soit par groupes.

ARTICLE 4

Participation d'organisations intergouvernementales

1 Toute mention, dans le présent Accord, d'un « Gouvernement invité à la Conférence des Nations Unies sur le cacao, 1972 » est réputée valoir pour toute organisation intergouvernementale ayant des responsabilités en ce qui concerne la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base. En conséquence, toute mention, dans le présent Accord, de la signature, ou du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou d'une notification, ou de l'indication de l'intention d'appliquer l'Accord à titre provisoire, ou d'une adhésion, par un Gouvernement, est, dans le cas de telles organisations intergouvernementales, réputée valoir aussi pour la signature, ou pour le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou pour une notification, ou pour l'indication de l'intention d'appliquer l'Accord à tritre provisoire, ou pour l'adhésion, par ces organisations intergouvernementales.

2. Lesdites organisations intergouvernementales n'ont pas elles-mêmes de voix, mais, en cas de vote sur les questions relevant de leur compétence, elles sont autorisées à disposer des voix de leurs Etats membres, et elles les expriment en bloc Dans ce cas, les Etats membres des organisations intergouvernementales en question ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.

3. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 15 ne sont pas applicables auxdites organisations intergouvernementales; toutefois, ces organisations peuvent participer aux discussions du Comité exécutif sur les questions relevant de leur compétence. En cas de vote sur des questions relevant de leur compétence, les voix dont leurs Etats membres sont autorisés à disposer au Comité exécutif sont utilisées en bloc par l'un quelconque de ces Etats membres.

CHAPITRE IV

ORGANISATION ET ADMINISTRATION

ARTICLE 5

Création, siège et structure de l'Organisation internationale du cacao

1. Il est créé une Organisation internationale du cacao chargée d'assurer la mise en oeuvre des dispositions du présent Accord et d'en contrôler l'application

2 L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire

a) du Conseil international du cacao et du Comité exécutif;

b) du Directeur exécutif et du personnel

3 Le Conseil décidera à sa première session de l'emplacement du siège de l'Organisation

ARTICLE 6

Composition du Conseil international du cacao

1 L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du cacao, qui se compose de tous les membres de l'Organisation

2. Chaque membre est représenté au Conseil par un représentant et, s'il le désire, par un ou plusieurs suppléants Chaque membre peut en outre adjoindre à son représentant ou à ses suppléants un ou plusieurs conseillers.

ARTICLE 7

Pouvoirs et fonctions du Conseil

1 Le Conseil exerce tous les pouvoirs et s'acquitte, ou veille à l'accomplissement, de toutes les fonctions qui sont nécessaires à l'exécution des dispositions expresses du présent Accord.

2 Le Conseil adopte, par un vote spécial, les règlements qui sont nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord et qui sont compatibles avec celles-ci, notamment le règlement intérieur du Conseil et de ses comités, le règlement financier et le règlement du personnel de l'Organisation, ainsi que les règles relatives au fonctionnement et à la gestion du stock régulateur. Le Conseil peut prévoir, dans son règlement intérieur, une procédure lui permettant de prendre, sans se réunir, des décisions sur des questions déterminées.

3 Le Conseil tient à jour la documentation dont il a besoin pour s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère et toute autre documentation qu'il juge appropriée.

4 Le Conseil publie un rapport annuel Ce rapport comporte l'examen annuel prévu à l'article 58 Le Conseil publie également tous autres renseignements qu'il juge appropriés

ARTICLE 8

Président et Vice-Président du Conseil

1 Le Conseil élit pour chaque année contingentaire un Président et un Vice-Président, qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation

2 Le Président et le Vice-Président sont élus, l'un parmi les délégations des membres exportateurs, l'autre parmi celles des membres importateurs Cette répartition alterne chaque année contingentaire.

3 En cas d'absence temporaire simultanée du Président et du Vice-Président, ou en cas d'absence permanente de l'un ou de l'autre ou des deux, le Conseil peut élire parmi les délégations, selon le même principe, de nouveaux titulaires de ces fonctions, temporaires ou permanents suivant le cas.

4 Ni le Président, ni aucun autre membre du Bureau qui préside une réunion du Conseil ne prend part au vote. Son suppléant peut exercer les droits de vote du membre qu'il représente

ARTICLE 9

Sessions du Conseil

1 En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par semestre de l'année contingentaire.

2 Outre les réunions qu'il tient dans les autres circonstances prévues expressément dans le présent Accord, le Conseil se réunit en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou s'il en est requis:

a) soit par cinq membres,

b) soit par un membre ou plusieurs membres détenant au moins 200 voix,

c) soit par le Comité exécutif

3. Les sessions du Conseil sont annoncées au moins 30 jours d'avance, sauf en cas d'urgence ou lorsque les dispositions du présent Accord exigent un autre délai.

4 A moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial, les sessions se tiennent au siège de l'Organisation Si, sur l'invitation d'un membre, le Conseil se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent

ARTICLE 10

Voix

1 Les membres exportateurs détiennent ensemble 1 000 voix et les membres importateurs détiennent ensemble 1.000 voix; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie de membres, c'est-à-dire celle des membres exportateurs et celle des membres importateurs, conformément aux paragraphes suivants du présent article.

2 Les voix des membres exportateurs sont réparties comme suit 100 voix sont réparties de manière égale entre tous les membres exportateurs, au nombre entier de voix le plus proche pour chaque membre; les voix restantes sont réparties au prorata des contingents de base.

3 Les voix des membres importateurs sont réparties comme suit 100 voix sont réparties de manière égale entre tous les membres importateurs, au nombre entier de voix le plus proche pour chaque membre; les voix restantes sont réparties au prorata de leurs importations telles qu'elles sont calculées à l'annexe *D*

4. Aucun membre ne détient plus de 300 voix. Les voix en sus de ce chiffre qui résultent des calculs indiqués aux paragraphes 2 et 3 sont redistribuées entre les autres membres selon les dispositions desdits paragraphes 2 ou 3, selon le cas.

5 Lorsque la participation à l'Organisation change ou que les droits de vote d'un membre sont suspendus ou rétablis en application d'une disposition du présent Accord, le Conseil procède à la redistribution des voix conformément au présent article.

6 Il ne peut y avoir de fractionnement de voix

ARTICLE 11

Procédure de vote du Conseil

1 Chaque membre dispose pour le vote du nombre de voix qu'il détient; il ne peut diviser ses voix Il n'est toutefois pas tenu d'exprimer dans le même sens que ses propres voix celles qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2.

2 Par notification écrite adressée au Président du Conseil, tout membre exportateur peut autoriser tout autre membre exportateur, et tout membre importateur peut autoriser tout autre membre importa-

teur, à représenter ses intérêts et à utiliser ses voix à toute réunion du Conseil. Dans ce cas, la limitation prévue au paragraphe 4 de l'article 10 n'est pas applicable

3. Les membres exportateurs qui produisent uniquement du cacao fin (« *fine* » ou « *flavour* ») ne prennent pas part au vote sur les questions relatives à la fixation et à l'ajustement des contingents ni sur celles qui ont trait a l'administration et au fonctionnement du stock régulateur

ARTICLE 12

Décisions du Conseil

1. Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations par un vote à la majorité répartie simple de ses membres, à moins que le présent Accord ne prévoie un vote special.

2 Dans le décompte des voix nécessaires pour toute décision ou recommandation du Conseil, les voix des membres qui s'abstiennent ne sont pas prises en considération

3 La procédure suivante s'applique à toute décision que le Conseil doit, aux termes du présent Accord, prendre par un vote spécial:

a) Si la proposition n'obtient pas la majorité requise en raison du vote négatif d'un, deux ou trois membres exportateurs ou d'un, deux ou trois membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi par un vote à la majorité répartie simple, remise aux voix dans les 48 heures;

b) Si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient encore pas la majorité requise en raison du vote négatif d'un ou deux membres exportateurs ou d'un ou deux membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi par un vote à la majorité répartie simple, remise aux voix dans les 24 heures;

c) Si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité requise en raison du vote négatif émis par un membre exportateur ou par un membre importateur, elle est réputée adoptée;

d) Si le Conseil ne remet pas la proposition aux voix, elle est réputée rejetée.

4. Les membres s'engagent à se considérer comme liés par toutes les décisions que le Conseil prend en application des dispositions du présent Accord.

ARTICLE 13

Coopération avec d'autres organisations

1 Le Conseil prend toutes dispositions appropriées pour procéder à des consultations ou coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et les autres institutions spécialisées des Nations Unies et organisations intergouvernementales appropriées.

2. Le Conseil, eu égard au rôle particulier dévolu à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dans le commerce international des produits de base, tient cette organisation, d'une manière appropriée, au courant de ses activités et de ses programmes de travail.

3 Le Conseil peut aussi prendre toutes dispositions appropriées pour entretenir des contacts effectifs avec les organisations internationales de producteurs, de négociants et de fabricants de cacao.

ARTICLE 14

Admission d'observateurs

1 Le Conseil peut inviter tout non-membre qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies, membre de ses institutions spécialisées ou membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à assister à l'une quelconque de ses réunions, en qualité d'observateur.

2 Le Conseil peut aussi inviter l'une quelconque des organisations visées à l'article 13 à assister à l'une quelconque de ses réunions, en qualité d'observateur

ARTICLE 15

Composition du Comité exécutif

1. Le Comité exécutif se compose de huit membres exportateurs et de huit membres importateurs, sous réserve que, si le nombre des membres exportateurs de l'Organisation ou le nombre des membres importateurs de l'Organisation est égal ou inférieur à dix, le Conseil peut, tout en maintenant la parité entre les deux catégories de membres, décider par un vote spécial du nombre total des membres du Comité exécutif. Les membres du Comité exécutif sont élus pour chaque année contingentaire conformément à l'article 16 et sont rééligibles.

2. Chaque membre élu est réprésenté au Comité exécutif par un représentant et, s'il le désire, par un ou plusieurs suppléants. Chaque membre peut en outre adjoindre à son représentant ou à ses suppléants un ou plusieurs conseillers

3 Elu pour chaque année contingentaire par le Conseil, le Président du Comité exécutif est rééligible. En cas d'absence temporaire ou permanente du Président, le Comité exécutif peut élire un Président provisoire jusqu'au retour du Président ou jusqu'à ce que le Conseil élise un nouveau Président. Ni le Président ni le Président provisoire ne prennent part au vote. Si un représentant est élu Président ou Président provisoire, son suppléant peut voter à sa place.

4. Le Comité exécutif se réunit au siège de l'Organisation, à moins qu'il n'en décide autrement par un vote spécial. Si, sur l'invitation d'un membre, le Comité exécutif se réunit ailleurs qu'au siège de l'Organisation, ce membre prend à sa charge les frais supplémentaires qui en résultent.

ARTICLE 16

Election du Comité exécutif

1. Les membres exportateurs et les membres importateurs de l'Organisation élisent respectivement, au sein du Conseil, les membres exportateurs et les membres importateurs du Comité exécutif. L'élection dans chaque catégorie a lieu selon les dispositions des paragraphes suivants du présent article

2 Chaque membre porte sur un seul candidat toutes les voix dont il dispose en vertu de l'article 10 Un membre peut porter sur un autre candidat les voix qu'il est autorisé à utiliser en vertu du paragraphe 2 de l'article 11.

3. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus

ARTICLE 17

Compétence du Comité exécutif

1. Le Comité exécutif est responsable devant le Conseil et exerce ses fonctions sous la direction générale du Conseil

2. Le Comité exécutif suit constamment l'évolution du marché et recommande au Conseil les mesures qu'il estime opportunes.

3 Sans préjudice du droit du Conseil d'exercer l'un quelconque de ses pouvoirs, le Conseil peut, par un vote à la majorité répartie simple ou par un vote spécial, selon que la décision du Conseil en la matière exige un vote à la majorité répartie simple ou un vote spécial, déléguer au Comité exécutif l'un quelconque de ses pouvoirs, à l'exception des suivants

a) redistribution des voix conformément à l'article 10;

b) approbation du budget administratif et fixation des contributions conformément à l'article 23;

c) revision du prix minimum et du prix maximum conformément au paragraphe 2 de l'article 29;

d) revision de l'annexe *C* en vertu du paragraphe 3 de l'article 33;

e) détermination des contingents annuels d'exportation conformément à l'article 31 et des contingents trimestriels conformément au paragraphe 8 de l'article 35;

f) restriction ou suspension des achats du stock régulateur conformément à l'alinéa *b*) du paragraphe 9 de l'article 39;

g) décision relative à l'affectation du cacao à des usages non traditionnels conformément a l'article 45;

h) dispence d'obligations conformément à l'article 59;

i) règlement des différends conformément à l'article 61;

j) suspension de droits conformément au paragraphe 3 de l'article 62;

k) détermination des conditions d'adhésion conformément à l'article 68;

l) exclusion d'un membre conformément à l'article 72;

m) prorogation ou fin du présent Accord conformément à l'article 74;

n) recommandation d'amendements aux membres conformément à l'article 75.

4 Le Conseil peut à *tout moment*, par un vote à la majorité répartie simple, révoquer toute délégation de pouvoirs au Comité exécutif.

ARTICLE 18

Procédure de vote et décisions du Comité exécutif

1. Chaque membre du Comité exécutif est autorisé à utiliser, pour le vote, le nombre de voix qui lui est attribué aux termes de l'article 16; il ne peut diviser ses voix

2 Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 et sous réserve d'en informer le Président par écrit, tout membre exportateur ou tout membre importateur qui n'est pas membre du Comité exécutif et qui n'a pas porté ses voix, conformément au paragraphe 2 de l'article 16, sur l'un quelconque des membres élus, peut autoriser tout membre exportateur ou tout membre importateur, selon le cas, du Comité exécutif, à représenter ses intérêts et à utiliser ses voix au Comité exécutif.

3 Au cours d'une année contingentaire quelconque, un membre peut, après consultation avec le membre du Comité exécutif pour lequel il a voté conformément à l'article 16, retirer ses voix à ce membre. Les voix ainsi retirées peuvent être attribuées à nouveau à un autre membre du Comité exécutif, mais ne peuvent lui être retirées pendant le reste de l'année contingentaire. Le membre du Comité exécutif auquel les voix ont été retirées conserve néanmoins son siège au Comité exécutif pendant le reste de l'année contingentaire. Toute mesure prise en application des dispositions du présent paragraphe devient effective après que le President en à été informé par écrit.

4 Toute décision prise par le Comité exécutif exige la même majorité que si elle était prise par le Conseil.

5. Tout membre a le droit d'en appeler au Conseil, dans les conditions que le Conseil prescrit dans son règlement intérieur, de toute décision du Comité exécutif.

ARTICLE 19

Quorum aux réunions du Conseil et du Comité exécutif

1 Le quorum exigé pour la réunion d'ouverture d'une session du Conseil est constitué par la presence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres de chaque catégorie ainsi présents détiennent au moins les deux tiers du total des voix des membres appartenant à cette catégorie.

2 Si le quorum prévu au paragraphe 1 n'est pas atteint le jour fixé pour la réunion d'ouverture de la session ni le lendemain, le quorum, à partir du troisième jour et pendant le reste de la session, est réputé constitué par la présence de la majorité des membres exportateurs et de la majorité des membres importateurs, sous réserve que les membres de chaque catégorie ainsi présents détiennent la majorité simple du total des voix des membres appartenant à cette catégorie

3 Le quorum exigé pour les réunions qui suivent la réunion d'ouverture d'une session conformément au paragraphe 1 est celui qui est prescrit au paragraphe 2.

4 Tout membre représenté conformément au paragraphe 2 de l'article 11 est considéré comme présent.

5 Le quorum exigé pour toute réunion du Comité exécutif est fixé par le Conseil dans le règlement intérieur du Comité exécutif

ARTICLE 20

Le personnel de l'Organisation

1. Le Conseil, après avoir consulté le Comité exécutif, nomme le Directeur exécutif par un vote spécial. Il fixe les conditions d'engagement du Directeur exécutif en tenant compte de celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales semblables.

2. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation; il est responsable devant le Conseil de l'administration et du fonctionnement du présent Accord conformément aux décisions du Conseil.

3. Le Conseil, après avoir consulté le Comité exécutif, nomme le Directeur du stock régulateur par un vote special. Les conditions d'engagement du Directeur du stock régulateur sont arrêtées par le Conseil.

4. Le Directeur du stock régulateur est responsable devant le Conseil de l'accomplissement des fonctions que le présent Accord lui confère ainsi que de toutes autres fonctions que le Conseil peut déterminer. La responsabilité qui lui incombe dans l'accomplissement de ces fonctions est exercée en consultation avec le Directeur exécutif

5. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 4, le personnel de l'Organisation est responsable devant le Directeur exécutif, lequel, de son côté, est responsable devant le Conseil

6. Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le Conseil. Pour arrêter ce règlement, le Conseil tient compte de ceux qui s'appliquent au personnel d'organisations intergouvernementales analogues. Les fonctionnaires sont, dans la mesure où faire se peut, choisis parmi les ressortissants des membres exportateurs et des membres importateurs.

7 Ni le Directeur exécutif ni le Directeur du stock régulateur ni les autres membres du personnel ne doivent avoir d'intérêt financier dans l'industrie, le commerce, le transport ou la publicité du cacao

8 Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur exécutif, le Directeur du stock régulateur et les autres membres du personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun membre, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux responsables seulement envers l'Organisation. Chaque membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif, du Directeur du stock régulateur et du personnel, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE V

PRIVILEGES ET IMMUNITES

ARTICLE 21

Privilèges et immunités

1 L'Organisation a la personnalité juridique Elle peut en particulier conclure des contrats, acquérir et céder des biens meubles et immeubles et ester en justice

2 Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Gouvernement du pays où est situé le siège de l'Organisation (ci-après dénommé « le Gouvernement hôte ») conclut avec l'Organisation un accord, qui doit être approuvé par le Conseil, touchant le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, de son Directeur exécutif, de son personnel et de ses experts, ainsi que des représentants des membres qui se trouvent sur le territoire du Gouvernement hôte pour exercer leurs fonctions.

3 L'accord mentionné au paragraphe 2 est indépendant du présent Accord. Il prend cependant fin:

a) si un accord en ce sens est conclu entre le Gouvernement hôte et l'Organisation, ou

b) dans le cas où le siège de l'Organisation n'est plus situé sur le territoire du Gouvernement hôte, ou

c) dans le cas où l'Organisation cesse d'exister

4. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord visé au paragraphe 2, le Gouvernement hôte exonère de tous impôts:

a) les rémunérations versées par l'Organisation à ses employés, cette mesure ne s'appliquant pas aux employés qui sont ressortissants du membre hôte; et

b) les avoirs, revenus et autres biens de l'Organisation

5 Après approbation par le Conseil de l'accord visé au paragraphe 2, l'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs autres membres des accords qui doivent être approuvés par le Conseil, touchant les privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires à la bonne application du présent Accord

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 22

Dispositions financières

1. Il est tenu deux comptes – le compte administratif et le compte du stock régulateur – aux fins de l'administration et du fonctionnement du présent Accord.

2. Les dépenses requises pour l'administration et le fonctionnement du présent Accord, à l'exclusion de celles qui découlent du fonctionnement et de la conservation du stock régulateur institué conformément à l'article 37, sont imputées au compte administratif et sont couvertes par les contributions annuelles des membres fixées comme il est indiqué à l'article 23. Toutefois, si un membre demande des services particuliers, le Conseil peut lui en réclamer le paiement.

3 Toute dépense qui découle du fonctionnement et de la conservation du stock régulateur aux termes du paragraphe 6 de l'article 37 est imputée au compte du stock régulateur. Le Conseil décide si une dépense autre que celles qui sont spécifiées au paragraphe 6 de l'article 37 est imputable au compte du stock régulateur.

4 L'exercice budgétaire de l'Organisation coincide avec l'année contingentaire

5 Les dépenses des délégations au Conseil, au Comité exécutif et à tout autre comité du Conseil ou du Comité exécutif sont à la charge des membres intéressés.

ARTICLE 23

Approbation du budget administratif et fixation des contributions

1 Au cours du deuxième semestre de chaque exercice budgétaire, le Conseil adopte le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice suivant et fixe la contribution de chaque membre à ce budget

2 Pour chaque exercice, la contribution de chaque membre est proportionnelle au rapport qui existe, au moment de l'adoption du budget administratif de cet exercice, entre le nombre de voix de ce membre et le nombre de voix de tous les membres réunis. Pour fixer les contributions, les voix de chaque membre sont comptées sans qu'il soit tenu compte de la suspension éventuelle des droits de vote d'un membre ni de la redistribution des voix qui peut en résulter.

3 Le Conseil fixe la contribution initiale de tout membre qui entre dans l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord sur la base du nombre des voix qui sont attribuées à ce membre et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours; toutefois, les contributions assignées aux autres membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

4 Si le présent Accord entre en vigueur plus de huit mois avant le début du premier exercice budgétaire complet, le Conseil, à sa première session, adopte un budget administratif qui ne couvre que la période s'étendant jusqu'au début du premier exercice complet. Dans les autre cas, le premier budget administratif couvre à la fois cette période initiale et le premier exercice complet

ARTICLE 24

Versement des contributions au budget administratif

1 Les contributions au budget administratif de chaque exercice budgétaire sont payables en monnaies librement convertibles, ne sont pas assujetties au contrôle des changes et sont exigibles dès le premier jour de l'exercice.

2 Si un membre ne verse pas intégralement sa contribution au budget administratif dans un délai de cinq mois à compter du début de l'exercice, le Directeur exécutif lui demande d'en effectuer le paiement le plus tôt possible Si le membre en question ne paie pas sa contribution à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de demande du Directeur exécutif, les droits de vote de ce membre au Conseil et au Comité exécutif sont suspendus jusqu'au versement intégral de sa contribution.

3 A moins que le Conseil n'en décide ainsi par un vote spécial, un membre dont les droits de vote ont été suspendus conformément au paragraphe 2 ne peut être prive d'aucun autre de ses droits ni dispensé d'aucune des obligations que lui impose le présent Accord Il reste tenu de verser sa contribution et de faire face à toutes les autres obligations financières découlant du présent Accord.

ARTICLE 25

Vérification et publication des comptes

1 Aussitôt que possible, mais pas plus de six mois après la clôture de chaque exercice budgétaire, le relevé des comptes de l'Organisation pour cet exercice et le bilan a la clôture dudit exercice, au titre de chacun des comptes mentionnés au paragraphe 1 de l'article 22, sont vérifiés. La vérification est faite par un vérificateur indépendant de compétence reconnue, en collaboration avec deux vérificateurs qualifiés des Gouvernements membres, dont l'un représente les membres exportateurs et l'autre les membres importateurs et qui sont élus par le Conseil pour chaque exercice Les vérificateurs des Gouvernements membres ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2. Les conditions d'engagement du vérificateur indépendant de compétence reconnue, ainsi que les intentions et les buts de la vérification, sont énoncés dans le règlement financier de l'Organisation. Le relevé des comptes et le bilan vérifiés de l'Organisation sont soumis au Conseil pour approbation à sa session ordinaire suivante.

3 Il est publié un sommaire des comptes et du bilan ainsi vérifiés

CHAPITRE VII

PRIX, CONTINGENTS, STOCK REGULATEUR ET AFFECTATION A DES USAGES NON TRADITIONNELS

ARTICLE 26

Fonctionnement du présent Accord

1 Aux fins du présent Accord, les membres adoptent des mesures pour maintenir le prix des fèves de cacao dans les limites des prix fixés d'un commun accord A cet effet, sous le contrôle du Conseil, un système de contingents d'exportation est établi, un stock régulateur est institué et des dispositions sont prises en vue de l'affectation à des usages non traditionnels, dans des conditions strictement réglementées, des excédents de cacao par rapport aux contingents et des excédents de fèves de cacao par rapport au stock régulateur.

2. Les membres mènent leur politique commerciale de manière à assurer la réalisation des objectifs du présent Accord.

ARTICLE 27

Consultation et coopération avec l'industrie du cacao

1 Le Conseil encourage les membres à rechercher l'avis d'experts des questions relatives au cacao

2 Dans l'exécution des obligations que leur impose le présent Accord, les membres mènent leurs activités de manière à respecter les circuits commerciaux habituels et tiennent dûment compte des intérêts légitimes de l'industrie du cacao

3 Les membres n'interviennent pas dans l'arbitrage des différends commerciaux entre acheteurs et vendeurs de cacao si des contrats ne peuvent être exécutés en raison de règlements établis aux fins de l'application du présent Accord, et ils n'opposent pas d'entraves à la conclusion des procédures arbitrales. Le fait que les membres sont tenus de se conformer aux dispositions du présent Accord n'est pas accepté, en pareils cas, comme motif de non-exécution d'un contrat ou comme défense.

ARTICLE 28

Prix quotidien et prix indicatif

1. Aux fins du présent Accord, le prix des fèves de cacao est déterminé par rapport à un prix quotidien et à un prix indicatif.

2. Le prix quotidien est, sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la moyenne calculée quotidiennement des cours des fèves de cacao des trois mois actifs à terme les plus rapprochés à la Bourse du cacao de New York à midi et au Marché à terme du cacao de Londres à la clôture. Les cours de Londres sont convertis en cents des Etats-Unis d'Amérique la livre au moyen du taux de change journalier à six mois de terme établi à Londres à la clôture. Le Conseil décide du mode de calcul à utiliser lorsque seuls les cours sur l'un de ces deux marchés du cacao sont disponibles ou que la Bourse de Londres est fermée. Le passage à la période de trois mois suivante s'effectue le quinze du mois qui précède immédiatement le mois actif le plus rapproché où les contrats viennent à échéance.

3 Le Conseil peut, par un vote spécial, décider d'utiliser, pour déterminer le prix quotidien, tout autre mode de calcul qu'il estime plus satisfaisant que celui qui est indiqué au paragraphe 2

4 Le prix indicatif est la moyenne des prix quotidiens établie sur une période de 15 jours marchands consécutifs, ou, aux fins du paragraphe 4 de l'article 34, sur une période de 22 jours marchands consécutifs. Lorsqu'il est question dans le présent Accord du prix indicatif égal, inférieur ou supérieur a un chiffre quelconque, il faut entendre que la moyenne des prix quotidiens pour la période requise de jours marchands consécutifs a été égale, inférieure ou supérieure à ce chiffre; la période requise de jours marchands consécutifs commence le premier jour où le prix quotidien est égal, inférieur ou supérieur à ce chiffre.

ARTICLE 29

Prix

1. Aux fins du présent Accord, il est fixé pour les fèves de cacao un prix minimum de 23 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et un prix maximum de 32 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre.

2. Avant la fin de la deuxième année contingentaire, le Conseil revoit ces prix et peut, par un vote spécial, les reviser, étant entendu toutefois que la marge qui sépare le prix minimum du prix maximum reste la même. Les dispositions de l'article 75 ne sont pas applicables à la revision des prix opérée conformément au présent paragraphe.

ARTICLE 30

Contingents de base

1 Pendant la première année contingentaire, chaque membre exportateur qui figure dans l'annexe *A* a le contingent de base spécifié dans ladite annexe Il n'y a pas de contingent de base pour les membres exportateurs produisant moins de 10 000 tonnes de cacao ordinaire qui figurent dans l'annexe *B*

2 Avant le début de la deuxième année contingentaire et compte tenu des tonnages de cacao produits par chaque membre exportateur pendant chacune des trois campagnes de récolte immédiatement antérieures pour lesquelles des chiffres définitifs de production ont été communiqués au Conseil, les contingents de base sont automatiquement revisés, et les nouveaux contingents de base applicables pendant le reste de la durée du présent Accord sont calculés de la manière suivante:

a) Dans le cas où, pour tout membre exportateur, le chiffre le plus élévé de production annuelle pendant les trois campagnes de

récolte précédentes susmentionnées est supérieur au chiffre de production figurant dans l'annexe *A*, le plus élévé de ces deux chiffres comparatifs est retenu pour calculer le nouveau contingent de base applicable à ce membre pendant le reste de la durée du présent Accord;

b) Dans le cas où, pour tout membre exportateur, le chiffre le plus élévé de production annuelle pendant les trois campagnes de récolte précédentes susmentionnées est inférieur de plus de 20% au chiffre de production figurant dans l'annexe *A*, le moins élévé de ces deux chiffres comparatifs est retenu pour calculer le nouveau contingent de base applicable à ce membre pendant le reste de la durée du présent Accord;

c) Dans le cas où, pour tout membre exportateur, le chiffre le plus élévé de production annuelle pendant les trois campagnes de récolte précédentes susmentionnées devient inférieur au chiffre de production figurant dans l'annexe *A*, mais ne l'est pas de plus de 20%, le chiffre de production figurant dans l'annexe *A* est retenu pour calculer le nouveau contingent de base applicable à ce membre pendant le reste de la durée du présent Accord.

3 Le Conseil revise les listes des annexes *A* et *B* si l'évolution de la production d'un membre exportateur l'exige

Article 31

Contingents annuels d'exportation

1 Quarante jours au moins avant le début de chaque année contingentaire, le Conseil, tenant compte de toutes les données pertinentes telles que l'évolution des broyages, l'évolution à long terme de la consommation, les ventes éventuelles du stock régulateur, les variations prévisibles des stocks, le prix courant du cacao sur le marché et la prévision de la production, adopte, par un vote spécial, une prévision de la demande mondiale de cacao pour l'année contingentaire considérée, ainsi qu'une prévision des exportations non soumises aux contingents annuels d'exportation. Compte tenu de ces prévisions, le Conseil arrête immédiatement, par un vote spécial, les contingents annuels d'exportation des membres exportateurs pour l'année contingentaire considérée, de la manière indiquée dans le présent article.

2 Si, 35 jours au moins avant le début de l'année contingentaire, le Conseil ne peut arriver à un accord sur les contingents annuels d'exportation, le Directeur exécutif présente au Conseil ses propres propositions. Le Conseil procede immédiatement à un vote spécial sur ces propositions. Le Conseil arrête, en tout cas, les contingents annuels d'exportation 30 jours au moins avant le début de l'année contingentaire.

3 Le contingent annuel d'exportation pour chaque membre exportateur est proportionnel au contingent de base visé à l'article 30

4 Sur présentation des preuves qu'il juge satisfaisantes, le Conseil autorise tout membre exportateur qui produit moins de 10.000 tonnes au cours d'une année contingentaire quelconque à exporter une quantité ne dépassant pas la production effective dont il dispose pour l'exportation.

Article 32

Champ des contingents d'exportation

1 Les contingents annuels d'exportation comprennent

a) les exportations de cacao provenant des membres exportateurs, et

b) le cacao de la campagne de récolte en cours, enregistré pour être exporté dans les limites du contingent d'exportation en vigueur à la fin de l'année contingentaire, mais expédié après l'année contingentaire, étant entendu que l'exportation sera faite avant la fin du premier trimestre de l'année contingentaire suivante et sera assujettie aux conditions que le Conseil fixera.

2 Aux fins de déterminer l'équivalent en fèves des exportations de produits dérivés du cacao provenant de membres exportateurs et de non-membres exportateurs, les coefficients de conversion sont les suivants: beurre de cacao: 1,33; tourteaux de cacao et poudre de cacao: 1,18; pâte de cacao et amandes décortiquées: 1,25. Le Conseil peut décider, s'il y a lieu, que d'autres produits contenant du cacao sont des produits dérivés du cacao. Les coefficients de conversion applicables aux produits dérivés du cacao autres que ceux pour lesquels des coefficients de conversion sont indiqués dans le présent paragraphe sont fixés par le Conseil.

3 Le Conseil, sur la base de tout document visé à l'article 48, suit de façon continue les exportations de produits dérivés du cacao effectuées par les membres exportateurs, et les importations de produits dérivés du cacao en provenance de non-membres exportateurs. Si le Conseil constate que, pendant une année contingentaire, l'écart entre les exportations de tourteaux de cacao et/ou de poudre de cacao effectuées par un pays exportateur et ses exportations de beurre de cacao s'est considérablement accentué au détriment des tourteaux et/ou de la poudre de cacao en raison, par exemple, d'un recours accru au procédé de transformation par extraction, les coefficients de conversion à appliquer pour déterminer l'équivalent en fèves des exportations de produits dérivés du cacao effectuées par le pays en question pendant l'année contingentaire considérée et/ou, si le Conseil en décide ainsi, pendant une année contingentaire ultérieure, sont les suivants: beurre de cacao: 2,15; pâte de cacao et amandes décortiquées: 1,25; tourteaux et poudre de cacao: 0,30, la contribution qui reste à percevoir conformément à l'article 38 étant ajustée en conséquence. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable si la diminution des exportations de produits autres que le beurre de cacao est due à une augmentation de la consommation intérieure humaine ou à d'autres raisons, que le pays exportateur devra fournir et que le Conseil jugera probantes et acceptables.

4. Les livraisons faites au Directeur du stock régulateur par les membres exportateurs aux termes des paragraphes 2 et 3 de l'article 39 et du paragraphe 1 de l'article 45, ainsi que les quantités affectées à des usages non traditionnels aux termes du paragraphe 2 de l'article 45, ne sont pas imputées sur les contingents d'exportation de ces membres.

5 Si le Conseil acquiert la conviction que du cacao a été exporté par des membres exportateurs à des fins humanitaires ou à d'autres fins non commerciales, ce cacao n'est pas imputé sur les contingents d'exportation de ces membres.

Article 33

Cacao fin (« fine » ou « flavour »)

1 Nonobstant les articles 31 et 38, les dispositions du présent Accord en matière de contingents d'exportation et de contributions destinées au financement du stock régulateur ne s'appliquent pas au cacao fin (« fine » ou « flavour ») de tout membre exportateur figurant au paragraphe 1 de l'annexe *C* dont la production consiste exclusivement en cacao fin (« fine » ou « flavour »).

2 Le paragraphe 1 s'applique également dans le cas de tout membre exportateur figurant au paragraphe 2 de l'annexe *C* dont une partie de la production consiste en cacao fin (« fine » ou « flavour »), à concurrence du pourcentage de sa production qui est indiqué au paragraphe 2 de l'annexe *C* Les dispositions du présent Accord relatives aux contingents d'exportation et aux contributions destinées à financer le stock régulateur et les autres limitations prévues dans le présent Accord s'appliquent au pourcentage restant

3 Le Conseil peut, par un vote spécial, reviser l'annexe *C*

4 Si le Conseil constate que la production ou les exportations des pays figurant dans l'annexe *C* ont fortement augmenté, il prend les mesures voulues pour faire en sorte que les dispositions du présent Accord ne soient pas appliquées abusivement ou sciemment méconnues.

5 Chaque membre exportateur figurant à l'annexe *C* s'engage à exiger la présentation d'un document de contrôle agréé par le Conseil avant d'autoriser l'exportation de cacao fin (« fine » ou « flavour ») de son territoire Chaque membre importateur s'engage à exiger la présentation d'un document de contrôle agréé par le Conseil avant d'autoriser l'importation de cacao fin (« fine » ou « flavour ») sur son territoire

Article 34

Fonctionnement et ajustement des contingents annuels d'exportation

1 Le Conseil suit l'évolution du marché et se réunit chaque fois que la situation l'exige

2 A moins que le Conseil, par un vote spécial, ne décide de les augmenter ou de les réduire, les contingents en vigueur sont les suivants:

a) lorsque le prix indicatif est supérieur au prix minimum et inférieur ou égal au prix minimum + 1 cent des Etats-Unis d'Amérique la livre, les contingents d'exportation en vigueur représentent 90% des contingents annuels d'exportation;

b) lorsque le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 1 cent des Etats-Unis d'Amérique la livre et inférieur ou égal au prix minimum + 3 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, les contingents d'exportation en vigueur représentent 95% des contingents annuels d'exportation;

c) lorsque le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 3 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et inférieur ou égal au prix minimum + 4½ cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, les contingents d'exportation en vigueur représentent 100% des contingents annuels d'exportation;

d) lorsque le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 4½ cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et inférieur ou égal au prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, les contingents d'exportation en vigueur représentent 105% des contingents annuels d'exportation

3. Losque des réductions de contingents ont été opérées en application du paragraphe 2, le Conseil peut, par un vote spécial, décider de les annuler à des niveaux de prix plus élevés que ceux que ledit paragraphe prescrit, etant entendu que ces niveaux plus élévés restent dans la tranche de prix dans laquelle le contingent rétabli est en vigueur.

4 Lorsque le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre les contingents d'exportation en vigueur sont suspendus à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en decide autrement Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 28, aux fins de déterminer si le prix indicatif est supérieur au prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, la moyenne des prix quotidiens devra avoir été supérieure au prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre sur une période de 22 jours marchands consécutifs. Une fois que les contingents d'exportation ont été suspendus, une période de même durée est à prendre en considération pour déterminer si le prix indicatif est tombé au prix minimum + 6 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre ou au-dessous de ce chiffre.

5 Lorsque le prix indicatif est égal au prix minimum + 8 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre, le Directeur du stock régulateur commence à vendre du cacao du stock régulateur conformément aux dispositions de l'article 40, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement

6 Lorsque le prix indicatif est égal au prix maximum, les ventes obligatoires du stock régulateur ont lieu, dans les conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 40

7 Lorsque le prix indicatif est égal au prix minimum, le Conseil se réunit dans les quatre jours ouvrables pour examiner l'état du marché et décider, par un vote spécial, d'autres mesures à prendre pour défendre le prix minimum

8 Lorsque le prix indicatif est supérieur au prix maximum, le Conseil se réunit dans les quatre jours ouvrables pour examiner l'état du marché et décider, par un vote spécial, d'autres mesures à prendre pour défendre le prix maximum

9. Pendant les 45 derniers jours de l'année contingentaire, il n'est pas institué de contingents d'exportation et il n'y a pas réduction des contingents d'exportation en vigueur, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement

Article 35

Respect des contingents d'exportation

1. Les membres prennent les mesures voulues pour assurer le respect absolu des obligations qu'ils ont souscrites dans le présent Accord et qui ont trait aux contingents d'exportation. Le Conseil peut demander aux membres de prendre des mesures complémentaires, s'il y a lieu, pour appliquer le système de contingents d'exportation de façon effective, y compris l'adoption, par les membres exportateurs, de règlements prescrivant l'enregistrement de tout le cacao qu'ils ont à exporter dans les limites du contingent d'exportation en vigueur.

2. Les membres exportateurs s'engagent à organiser leurs ventes de manière que la commercialisation se fasse en bon ordre et pour être à même de respecter à tout moment leur contingent d'exportation en vigueur. En tout état de cause, aucun membre exportateur n'exporte plus de 85% au cours des deux premiers trimestres, ou plus de 90% au cours des trois premiers trimestres, de son contingent annuel d'exportation déterminé conformément à l'article 31.

3. Chaque membre exportateur s'engage à ce que le volume de ses exportations de cacao ne dépasse pas son contingent d'exportation en vigueur.

4 Si un membre exportateur dépasse son contingent d'exportation en vigueur de moins de 1% de son contingent annuel d'exportation, ce dépassement n'est pas considéré comme une infraction au paragraphe 3 Toutefois, la différence est déduite du contingent d'exportation en vigueur du membre intéressé pour l'année contingentaire suivante.

5 Si un membre exportateur dépasse une première fois son contingent d'exportation en vigueur d'une quantité supérieure à la marge de tolérance prévue au paragraphe 4, ce membre vend au stock régulateur, à moins que le Conseil n'en décide autrement, une quantité égale à la différence, dans les trois mois qui suivent la date à laquelle le Conseil a constaté le dépassement. Cette quantité est déduite automatiquement de son contingent d'exportation en vigueur pour l'année contingentaire qui suit immédiatement celle où l'infraction a eu lieu. Les ventes faites au stock régulateur en vertu du présent paragraphe sont effectuées conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 39.

6 Si un membre exportateur dépasse une deuxième fois ou plusieurs fois son contingent d'exportation en vigueur d'une quantité supérieure à la marge de tolérance prévue au paragraphe 4, ce membre vend au stock régulateur, à moins que le Conseil n'en décide autrement, une quantité égale à deux fois la différence, dans les trois mois qui suivent la date à laquelle le Conseil a constaté le dépassement. Cette quantité est déduite automatiquement de son contingent d'exportation en vigueur pour l'année contingentaire qui suit immédiatement celle où l'infraction a eu lieu Les ventes faites au stock régulateur en vertu du présent paragraphe sont effectuées conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 39.

7. Les mesures prises en application des paragraphes 5 et 6 du présent article ne portent pas atteinte aux dispositions du chapitre XV

8. Le Conseil, lorsqu'il détermine les contingents annuels d'exportation en vertu de l'article 31, peut, par un vote spécial, décider de fixer des contingents trimestriels d'exportation. Il définit en même temps les règles qui régissent l'application et la suppression de ces contingents trimestriels d'exportation. En définissant ces règles, le Conseil tient compte des caractéristiques de la production de chaque membre exportateur.

9. Dans le cas où l'institution ou la réduction de contingents d'exportation ne peut être pleinement opérée pendant l'année contingentaire en cours à cause de l'existence de contrats valables conclus lorsque les contingents d'exportation étaient suspendus ou dans les limites des contingents d'exportation en vigueur au moment où les contrats ont été passés, l'ajustement est opéré dans les contingents d'exportation en vigueur pour l'année contingentaire suivante. Le Conseil peut exiger des preuves de l'existence de ces contrats.

10 Les membres s'engagent à communiquer immédiatement au Conseil tout renseignement qu'ils pourraient recueillir sur toute infraction au présent Accord ou à toutes règles ou tout règlement établis par le Conseil

Article 36

Redistribution des déficits

1 Aussitôt que possible et, en tout cas, avant la fin du mois de mai de chaque année contingentaire, chaque membre exportateur notifie au Conseil dans quelle mesure et pour quelles raisons il s'attend soit à ne pas utiliser la totalité de son contingent en vigueur, soit à avoir un excédent par rapport à ce contingent. Au vu de ces notifications et explications, le Directeur exécutif, à moins que le Conseil, par un vote spécial, n'en décide autrement compte tenu de l'état du marché, redistribue le montant des déficits entre les membres exportateurs conformément aux règles que le Conseil établit quant aux conditions, au moment et aux modalités de cette redistribution. Ces règles comprennent des dispositions régissant la manière dont sont faites les réductions opérées en application des paragraphes 5 et 6 de l'article 35.

2 Pour les membres exportateurs qui, à cause de la date de la récolte de leur principale culture, ne sont pas en mesure de notifier au Conseil avant la fin du mois de mai les excédents ou les déficits auxquels ils s'attendent, le délai de notification de ces excédents ou de ces déficits est prorogé jusqu'à la mi-juillet. La liste des pays exportateurs admis à bénéficier de cette prorogation figure dans l'annexe *E*.

Article 37

Institution et financement du stock régulateur

1 Un stock régulateur est institué

2 Le stock régulateur achète et détient uniquement des fèves de cacao et sa capacité maximum est de 250 000 tonnes.

3 Le Directeur du stock régulateur, suivant les règles adoptées par le Conseil, est responsable du fonctionnement du stock régulateur, des opérations d'achat et de vente, de la conservation en bon état des stocks de fèves de cacao et, en évitant les risques du marché, du renouvellement des lots de fèves de cacao conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord

4 Pour financer ses opérations, le stock régulateur reçoit, dès le début de la première année contingentaire qui suit l'entrée en vigueur du présent Accord, un revenu ordinaire sous forme de contributions perçues sur le cacao conformément aux dispositions de l'article 38. Si toutefois le Conseil a d'autres sources de financement, il peut décider de mettre la contribution en recouvrement à une autre date.

5. Si, à un moment donné, le revenu du stock régulateur constitué par les contributions semble ne pas devoir suffire à en financer les opérations le Conseil peut, par un vote spécial, en s'adressant à des sources appropriées, y compris aux gouvernements des pays membres, emprunter des fonds en monnaie librement convertible Les emprunts ainsi contractés sont remboursés sur le produit des contributions, de la vente de fèves de cacao du stock regulateur et, éventuellement, de revenus divers du stock régulateur. Les membres ne sont pas individuellement responsables du remboursement de ces emprunts.

6 Les dépenses de fonctionnement et de conservation du stock régulateur, y compris:

a) la rémunération du Directeur du stock régulateur et des membres du personnel qui gèrent et assurent la conservation du stock régulateur, les dépenses que l'Organisation fait pour administrer et contrôler le recouvrement des contributions et les intérêts ou le remboursement des sommes empruntées par le Conseil, et

b) les autres dépenses telles que les frais de transport et d'assurance à partir du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entreposage du stock régulateur, l'entreposage, y compris la fumigation, les frais de manutention, d'assurance, de gestion et d'inspection et toutes dépenses engagées pour le renouvellement des lots de fèves de cacao afin d'en assurer la conservation et en maintenir la valeur, sont couvertes par la source ordinaire de revenu provenant des contributions ou d'emprunts contractés aux termes du paragraphe 5 ou par le produit de reventes effectuées conformément au paragraphe 5 de l'article 39.

Article 38

Contributions au financement du stock régulateur

1 Le taux de la contribution perçue sur le cacao soit lors de sa première exportation par un membre, soit lors de sa première importation par un membre, ne dépasse pas un cent des Etats-Unis d'Amérique par livre de fèves de cacao et il est fixé proportionnellement pour les produits dérivés du cacao conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 32. En tout état de cause, la contribution n'est perçue qu'une fois. Pendant les deux premières années contingentaires pour lesquelles la contribution est en vigueur, le taux de contribution est fixé à un cent des Etats-Unis d'Amérique par livre de fèves de cacao et proportionnellement pour les produits dérivés du cacao conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 32. Pour la période qui suit, le Conseil peut, par un vote spécial, déterminer un taux inférieur de contribution, compte tenu des ressources et engagements financiers de l'Organisation concernant le stock régulateur. Dans le cas contraire, le taux en vigueur est maintenu. Si le Conseil, par un vote spécial, décide que des capitaux suffisants ont été réunis pour assurer le fonctionnement du stock régulateur et l'exécution des engagements financiers du Conseil concernant le stock régulateur, il n'est plus perçu de contribution.

2 Les certificats de contribution sont délivrés par le Conseil conformément aux règles qu'il a fixées Ces règles tiennent compte des intérêts du commerce du cacao et régissent notamment l'utilisation éventuelle d'agents, la délivrance de documents contre versement des contributions, et le versement des contributions dans un délai donné.

3 Les contributions perçues conformément aux dispositions du présent article sont payables en monnaies librement convertibles et ne sont pas assujetties au contrôle des changes.

4. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au droit de tout acheteur et de tout vendeur de fixer d'un commun accord les conditions de paiement des livraisons de cacao.

Article 39

Achats du stock régulateur

1. Aux fins du présent article, la capacité maximum de 250 000 tonnes constituant le stock régulateur est divisée en parts individuelles qui sont réparties entre les membres exportateurs dans la même proportion que les contingents de base attribués conformément à l'article 30.

2 Si les contingents annuels d'exportation ont été réduits aux termes de l'article 34, chaque membre exportateur fait immédiatement une offre de vente au Directeur du stock régulateur, lequel, dans les dix jours qui suivent la réduction des contingents, passe avec lui un contrat d'achat pour une quantité de fèves de cacao égale à celle dont le contingent de ce membre exportateur a été réduit.

3 Au plus tard à la fin de la campagne de récolte, chaque membre exportateur notifie au Directeur du stock régulateur tout excédent de sa production par rapport à son continget annuel d'exportation en vigueur à la fin de l'année contingentaire et la quantité de fèves de cacao nécessaire pour la consommation intérieure. Chaque membre exportateur intéressé fait immédiatement une offre de vente au Directeur du stock régulateur, lequel, dans les dix jours qui suivent la notification, passe avec lui un contrat d'achat pour toute quantité de fèves de cacao, produite en sus du contingent d'exportation de ce membre exportateur en vigueur à la fin de l'année contingentaire, qui n'ait pas déjà été achetée aux termes du paragraphe 2, déduction faite de la production nécessaire à la consommation intérieure.

4 Le Directeur du stock régulateur achète uniquement les fèves de cacao de qualités commerciales courantes reconnues et en quantité d'au moins 100 tonnes.

5. Lorsqu'il achète des fèves de cacao aux membres exportateurs conformément aux dispositions du présent article, le Directeur du stock régulateur fait, sous réserve des dispositions du paragraphe 6:

a) un versement initial de 10 cents des Etats-Unis d'Amérique par livre f o b à la livraison des fèves de cacao, *étant entendu* que le Conseil, à la fin de l'année contingentaire considérée, peut, sur la recommandation du Directeur du stock régulateur, décider, eu égard à la situation financière présente et prévue du stock, que le versement initial sera majoré d'un montant ne dépassant pas 5 cents des Etats-Unis d'Amérique par livre. Le Directeur du stock régulateur peut effectuer un versement moins fortement majoré pour certains envois de fèves de cacao, selon leur qualité ou leur état, conformément aux règles approuvées en application du paragraphe 3 de l'article 37;

b) un versement complémentaire à valoir sur la vente des fèves de cacao par le stock régulateur, representant le produit de la vente moins le versement vise à l'alinéa *a*) ci-dessus et les frais de transport et d'assurance à partir du point de livraison f o.b jusqu'au lieu d'entreposage du stock régulateur, les frais d'entreposage et de manutention, et les dépenses, s'il y en a, engagées pour le renouvellement des lots de fèves de cacao, ainsi qu'il est nécessaire pour en assurer la conservation et en maintenir la valeur

6 Lorsqu'un membre a déjà vendu au Directeur du stock régulateur une quantité de fèves de cacao équivalente à sa part individuelle, telle qu'elle est définie au paragraphe 1, le Directeur du stock régulateur ne paie pour les achats suivants, au moment de la livraison, que le prix qui serait tiré de l'écoulement des fèves de cacao pour des usages non traditionnels. Si les fèves de cacao achetées aux termes du présent paragraphe sont revendues par la suite conformément aux dispositions de l'article 40, le Directeur du stock régulateur fait au membre exportateur intéressé un versement complémentaire représentant le produit de la revente moins le versement déjà fait aux termes du présent paragraphe et les frais de transport et d'assurance à partir du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entreposage du stock régulateur, les frais d'entreposage et de manutention, et les dépenses, s'il y en a, engagées pour le renouvellement des lots de fèves de cacao, ainsi qu'il est nécessaire pour en assurer la conservation et en maintenir la valeur.

7. Lorsque des fèves de cacao sont vendues au Directeur du stock régulateur conformément au paragraphe 2, le contrat renferme une clause autorisant le membre exportateur a annuler le contrat en totalité ou en partie avant la livraison des fèves de cacao:

a) si, par la suite, dans le courant de la même année contingentaire, le contingent dont la réduction a donné lieu à la vente est rétabli selon les dispositions de l'article 34, ou

b) dans la mesure où, après la conclusion de la vente, la production pendant la même année contingentaire est insuffisante pour que le membre puisse utiliser son contingent d'exportation en vigueur

8. Les contrats d'achat conclus conformément au présent article prévoient que la livraison se fera dans un délai stipulé dans le contrat, mais au plus tard dans les deux mois qui suivront la fin de l'année contingentaire.

9. *a*) Le Directeur du stock régulateur tient le Conseil au courant de la situation financière du stock régulateur S'il juge que les fonds ne suffiront pas à payer les fèves de cacao qui, selon ses prévisions, lui seront offertes pendant l'année contingentaire en cours, il demande au Directeur exécutif de convoquer une session extraordinaire du Conseil

b) Si le Conseil est dans l'impossibilité de trouver une autre solution valable, il peut, par un vote spécial, suspendre ou restreindre les achats effectués aux termes des paragraphes 2, 3 et 6 jusqu'au moment où il est en mesure de régler la situation financière.

10 Le Directeur du stock régulateur tient les registres propres à lui permettre de s'acquitter des fonctions que le présent Accord lui confère.

ARTICLE 40

Ventes du stock régulateur visant à défendre le prix maximum

1. Le Directeur du stock régulateur procède à des ventes du stock régulateur en application des paragraphes 5 et 6 de l'article 34 conformément aux dispositions du présent article

a) les ventes se font aux prix courants du marché;

b) une fois que les ventes du stock régulateur ont commencé en application du paragraphe 5 de l'article 34, le Directeur du stock régulateur continue de mettre des fèves de cacao en vente:

i) jusqu'à ce que le prix indicatif tombe au prix minimum + 8 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre; ou

ii) jusqu'à avoir épuisé tous les approvisionnements de fèves de cacao dont il dispose; ou

iii) jusqu'à ce que le Conseil, au moment où le prix indicatif se situe entre le prix minimum + 8 cents des Etats-Unis d'Amérique la livre et le prix maximum, en decide autrement par un vote spécial;

c) lorsque le prix indicatif est égal ou supérieur au prix maximum, le Directeur du stock régulateur continue de mettre des fèves de cacao en vente jusqu'à ce que le prix indicatif revienne au prix maximum ou, sinon, jusqu'à avoir épuisé tous les approvisionnements de fèves de cacao dont il dispose.

2 Lorsqu'il procède à des ventes conformément au paragraphe 1, le Directeur du stock régulateur vend suivant les voies normales, dans les pays membres, aux entreprises et aux organisations qui se livrent au commerce ou assurent la transformation du cacao, aux fins de transformation ultérieure, conformément aux règles approuvées par le Conseil.

3 Lorsqu'il procède à des ventes conformément au paragraphe 1, le Directeur du stock régulateur, sous réserve que le prix proposé soit acceptable, donne un droit de préemption aux acheteurs de pays membres avant d'agréer les offres d'acheteurs de pays non-membres.

ARTICLE 41

Retrait de fèves de cacao du stock régulateur

1. Nonobstant les dispositions de l'article 40, un membre exportateur qui, par suite d'une récolte insuffisante, n'est pas en mesure d'utiliser tout son contingent au cours d'une année contingentaire, peut demander au Conseil d'approuver le retrait de tout ou partie des fèves de cacao que le Directeur du stock régulateur lui avait achetées pendant l'année contingentaire précédente et qui se trouvent encore en stock sans avoir été vendues, jusqu'à concurrence du montant dont son contingent d'exportation en vigueur dépasse sa production pendant l'année contingentaire. Le membre exportateur intéressé rembourse au Directeur du stock régulateur, lors du déblocage des fèves de cacao, les frais occasionnés par ces fèves de cacao, comprenant le versement initial, les frais de transport et d'assurance à partir du point de livraison f.o.b. jusqu'au lieu d'entreposage du stock régulateur, les frais d'entreposage et de manutention.

2. Le Conseil établit les règles devant régir le retrait de fèves de cacao du stock régulateur conformément au paragraphe 1.

ARTICLE 42.

Modifications des taux de change des monnaies

Le Directeur exécutif convoque une session extraordinaire du Conseil dans un délai de quatre jours ouvrables au plus chaque fois que se trouve modifiée la parité du dollar des Etats-Unis d'Amérique ou de la livre sterling ou que les taux de change de l'une ou l'autre de ces monnaies ne sont pas maintenus dans la limite des marges internationales prescrites de part et d'autre de leur parité. En attendant cette session extraordinaire, le Directeur exécutif et le Directeur du stock régulateur prennen les mesures provisoires qu'ils jugent nécessaires. En particulier, ils peuvent, après consultation avec le Président du Conseil, limiter temporairement ou suspendre les opérations du stock régulateur. Après avoir examiné la situation, en particulier les mesures provisoires que le Directeur exécutif et le Directeur du stock régulateur auraient prises, ainsi que les conséquences possibles d'une modification de la parité d'une monnaie ou des variations des taux de change susmentionnés sur l'application effective du présent Accord, le Conseil peut, par un vote spécial, prendre toutes mesures correctives nécessaires.

ARTICLE 43.

Liquidation du stock régulateur

1. Si le présent Accord doit être remplacé par un nouvel accord comportant des dispositions relatives au stock régulateur, le Conseil prend les mesures qu'il juge appropriées pour que le stock régulateur continue de fonctionner.

2. Si le présent Accord prend fin sans avoir été remplacé par un nouvel accord comportant des dispositions relatives au stock régulateur, les dispositions suivantes sont applicables:

a) Il n'est pas conclu d'autres contrats pour l'achat de fèves de cacao destinées au stock régulateur. Le Directeur du stock régulateur, eu égard aux conditions présentes du marché, écoule le stock régulateur conformément aux règles que le Conseil a établies, par un vote spécial, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord, à moins que, avant la fin du présent Accord, le Conseil ne revise ces règles par un vote spécial. Le Directeur du stock régulateur conserve le droit de vendre des fèves de cacao à tout moment de la liquidation pour en régler les frais.

b) Le produit de la vente et les sommes inscrites au compte du stock régulateur servent à régler, dans l'ordre:

i) les frais de liquidation;

ii) tout montant restant dû, majoré des intérêts, au titre de tout emprunt contracté par l'Organisation ou en son nom à l'intention du stock régulateur;

iii) tout versement complémentaire restant à faire en application de l'article 39.

c) Lorsque les paiements visés à l'alinéa *b*) ont été effectués, le solde éventuel est versé aux membres exportateurs intéressés, au prorata des exportations de chacun d'eux sur lesquelles la contribution a été percue.

ARTICLE 44.

Assurance d'approvisionnement

Les membres exportateurs s'engagent à suivre, dans le cadre du présent Accord, des politiques de vente et d'exportation qui n'aient pas pour effet de restreindre artificiellement l'offre de cacao et qui assurent l'approvisionnement régulier en cacao des importateurs des pays membres. Lorsqu'ils mettent du cacao en vente, quand le prix est supérieur au prix maximum, les membres exportateurs donnent aux importateurs des pays membres la préférence sur les importateurs des pays non-membres.

ARTICLE 45.

Affectation à des usages non traditionnels

1. Si la quantité de fèves de cacao détenue par le Directeur du stock régulateur conformément à l'article 39 dépasse la capacité maximum du stock régulateur, le Directeur du stock régulateur, selon les conditions et modalités fixées par le Conseil, écoule ces excédent de fèves de cacao pour affectation à des usages non traditionnels. Ces conditions et modalités doivent notamment être conçues pour que le cacao ne fasse pas retour sur le marché normal du cacao. Chaque membre coopère à cet égard avec le Conseil dans toute la mesure du possible.

2. Au lieu de vendre des fèves de cacao au Directeur du stock régulateur quand ce stock a atteint sa capacité maximum, un membre exportateur peut, sous le contrôle du Conseil, affecter sur le plan intérieur son excédent de cacao à des usages non traditionnels

3 Chaque fois qu'un cas d'affectation à des usages non traditionnels incompatible avec les dispositions du présent Accord est porté à l'attention du Conseil, y compris s'il y a retour sur le marché de cacao affecté à des usages non *traditionnels*, le Conseil décide au plus tôt des mesures à prendre pour remédier à la situation.

CHAPITRE VIII

AVIS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS, ENREGISTREMENT DES OPERATIONS AU TITRE DES CONTINGENTS ET MESURES DE CONTROLE

ARTICLE 46

Avis d'exportations et enregistrement des opérations au titre des contingents

1. Conformément aux règles que le Conseil établit, le Directeur exécutif tient un registre du contingent annuel d'exportation et des ajustements de ce contingent pour chaque membre exportateur Il impute sur le contingent les exportations qui sont effectuées par ce membre au titre du contingent, de facon que la situation du contingent de chaque membre exportateur soit tenue à jour.

2. A cette fin, chaque membre exportateur avise le Directeur exécutif, à des intervalles que le Conseil peut fixer, du volume total des exportations enregistrées, en y joignant tous autres renseignements que le Conseil peut demander Ces renseignements sont publiés à la fin de chaque mois.

3. Les exportations non imputables sur les contingents sont enregistrées séparément

ARTICLE 47

Avis d'importations et d'exportations

1. Conformément aux règles que le Conseil établit, le Directeur exécutif tient un registre des importations des membres et des exportations en provenance des membres importateurs.

2. A cette fin, chaque membre avise le Directeur exécutif du volume total de ses importations et chaque membre importateur avise le Directeur exécutif, à des intervalles que le Conseil peut fixer, du volume total de ses exportations, en y joignant tous autres renseignements que le Conseil peut demander. Ces renseignements sont publiés à la fin de chaque mois.

3 Les importations qui, en conformité avec le présent Accord, ne sont pas imputables sur les contingents d'exportation, sont enregistrées séparément.

ARTICLE 48

Mesures de contrôle

1. Chaque membre qui exporte du cacao exige le présentation d'un certificat de contribution valide, ou d'un autre document de contrôle agréé par le Conseil, avant d'autoriser l'expédition de cacao de son territoire douanier. Chaque membre qui importe du cacao exige la présentation d'un certificat de contribution valide, ou d'un autre document de contrôle agréé par le Conseil, avant d'autoriser toute importation de cacao sur son territoire douanier, en provenance d'un membre ou d'un non-membre.

2. Aucun certificat de contribution n'est exigé pour le cacao exporté conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 32. Le Conseil fait le nécessaire pour délivrer les documents de contrôle appropriés relatifs à ces expéditions.

3. Il n'est pas délivré de certificat de contribution ni d'autre document de contrôle agréé par le Conseil pour les expéditions, au cours d'une période quelconque, de cacao en sus des exportations autorisées pour cette période.

4. Le Conseil adopte, par un vote spécial, les règles qu'il juge nécessaires en ce qui concerne les certificats de contribution et autres documents de contrôle agréés par lui

5. Pour le cacao fin (« fine » ou « flavour »), le Conseil fixe les règles qu'il juge nécessaires en ce qui concerne la simplification de la procédure relative aux documents de contrôle agréés par le Conseil, en tenant compte de toutes les données pertinentes.

CHAPITRE IX

PRODUCTION ET STOCKS

ARTICLE 49

Production et stocks

1. Les membres reconnaissent la nécessité d'assurer un équilibre raisonnable entre la production et la consommation et coopèrent avec le Conseil pour atteindre cet objectif

2. Chaque membre producteur peut établir un plan d'ajustement de sa production de manière que l'objectif énoncé au paragraphe 1 puisse être atteint Chaque membre producteur intéressé est responsable de la politique et des méthodes qu'il applique pour atteindre cet objectif.

3. Le Conseil examine chaque année le niveau des stocks détenus dans le monde et fait les recommandations qui s'imposent à la suite de cet examen

4. A sa première session, le Conseil prend des dispositions en vue d'élaborer un programme visant à réunir les informations nécessaires pour déterminer, selon des critères scientifiques, la capacité mondiale *de production actuelle et potentielle, ainsi que la consommation mon*diale actuelle et potentielle. Les membres facilitent l'exécution de ce programme.

CHAPITRE X
ACCROISSEMENT DE LA CONSOMMATION

ARTICLE 50
Obstacles à l'accroissement de la consommation

1. Les membres reconnaissent qu'il importe de développer le plus possible l'économie du cacao et, par conséquent, de faciliter l'accroissement de la consommation de cacao par rapport à la production, afin d'assurer le meilleur équilibre à long terme entre l'offre et la demande et, à cet égard, reconnaissent aussi qu'il importe d'amener la suppression progressive de tous les obstacles qui peuvent gêner cet accroissement.

2. Le Conseil définit les problèmes particuliers que posent les obstacles à l'accroissement du commerce et de la consommation de cacao visés au paragraphe 1 et recherche les mesures mutuellement acceptables qui pourraient être prises dans la pratique pour éliminer progressivement cet obstacles.

3. Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus et des dispositions du paragraphe 2, les membres s'efforcent de mettre en oeuvre des mesures pour abaisser progressivement les obstacles à l'accroissement de la consommation et, dans la mesure du possible, les éliminer, ou pour en diminuer notablement les effets

4. Aux fins du présent article, le Conseil peut adresser des recommandations aux membres et il examine périodiquement, à partir de sa prèmiere session ordinaire de la deuxième année contingentaire, les résultats obtenus.

5. Les membres informent le Conseil de toutes mesures adoptées en vue de mettre en oeuvre les dispositions du présent article.

ARTICLE 51
Propagande en faveur de la consommation

1 Le Conseil peut instituer un comité ayant pour objectif de stimuler la consommation de cacao à la fois dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs Le Conseil passe périodiquement en revue les travaux du Comité.

2 Les frais entraînés par le programme de propagande sont couverts par des cotisations des membres exportateurs. Les membres exportateurs peuvent aussi contribuer financièrement au programme. La composition du comité est limitée aux membres qui contribuent au programme de propagande.

3. Avant d'entreprendre une campagne de propagande dans le territoire d'un membre, le comité s'efforce d'obtenir l'agrément de ce membre.

ARTICLE 52
Produits de remplacement du cacao

1 Les membres reconnaissent que l'usage de produits de remplacement peut nuire à l'accroissement de la consommation de cacao. A cet égard, ils conviennent d'établir une réglementation relative aux produits dérivés du cacao et au chocolat, ou d'adapter, au besoin, la réglementation existante, de manière que ladite réglementation empêche que des matières ne provenant pas du cacao soient utilisées à la place du cacao pour induire le consommateur en erreur.

2. Lors de l'établissement ou de la revision de toute réglementation fondée sur les principes énoncés au paragraphe 1, les membres tiennent pleinement compte des recommandations et décisions des organismes internationaux compétents tels que le Conseil et le Comité du Codex sur les produits cacaotés et le chocolat.

3. Le Conseil peut recommander à un membre de prendre les mesures que le Conseil juge opportunes pour assurer le respect des dispositions du présent article.

4. Le Directeur exécutif présente au Conseil un rapport annuel sur la manière dont les dispositions du présent article sont respectées

CHAPITRE XI
CACAO TRANSFORME

ARTICLE 53
Cacao transformé

1 Il est reconnu que les pays en voie de développement ont besoin d'élargir les bases de leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du cacao et l'exportation de produits dérivés du cacao et de chocolat. A ce propos, il est également reconnu qu'il importe de veiller à ne pas porter de préjudice grave à la position du cacao dans l'économie des membres exportateurs et des membres importateurs.

2. Si un membre estime qu'il risque d'être porté préjudice à ses intérêts dans l'un quelconque de ces domaines, il peut engager des consultations avec l'autre membre intéressé, en vue d'arriver à une entente satisfaisante pour les parties en cause, faute de quoi le membre peut en référer au Conseil, qui prête ses bons offices en la matière en vue d'aboutir à cette entente.

CHAPITRE XII
RELATIONS ENTRE MEMBRES ET NON-MEMBRES

ARTICLE 54
Limitation des importations en provenance de non-membres

1 Chaque membre limite ses importations annuelles de cacao produit dans des pays non-membres, à l'exception des importations de cacao fin fin (« fine » ou « flavour ») provenant de pays exportateurs figurant à l'annexe *C*, conformément aux dispositions du présent article.

2 Chaque membre s'engage pendant chaque année contingentaire

a) à ne pas autoriser l'importation d'une quantité totale de cacao produit dans des pays non-membres pris collectivement qui dépasse

la quantité moyenne qu'il a importée de ces pays non-membres pris collectivement pendant les trois années civiles 1970, 1971 et 1972;

b) à réduire de moitié la quantité fixée à l'alinéa *a)* lorsque le prix *indicatif* tombe au-dessous du prix minimum, et à maintenir cette réduction jusqu'à ce que le niveau des contingents en vigueur atteigne celui qui est prévu à l'alinéa *c)* du paragraphe 2 de l'article 34.

3 Le Conseil peut, par un vote spécial, suspendre en totalité ou *en partie les limitations visées au paragraphe 2.* En tout état de cause, les limitations prévues à l'alinéa *a)* du paragraphe 2 ne sont pas applicables lorsque le prix indicatif du cacao est supérieur au prix maximum.

4. Les limitations prévues à l'alinéa *a)* du paragraphe 2 ne visent pas le cacao acheté en vertu de contrats valables conclus lorsque le prix *indicatif était* supérieur au prix maximum, ni celles qui sont prévues à l'alinéa *b)* du paragraphe 2 le cacao acheté en vertu de contrats valables conclus avant que le prix indicatif ne tombe au-dessous du prix minimum. En pareils cas, sous réserve des dispositions de l'alinéa *b)* du paragraphe 2, les réductions sont opérées au cours de l'année contingentaire suivante, à moins que le Conseil ne décide de renoncer à ces réductions ou de les appliquer au cours d'une année contingentaire ultérieure

5. Les membres informent régulièrement le Conseil des quantités de cacao qu'ils ont importées de non-membres ou qu'ils ont exportées vers des non-membres.

6. A moins que le Conseil n'en décide autrement, toute importa*tion d'un membre en provenance de non-membres en sus de la quan*tité qu'il est autorisé à importer en vertu du présent article est déduite de la quantité qu'il aurait été normalement autorisé à importer au cours de l'année contingentaire suivante

7. Si, à plusieurs reprises, un membre ne se conforme pas aux dispositions du présent article, le Conseil peut, par un vote spécial, suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et son droit de voter ou faire voter en son nom au Comité exécutif

8. Les obligations énoncées dans le présent article ne portent pas *atteinte aux obligations contraires* de caractère bilatéral ou multilatéral que les membres auraient contractées à l'égard de non-membres avant l'entrée en vigueur du présent Accord, à condition que tout membre qui aurait contracté ces obligations contraires s'en acquitte de manière à atténuer autant que possible le conflit entre lesdites obligations et celles qui sont énoncées dans le présent article, qu'il prenne des mesures aussi rapidement que possible pour concilier lesdites obligations avec les dispositions du présent article et qu'il expose au Conseil, en détail, la nature desdites obligations et les mesures qu'il a prises pour atténuer ou supprimer le conflit.

Article 55

Opérations commerciales avec des non-membres

1 Les membres exportateurs *s'engagent* à ne pas vendre de cacao à des non-membres à des conditions commerciales plus favorables que celles qu'ils sont disposés à offrir au même moment à des membres importateurs, compte tenu des pratiques commerciales normales

2 Les membres importateurs s'engagent à ne pas acheter de cacao à des non-membres à des conditions commerciales plus favorables que celles qu'ils sont disposés à accepter au même moment de membres exportateurs, compte tenu des pratiques commerciales normales.

3 Le Conseil revoit périodiquement l'application des paragraphes 1 et 2 et peut requérir les pays membres de communiquer les renseignements appropriés conformément à l'article 56.

4 Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 54, tout membre qui a des raisons de croire qu'un autre membre a manqué à l'obligation énoncée au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 peut en informer le Directeur exécutif et demander des consultations en application de l'article 60 ou en référer au Conseil conformément à l'article 62.

CHAPITRE XIII
INFORMATION ET ETUDES

Article 56

Information

1. L'Organisation sert de centre de rassemblement, d'échange et de publication pour

a) des renseignements statistiques sur la production, les ventes, les prix, les exportations et les importations, la consommation et les stocks de cacao dans le monde; et,

b) dans la mesure où elle le juge approprié, des renseignements techniques sur la culture, le traitement et l'utilisation du cacao.

2 Outre les renseignements que les membres sont tenus de communiquer en vertu d'autres articles du présent Accord, le Conseil peut demander aux membres de lui fournir les données qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions, notamment des rapports périodiques sur les politiques de production et de consommation, les ventes, les prix, les exportations et les importations, les stocks et les mesures fiscales

3. Si un membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai raisonnable les renseignements, statistiques et autres, dont le Conseil a besoin pour la bonne marche de l'Organisation, le Conseil peut exiger du membre en question qu'il en explique les raisons. Si une assistance technique se révèle nécessaire a cet égard, le Conseil peut prendre les mesures qui s'imposent

Article 57

Etudes

Dans la mesure qu'il juge nécessaire, le Conseil encourage des études sur les conditions économiques de la production et de la distribution du cacao, y compris les tendances et les projections, l'inci-

dence des mesures prises par le gouvernement dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs sur la production et la consommation de cacao, la possibilité d'accroître la consommation de cacao dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages, ainsi que les effets de l'application du présent Accord sur les exportateurs et les importateurs de cacao, notamment en ce qui concerne les termes de l'échange, et il peut soumettre des recommandations aux membres sur les sujets à étudier. Pour encourager ces études, le Conseil peut coopérer avec des organisations internationales.

ARTICLE 58

Examen annuel

Aussitôt que possible après la fin de chaque année contingentaire, le Conseil examine le fonctionnement du présent Accord et la manière dont les membres se conforment aux principes dudit Accord et en servent les objectifs. Il peut alors adresser aux membres des recommandations touchant les moyens d'améliorer le fonctionnement du présent Accord

CHAPITRE XIV

DISPENSE D'OBLIGATIONS DANS DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

ARTICLE 59

Dispense d'obgligations dans des circonstances exceptionnelles

1 Le Conseil peut, par un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation en raison de circonstances exceptionnelles ou critiques, d'un cas de force majeure, ou d'obligations internationales prévues par la Charte des Nations Unies à l'égard des territoires administrés sous le régime de tutelle

2. Quad il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1, le Conseil précise explicitement sous quelles modalités, à quelles conditions et pour combien de temps le membre est dispensé de ladite obligation.

3 Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, le Conseil n'accorde pas de dispense à un membre en ce qui concerne:

a) l'obligation faite audit membre à l'article 24 de verser sa contribution ou les conséquences qu'entraîne le défaut de versement;

b) un contingent d'exportation ou une autre limitation imposée aux exportations, si ce contingent ou cette limitation ont déjà été dépassés;

c) l'obligation d'exiger le paiement de toute charge ou contribution prévue à l'article 37.

CHAPITRE XV

CONSULTATIONS, DIFFERENDS ET PLAINTES

ARTICLE 60

Consultations

Chaque membre accueille favorablement les représentations qu'un autre membre peut lui faire au sujet de l'interprétation ou de l'application du present Accord, et il lui donne des possibilités adéquates de consultations. Au cours de ces consultations, à la demande de l'une des parties et avec l'assentiment de l'autre, le Directeur exécutif fixe une procédure appropriée de conciliation. Les frais de ladite procédure ne sont pas imputables sur le budget de l'Organisation. Si cette procédure aboutit à une solution, il en est rendu compte au Directeur exécutif. Si aucune solution n'intervient, la question peut, à la demande de l'une des parties, être déférée au Conseil conformément à l'article 61.

ARTICLE 61

Différends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé par les parties au différend est, à la demande de l'une des parties au différend, déféré au Conseil pour décision.

2 Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1 et a fait l'objet d'un débat, la majorité des membres, ou plusieurs membres détenant ensemble un tiers au moins du total des voix, peuvent demander au Conseil de prendre, avant de rendre sa décision, l'opinion, sur les questions en litige, d'un groupe consultatif spécial constitué ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3.

3 *a)* A moins que le Conseil n'en décide autrement à l'unanimité, le groupe consultatif spécial est composé de

i) deux personnes, désignées par les membres exportateurs, dont l'une possède une grande expérience des questions du genre de celles qui sont en litige, et dont l'autre est un juriste qualifié et expérimenté;

ii) deux personnes de qualifications analogues, désignées par les membres importateurs;

iii) un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes désignées en vertu des alinéas *i)* et *ii)*, ou, en cas de désaccord entre elles, par le Président du Conseil;

b) Les ressortissants des Parties contractantes peuvent siéger au groupe consultatif spécial;

c) Les membres du groupe consultatif spécial siègent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement;

d) Les dépenses du groupe consultatif spécial sont à la charge de l'Organisation.

4 L'opinion motivée du groupe consultatif spécial est soumise au Conseil, qui règle le différend après avoir pris en considération toutes les données pertinentes

ARTICLE 62

Action du Conseil en cas de plainte

1. Toute plainte pour manquement, par un membre, aux obligations que lui impose le présent Accord est, a la demande du membre auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui l'examine et statue.

2 La décision par laquelle le Conseil conclut qu'un membre est en infraction avec les obligations que lui impose le présent Accord est prise à la majorité répartie simple et doit spécifier la nature de l'infraction

3. Toutes les fois qu'il conclut, que ce soit ou non à la suite d'une plainte, qu'un membre est en infraction avec les obligations que lui impose le présent Accord, le Conseil peut, par un vote spécial, sans préjudice des autres mesures prévues expressément dans d'autres articles du présent Accord, y compris l'article 72:

a) suspendre les droits de vote de ce membre au Conseil et au Comité exécutif, et

b) s'il le juge nécessaire, suspendre d'autres droits de ce membre, notamment son éligibilité à une fonction au Conseil ou à l'un quelconque des comités de celui-ci, ou son droit d'exercer une telle fonction, jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations.

4 Un membre dont les droits de vote ont été suspendus conformément au paragraphe 3 demeure tenu de s'acquitter de ses obligations financières et des autres obligations prévues par le présent Accord

CHAPITRE XVI
DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 63

Signature

Le présent Accord sera ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à partir du 15 novembre 1972 jusqu'au 15 janvier 1973 *inclus, à la signature de tout Gouvernement invité* à la Conférence des Nations Unies sur le cacao, 1972.

ARTICLE 64

Ratification, acceptation, approbation

1 Le présent Accord est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les Gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

2. Sauf dans les cas prévus à l'article 65, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au plus tard le 30 avril 1973.

3. Tout Gouvernement *signataire* qui n'a pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation conformément au paragraphe 2 peut obtenir du Conseil un délai ou plusieurs délais

4 Chaque Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation indique, au moment du dépôt, s'il est membre exportateur ou membre importateur.

ARTICLE 65

Notification

1. Un Gouvernement signataire peut notifier à l'autorité dépositaire qu'il s'engage à chercher à obtenir la ratification, l'acceptation ou l'approbation en conformité avec sa procédure constitutionnelle aussi rapidement que possible, le 30 avril 1973 ou avant cette date, ou, en tout cas, dans les deux mois qui suivent

2 Tout Gouvernement dont les conditions d'adhésion ont été définies par le Conseil peut notifier à l'autorité dépositaire qu'il s'engage à chercher à obtenir l'adhésion en conformité avec sa procédure constitutionnelle aussi rapidement que possible et, en tout cas, au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de réception de sa notification par l'autorité dépositaire

3. Un Gouvernement qui fait une notification conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 a le statut d'observateur à partir de la date de réception de sa notification jusqu'à ce qu'il ait indiqué qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire conformément à l'article 66 ou jusqu'à l'expiration du délai mentionné dans la notification qu'il fait conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2. Si le Gouvernement n'est pas en mesure de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Accord ou d'y adhérer dans le délai spécifié, ou de donner l'indication visée à l'article 66, le Conseil peut, compte tenu des dispositions prises par le Gouvernement intéressé conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, prolonger le statut d'observateur de ce Gouvernement pour un nouveau délai spécifié.

ARTICLE 66

Indication d'application à titre provisoire

1. Un Gouvernement signataire qui fait une notification en application du paragraphe 1 de l'article 65 peut aussi indiquer dans sa notification, ou à tout moment par la suite, qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit lorsque celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 67, soit, si le présent Accord est déjà en vigueur, à une date spécifiée. L'indication, par un Gouvernement signataire, de son intention d'appliquer le présent Accord lorsque celui-ci entrera en vigueur conformément à l'article 67, est considérée, aux fins de l'entrée en vigueur du présent Accord à titre provisoire, comme

équivalant dans ses effets à un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Chaque Gouvernement qui donne cette indication déclare, au moment où il fait la notification, s'il entre dans l'Organisation en qualité de membre exportateur ou de membre importateur

2 Quand le présent Accord est en vigueur à titre soit provisoire soit définitif, un Gouvernement qui fait une notification conformément au paragraphe 2 de l'article 65 peut aussi indiquer dans sa notification, ou à tout moment par la suite, qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire à une date spécifiée. Chaque Gouvernement qui donne cette indication déclare, au moment où il fait la notification, s'il entre dans l'Organisation en qualité de membre exportateur ou de membre importateur

3 Un Gouvernement qui a indiqué conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire soit lorsque celui-ci entrera en vigueur, soit à une date spécifiée, est dès lors membre de l'Organisation à titre provisoire, jusqu'à ce qu'il ait déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou, sinon, jusqu'à expiration du délai fixé dans la notification visée à l'article 65. Toutefois, si le Conseil acquiert la conviction que le Gouvernement intéressé n'a pas déposé son instrument en raison de difficultés qu'il a éprouvées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle, il peut prolonger le statut de membre à titre provisoire de ce Gouvernement pour un nouveau délai spécifié.

ARTICLE 67

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 30 avril 1973, ou à une date quelconque dans les deux mois qui suivront si, à cette date, des Gouvernements qui représentent au moins cinq pays exportateurs groupant 80% au moins des contingents de base, tels qu'ils sont indiqués dans l'annexe *A*, et des Gouvernements qui représentent des pays importateurs groupant 70% au moins des importations totales, telles qu'elles sont indiquées dans l'annexe *D*, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il entrera aussi en vigueur à titre définitif à tout moment qui suivra l'entrée en vigueur provisoire lorsque les pourcentages requis seront atteints par suite du dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Accord entrera en vigueur à titre provisoire le 30 avril 1973, ou à une date quelconque dans les deux mois qui suivront si, à cette date, des Gouvernements qui représentent cinq pays exportateurs groupant 80% au moins des contingents de base, tels qu'ils sont indiqués dans l'annexe *A*, et des Gouvernements qui représentent des pays importateurs groupant 70% au moins des importations totales, telles qu'elles sont indiquées dans l'annexe *D*, ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou ont indiqué qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire. Pendant la période où le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire, les Gouvernements qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, de même que les Gouvernements qui ont indiqué qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, seront membres du présent Accord à titre provisoire

3. Si les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 ne sont pas remplies dans le délai prescrit, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invitera, à la date la plus rapprochée qu'il jugera possible après le 30 juin 1973, les Gouvernements qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. ou qui ont indiqué, conformément à l'article 66, qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, à se réunir pour décider s'ils vont mettre le présent Accord en vigueur entre eux, à titre provisoire ou définitif, en totalité ou en partie. Si aucune décision n'est prise à cette réunion, le Secrétaire général pourra convoquer ultérieurement d'autres réunions semblables s'il le juge approprié. Le Secrétaire général invitera les Gouvernements qui lui ont adressé une notification conformément à l'article 65 à assister à toutes ces réunions en qualité d'observateurs. L'adhésion se fera conformément à l'article 68. Pendant toute la période où le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire conformément au présent paragraphe, les Gouvernements qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, de même que les Gouvernements qui ont indiqué qu'ils appliqueront le présent Accord à titre provisoire, seront membres du présent Accord à titre provisoire. Pendant que le présent Accord sera en vigueur à titre provisoire conformément au présent paragraphe, les Gouvernements participants prendront les dispositions nécessaires pour reconsidérer la situation et décider si le présent Accord entrera en vigueur entre eux à titre définitif, restera en vigueur à titre provisoire ou cessera d'être en vigueur.

4. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session du Conseil, qui se tiendra aussitôt que possible, mais pas plus de 90 jours après l'entrée en vigueur provisoire ou définitive du présent Accord.

ARTICLE 68

Adhésion

1. Le Gouvernement de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, membre de ses institutions spécialisées ou membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, peut adhérer au présent Accord aux conditions que le Conseil détermine.

2 Si le Gouvernement dont il s'agit est le Gouvernement d'un pays exportateur qui ne figure pas dans l'annexe *A* ni dans l'annexe *C*, le Conseil assigne à ce pays, ainsi qu'il y a lieu, un contingent de base qui est réputé figurer dans l'annexe *A*. Si ce pays figure dans l'annexe *A*, le contingent de base spécifié dans ladite annexe constitue le contingent de base de ce pays.

3 L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4 Tout Gouvernement qui dépose un instrument d'adhésion indique, au moment du dépôt, s'il adhère à l'Organisation en qualité de membre exportateur ou de membre importateur.

ARTICLE 69

Réserves

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut faire l'objet de réserves.

ARTICLE 70

Application territoriale

1 Tout Gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord est rendu applicable à tel ou tel des territoires dont il assure actuellement en dernier ressort les relations internationales, et le présent Accord s'applique aux territoires mentionnés dans ladite notification à compter de la date de celle-ci, ou de la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur pour ce Gouvernement, si elle est postérieure à la notification.

2. Toute Partie contractante qui souhaite exercer, à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure actuellement en dernier ressort les relations internationales, les droits que lui donne l'article 3, peut le faire en adressant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une notification en ce sens, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit à tout moment par la suite. Si le territoire qui devient membre à titre individuel est un membre exportateur et ne figure pas dans l'annexe *A* ni dans l'annexe *C*, le Conseil lui assigne, ainsi qu'il y a lieu, un contingent de base qui est réputé figurer dans l'Annexe *A*. Si ce territoire figure dans l'annexe *A*, le contingent de base spécifié dans ladite annexe constitue le contingent de base de ce territoire.

3. Toute Partie contractante qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1 peut, à tout moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord cesse de s'appliquer au territoire désigné dans la notification, et le présent Accord cesse de s'appliquer audit territoire à compter de la date de cette notification.

4. Quand un territoire auquel le présent Accord a été rendu applicable en vertu du paragraphe 1 devient ultérieurement indépendant, le Gouvernement de ce territoire peut, dans les 90 jours qui suivent l'accession à l'indépendance, déclarer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qu'il a assumé les droits et les obligations d'une Partie contractante au présent Accord. Il est Partie contractante au présent Accord à compter de la date de cette notification. Si ladite Partie est un membre exportateur et ne figure pas dans l'annexe *A* ni dans l'annexe *C*, le Conseil lui assigne, ainsi qu'il y a lieu, un contingent de base qui est réputé figurer dans l'annexe *A*. Si la Partie en question figure dans l'annexe *A*, le contingent de base spécifié dans ladite annexe constitue le contingent de base de cette Partie.

ARTICLE 71

Retrait volontaire

A tout moment après l'entrée en vigueur du présent Accord, tout membre peut se retirer du présent Accord en notifiant par écrit son retrait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies Le retrait prend effet 90 jours apres réception de la notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

ARTICLE 72

Exclusion

Si le Conseil conclut, suivant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 62, qu'un membre est en infraction avec les obligations que lui impose le présent Accord et s'il décide en outre que cette infraction entrave sérieusement le fonctionnement du présent Accord, il peut, par un vote spécial, exclure ce membre de l'Organisation internationale du cacao. Le Conseil notifie immédiatement cette exclusion au Sacrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Quatre-vingt-dix jours après la date de la décision du Conseil, ledit membre cesse d'être membre de l'Organisation internationale du cacao et, s'il est Partie contractante, d'être partie au présent Accord

ARTICLE 73

Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion

1 En cas de retrait ou d'exclusion d'un membre, le Conseil procède à la liquidation des comptes de ce membre. L'Organisation conserve les sommes déjà versées par ce membre, qui est, d'autre part, tenu de lui régler toute somme qu'il lui doit à la date effective du retrait ou de l'exclusion; toutefois, s'il s'agit d'une Partie contractante qui ne peut accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse de participer au présent Accord en vertu du paragraphe 2 de l'article 75, le Conseil peut liquider le compte de la manière qui lui semble équitable.

2 Un membre qui s'est retiré du présent Accord, qui en a été exclu ou qui a cessé de toute autre manière d'y participer, n'à droit à aucune part du produit de la liquidation ni des autres avoirs de l'Organisation; il ne peut lui être imputé non plus aucune partie du déficit éventuel de l'Organisation lorsque le présent Accord prend fin.

ARTICLE 74

Durée et fin

1. Le présent Accord restera en vigueur jusq'à la fin de la troisième année contingentaire complète qui suivra son entrée en vigueur, à moins qu'il ne soit prorogé en application du paragraphe 3 ou du

paragraphe 4 ou qu'il n'y soit mis fin auparavant en application du paragraphe 5

2. Le Conseil, avant la fin de la troisième année contingentaire mentionnée au paragraphe 1, peut, par un vote spécial, décider que le présent Accord fera l'objet de nouvelles négociations

3. Si, avant la fin de la troisième année contingentaire complète mentionnée au paragraphe 1, les négociations en vue d'un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord n'ont pas encore abouti, le Conseil peut, par un vote spécial, proroger le présent Accord pour une autre année contingentaire. Le Conseil notifie cette prorogation au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Si, avant la fin de la troisième année contingentaire complète mentionnée au paragraphe 1, un nouvel accord destiné à remplacer le présent Accord a été négocié et a été signé par un nombre de Gouvernements suffisant pour qu'il entre en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, mais que ce nouvel accord ne soit pas entré en vigueur à titre provisoire ou définitif, la durée d'application du présent Accord est prorogée jusqu'à l'entrée en vigueur, à titre provisoire ou définitif, du nouvel accord, étant entendu que la prorogation ne dépasse pas une année. Le Conseil notifie cette prorogation au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

5 Le Conseil peut à tout moment, par un vote spécial, décider de mettre fin au présent Accord. L'Accord prend alors fin à la date fixée par le Conseil, étant entendu que les obligations assumées par les membres en vertu de l'article 37 subsistent jusqu'à ce que les engagements financiers relatifs au stock régulateur aient été remplis, ou, sinon, jusqu'à la fin de la troisième année contingentaire suivant l'entrée en vigueur du présent Accord. Le Conseil notifie cette décision au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

6. Nonostant la fin du présent Accord, le Conseil continue d'exister aussi longtemps qu'il le faut pour liquider l'Organisation, en apurer les comptes et en répartir les avoirs; il a, pendant cette période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces effets.

ARTICLE 75

Amendements

1. Le Conseil peut, par un vote spécial, recommander aux Parties contractantes d'apporter un amendement au présent Accord. Le Conseil peut fixer une date à partir de laquelle chaque Partie contractante notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle accepte l'amendement. L'amendement prend effet 100 jours après que le Secrétaire général a reçu des notifications d'acceptation de Parties contractantes représentant au moins 75% des membres exportateurs qui détiennent au moins 85% des voix des membres exportateurs, et de Parties contractantes représentant au moins 75% des membres importateurs qui détiennent au moins 85% des voix des membres importateurs, ou à une date ultérieure que le Conseil peut avoir fixée par un vote spécial. Le Conseil peut fixer un délai avant l'expiration duquel chaque Partie contractante notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle accepte l'amendement et, si l'amendement n'est pas entré en vigueur à l'expiration de ce délai, il est considéré comme retiré. Le Conseil donne au Secrétaire général des renseignements nécessaires pour déterminer si le nombre des notifications d'acceptation reçues est suffisant pour que l'amendement prenne effet.

2. Tout membre au nom duquel il n'a pas été fait de notification d'acceptation d'un amendement à la date où celui-ci entre en vigueur cesse à cette date de participer au présent Accord, à moins que ledit membre ne prouve au Conseil, lors de la première rèunion que celui-ci tient après la date d'entrée en vigueur de l'amendement, qu'il n'avait pu faire accepter l'amendement en temps voulu par suite de difficultés rencontrées pour mener à terme sa procédure constitutionnelle, et que le Conseil ne décide de prolonger pour ledit membre le délai d'acceptation jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées. Ce membre n'est pas lié par l'amendement jusqu'à ce qu'il ait notifié son acceptation dudit amendement.

ARTICLE 76

Notifications par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, membres de l'une de ses institutions spécialisées ou membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique toute signature, tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute notification faite conformément à l'article 65 et toute intention indiquée conformément à l'article 66, et les dates auxquelles le présent Accord entre en vigueur à titre provisoire ou définitif. Le Secrétaire général notifie à toutes les Parties contractantes toute notification faite conformément à l'article 70, toute notification de retrait, toute exclusion, la fin du présent Accord, toute prorogation du présent Accord, la date à laquelle un amendement prend effet ou est considéré comme retiré, et toute cessation de participation au présent Accord conformément au paragraphe 2 de l'article 75.

ARTICLE 77

Textes du présent Accord faisant foi

Les textes du présent Accord en anglais, en espagnol, en français et en russe font tous également foi Les originaux seront déposée dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'autorité dépositaire en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent et au Directeur exécutif de l'Organisation internationale du cacao.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement, ont signé le présent Accord à la date qui figure en regard de leur signature.

ANNEXE *A*

CONTINGENTS *DE* BASE MENTIONNÉS AU PARAGRAPHE 1 DE L ARTICLE 30

PAYS EXPORTATEURS	Production (en milliers de tonnes)	Contingents de base (en pourcentages)
Ghana	580,9	36,7
Nigéria	307,8	19,5
Côte d'Ivoire	224,0	14,2
Brésil	200,6	12,7
Cameroun	126,0	8,0
République Dominicaine	47,0	3,0
Guinée équatoriale	38,7	2,4
Togo	28,0	1,8
Mexique	27,0	1,7
TOTAL	1.580,0	100,0

Note: Contingents calculés pour la première année contingentaire en fonction du chiffre le plus élevé de production annuelle pendant les années écoulées à partir de la campagne de récolte 1964/65 comprise.

ANNEXE *B*

PAYS PRODUISANT MOINS DE 10 000 TONNES DE CACAO ORDINAIRE MENTIONNÉS AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 30

PAYS	EN MILLIERS DE TONNES	
	1969/70	1970/71
Zaïre	4,9	5,6
Gabon	4,7	5,0
Philippines	4,3	3,6
Sierra Leone	4,0	5,1
Haïti	4,0	3,7
Malaisie	2,3	2,5
Pérou	2,0	2,0
Libéria	1,9	1,8
Congo	1,3	2,0
Bolivie	1,3	1,4
Cuba	1,0	1,0
Nicaragua	0,6	0,6
Nouvelles-Hébrides	0,6	0,7
Guatemala	0,5	0,5
République-Unie de Tanzanie	0,4	0,4
Ouganda	0,4	0,5
Angola	0,3	0,3
Honduras	0,3	0,3

Source: FAO, Statistiques du cacao, *Bulletin mensuel*, juillet 1972 (à l'exception des chiffres relatifs à l'Ouganda qui ont été communiqués par la délégation de ce pays à la Conférence des Nations Unies sur le cacao, 1972).

ANNEXE *C*

PRODUCTEURS DE CACAO FIN (« FINE » OU « FLAVOUR »)

1. Pays exportateurs produisant exclusivement du cacao fin (« fine » ou « flavour »):

Dominique	Sainte-Lucie
Equateur	Saint-Vincent
Grenade	Samoa-Occidental
Indonésie	Sri Lanka
Jamaïque	Surinam
Madagascar	Trinité-et-Tobago
Panama	Venezuela

2. Pays exportateurs produisant, mais non exclusivement, du cacao fin (« fine » ou « flavour »):

	Pourcentage de la production représenté par du cacao fin (« fine » ou « flavour »)
Costa Rica	25
São Tomé et Principe	50
Australie (Papua-Nouvelle-Guinée)	75

ANNEXE *D*

IMPORTATIONS DE CACAO CALCULÉES AUX FINS DE L'ARTICLE 10 (1)
(en milliers de tonnes)

PAYS IMPORTATEURS INVITÉS A LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CACAO, 1972	
Etats-Unis d'Amérique	352,9
République fédérale d'Allemagne	166,0
Royaume des Pays-Bas	140,7
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	133,2
Union des Républiques socialistes soviétiques	126,5
France	68,8
Japon	48,0
Italie	44,4
Canada	41,3
Espagne	32,2
Belgique	31,9
Suisse	28,0
Pologne	19,6
Tchécoslovaquie	17,2
Autriche	15,9
Irlande	14,4
Yougoslavie	12,5
Suède	11,6
Argentine	10,8
Hongrie	10,7
Colombie	9,5
Bulgarie	9,1
Norvège	7,9
Danemark	7,4
Afrique du Sud	7,2
Roumanie	6,3
Finlande	5,2
Nouvelle-Zélande	4,8
Philippines	4,7
Pérou	1,8
Chili	1,7
Inde	0,8
Algérie	0,7
Uruguay	0,6
Tunisie	0,5
Malaisie	0,2
Honduras	0,1
TOTAL	1.395,1

Source: Chiffres de la FAO tirés de la publication Statistiques du cacao, *Bulletin mensuel*, juillet 1972.

(1) Moyenne pour les trois années 1969-1971 — ou moyenne des trois dernières années pour lesquelles des statistiques soient disponibles — des importations nettes de fèves de cacao plus les importations *brutes* de produits dérivés du cacao, converties en équivalent de fèves au moyen des coefficients de conversion énumérés au paragraphe 2 de l'article 32.

ANNEXE *E*

PAYS EXPORTATEURS AUXQUELS S'APPLIQUE LE PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 36

Brésil

République Dominicaine

Pour l'Afghanistan

Pour l'Afrique du Sud

Pour l'Albanie

Pour l'Algérie
A RAHAL
12 Janvier 1973

Pour l'Arabie Saoudite

Pour l'Argentine

Pour l'Australie
L R. MCINTYRE
12th January, 1973

Pour l'Autriche:
DR PETER JANKOWITSCH
9 Jänner 1973

Pour Bahrein

Pour le Bangladesh

Pour la Barbade

Pour la Belgique
M. VAN USSEL
1-3-1973

Pour le Bhoutan

Pour la Birmanie

Pour la Bolivie

Pour le Botswana

Pour le Brésil
SERGIO ARMANDO FRAZAO
January 12, 1973

Pour la Bulgarie
(1)

Pour le Burundi

Pour le Cameroun
BAMELA ENGO
9th January, 1973

Pour le Canada
SAUL F. RAE
12th January, 1973

Pour le Chili
JAMES HOLGER
12th January, 1973

Pour la Chine

Pour Chypre

Pour la Colombie:
AUGUSTO ESPINOSA
12-1-1973

Pour le Congo

Pour le Costa Rica

Pour la Côte-d'Ivoire
S AKÉ
5 Janvier 1973

(1) Avec une déclaration, dont le texte est reproduit à la suite des signatures.

Pour Cuba
SERGIO MARTINEZ BARROSO
15 Enero 1973

Pour le Dahomey

Pour le Danemark
OTTO R BORCH
Nov 20, 1972

Pour l'Egypte

Pour El Salvador

Pour les Émirats arabes unis

Pour l'Equateur
LEOPOLDO BENITES (1)
January 15, 1973

Pour l'Espagne
ANTONIO ELIAS
15 Jauary 1973

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Pour l'Ethiopie

Pour Fidji

Pour la Finlande
AARNO KARHILO
15th January, 1973

Pour la France:
LOUIS DE GUIRINGAUD
22 novembre 1972

Pour le Gabon

Pour la Gambie

Pour le Ghana
F E BOATEN
22-11-1972

Pour la Jamaïque
D. O. MILLS
15 January 1973

Pour le Japon
TORU NAKAGAWA
15 January 1973

Pour la Jordanie.

Pour la Grèce

Pour le Guatemala
RAFAEL E CASTILLO
Enero 15, 1973

Pour la Guinée

Pour la Guinée équatoriale

Pour la Guyane

Pour Haiti

Pour la Haute-Volta

Pour le Honduras
ROBERTO MARTINEZ ORDOÑEZ
January 15, 1973

Pour la Hongrie
K. SZARKA
January 15, 1973

Pour l'Inde

Pour l'Indonésie

Pour l'Irak

Pour l'Iran

---

(1) *Note du Secrétariat*
Une notification d'intention de ratification (art. 65), avec indication d'application provisoire (art. 66), a été reçue du Government équatorien le 15 janvier 1973.

Pour l'Irlande:
FLORENCE O'RIORDAN
12 Jan. 1973

Pour l'Islande

Pour Israël

Pour l'Italie:
PIERO VINCI (1)
12 Janvier 1973

Pour le Kenya

Pour le Koweït

Pour le Laos

Pour le Lesotho

Pour le Liban

Pour le Libéria

Pour le Liechtenstein

Pour le Luxembourg
M. VAN USSEL
1-3-1973

Pour Madagascar

Pour la Malaisie

Pour le Malawi

Pour les Maldives

Pour le Mali

Pour Malte

Pour le Marot

Pour Maurice

Pour la Mauritanie

Pour le Mexique

Pour Monaco

Pour la Mongolie

Pour Nauru

Pour le Népal

Pour le Nicaragua

Pour le Niger

Pour la Nigéria
O ADENIJI
12 Jan. 1973

Pour la Norvège
OLE ÅLGÅRD
12 Jan 1973

Pour la Nouvelle-Zélande

Pour l'Oman

Pour l'Ouganda

Pour les Pays-Bas
R FACK
27 November 1972

Pour le Pakistan

Pour le Panama

Pour le Paraguay

Pour le Pérou

Pour les Philippines

Pour la Pologne

---

(1) Avec une déclaration, dont le texte est reproduit à la suite des signatures.

Pour le Portugal
ANTONIO PATRICIO
January 8, 1973

Pour le Qatar

Pour la République arabe libyenne

Pour la République arabe syrienne

Pour la République centrafricaine

Pour la République de Corée

Pour la République Dominicaine

Pour la République fédérale d'Allemagne
WALTER GEHLHOFF
12th January, 1973

Pour la République Khmère

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine

Pour la République-Unie de Tanzanie

Pour la République du Viet-Nam

Pour la Roumanie
ION D'ATCU

Le gouvernement de la Roumanie estime nécessaire de formuler des déclarations séparées au sujet des articles 3, 59 et 80, (*) de même qu'au sujet des articles 14 et 68. (1)

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
C CROWE
November 15, 1972

Pour le Rwanda

Pour Saint-Marin

Pour le Saint-Siège

Pour le Samoa-Occidental
J V SCOTT
15 January 1973

Pour le Sénégal

Pour le Sierra Leone:

Pour Singapour

Pour la Somalie

Pour le Souaziland

Pour le Soudan

Pour Sri Lanka

Pour la Suède
OLOF RYDBECK
Dec. 17th 1972

Pour la Suisse
B TURRETTINI
Jan 9th 1973

Pour le Tchad

Pour la Tchécoslovaquie

Pour la Thailande

Pour le Togo
J TOGBE
le 21 décembre 1972

Pour les Tonga

Pour la Trinité-et-Tobago
E SEIGNORET
15 January 1973

Pour la Tunisie

Pour la Turquie

(*) Lire: 70
(1) Le texte des déclarations susmentionnées est reproduit à la suite des signatures.

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques
(1)

Pour l'Uruguay

Pour le Venezuela
LEONARDO
Le 15 janvier 1973

Pour le Yémen

Pour le Yémen démocratique

Pour la Yougoslavie
LAZAR MOJSOV
15 January 1973

Pour le Zaire

Pour la Zambie

Pour la Communauté économique européenne
ALDO MAZIO
15 Janvier 1973

DECLARATION DU GOUVERNEMENT BULGARE

La restriction contenue à l'article 63 de l'Accord international de 1972 sur le cacao, qui ne permet pas à certains Etats d'en faire partie, est en désaccord avec le principe universel de l'égalité souveraine des Etats et surtout des Etats qui se conforment aux principes de l'Organisation des Nations Unies Tous les Etats du monde sont égaux en droit et il s'ensuit qu'ils devraient avoir le droit de devenir partie à l'Accord international de 1972 sur le cacao.

(1) Avec une déclaration, dont le texte est reproduit à la suite des signatures.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT ITALIEN

(Traduction)

Le Gouvernement italien déclare qu'au cas où, dans l'avenir, un Etat membre de la Communauté économique européenne se retirerait de l'Accord international sur le cacao, le Gouvernement italien devrait reconsidérer sa position en tant que Partie à l'Accord.

La présente déclaration est faite conformément à l'article 71 de l'Accord.

New York, le 12 janvier 1973

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT ROUMAIN (1)

1. « Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie considère que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires, auquel se réfère la réglementation prevue aux articles 3, 59 et 70, n'est pas en conformité avec la Charte des Nations Unies et avec les documents adoptés au sein de l'Organisation des Nations Unies concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes du droit international touchant des relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée à l'unanimité par la résolution 2625 (XXV), de 1970, de l'Assemblée générale de l'ONU, qui proclame solennellement le devoir des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, dans le but de mettre immédiatement un terme au colonialisme ».

2. « Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie considère que les dispositions des articles 14 et 68 de l'Accord ne sont pas en conformité avec le principe que les traités internationaux multilatéraux devraient être ouverts à la participation de tous les Etats pour lesquels l'objet et le but de ces traités présentent un intérêt »

DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

(Traduction)

a) Les dispositions des articles 63 et 68 de l'Accord, qui limitent les possibilités d'adhésion de certains Etats audit accord, sont contraires au principe universellement reconnu de l'égalité des Etats souverains.

b) Les dispositions des articles 2, 3 et 70 de l'Accord relatives à son application par les Parties contractantes dans les territoires pour lesquels elles assument la responsabilité des relations internationales sont surannées et contraires à la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendence aux pays et aux peuples coloniaux (résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 1514 (XV) du 14 décembre 1960), qui a proclamé la nécessité de mettre immédiatement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

(1) Traduction fournie par le Gouvernement roumain

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

***Nota bene* — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.**

ACCORDO INTERNAZIONALE SUL CACAO, 1972

CAPITOLO I
OBIETTIVI

ARTICOLO 1
Obiettivi

Gli obiettivi del presente Accordo tengono conto delle raccomandazioni enunciate nell'Atto finale della prima sessione della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo, e sono i seguenti:

a) attenuare le gravi difficoltà economiche che persisterebbero se l'equilibrio tra la produzione e il consumo del cacao non potesse essere assicurato unicamente dal normale giuoco delle forze del mercato così rapidamente come lo richiedono le circostanze;

b) impedire le eccessive fluttuazioni del prezzo del cacao che a lungo termine nocciono agli interessi e dei produttori e dei consumatori;

c) aiutare, con le disposizioni volute a mantenere e ad accrescere i guadagni che i paesi produttori traggono dall'esportazione del cacao, contribuendo così a fornire a detti paesi delle risorse in vista di uno sviluppo economico e sociale accelerato, pur tenendo conto degli interessi dei consumatori nei paesi importatori;

d) assicurare un sufficiente approvvigionamento a prezzi ragionevoli ed equi per i produttori e per i consumatori;

e) facilitare l'aumento del consumo e, ove occorra e per quanto possibile, una regolazione della produzione così da assicurare un equilibrio a lungo termine tra l'offerta e la domanda.

CAPITOLO II
DEFINIZIONI

ARTICOLO 2
Definizioni

Ai fini del presente Accordo

a) Per cacao, bisogna intendere i semi di cacao e i prodotti derivati dal cacao;

b) per prodotti derivati dal cacao, bisogna intendere i prodotti fabbricati esclusivamente con i semi di cacao, quali la pasta di cacao, il burro di cacao, la polvore di cacao senza aggiunta di zucchero, la pasta priva di burro e le mandorle scorticate, nonché tutti gli altri prodotti che il Consiglio può indicare all'occorrenza;

c) per cacao fine (« *fine* » o « *flavour* »), bisogna intendere il cacao prodotto nei paesi figuranti all'allegato *C*, nei limiti in esso indicati;

d) per tonnellata, bisogna intendere la tonnellata metrica di 1000 chilogrammi, o di 2204,6 libbre « *avoirdupois* » e, per libbra, bisogna intendere la libbra « *avoirdupois* », cioè di 453,597 grammi;

e) l'espressione campagna di raccolta indica il periodo di dodici mesi che va dal 1° ottobre al 30 settembre incluso;

f) l'espressione anno di contingentamento indica il periodo di dodici mesi che va dal 1° ottobre al 30 settembre incluso;

g) l'espressione contingente di base indica il contingente di cui all'articolo 30;

h) l'espressione contingente annuo di esportazione indica il contingente di ogni membro esportatore, determinato in conformità dell'articolo 31;

i) l'espressione contingente di esportazione in vigore indica il contingente di ogni membro esportatore, in un dato momento, determinato in conformità dell'articolo 31, o adottato conformemente all'articolo 34, o ridotto conformemente ai paragrafi 4, 5 e 6 dell'articolo 35, o modificato mediante l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 36;

j) l'espressione esportazione di cacao indica tutto il cacao che lascia il territorio doganale di un paese qualsiasi, e l'espressione importazione di cacao indica tutto il cacao che entra nel territorio doganale di un paese qualsiasi, restando inteso che ai fini di tali definizioni il territorio doganale, nel caso di un membro che disponga di più di un territorio doganale, è ritenuto comprendente l'insieme dei territori doganali di tale membro;

k) il termine Organizzazione indica l'Organizzazione internazionale del cacao istituita in base all'articolo 5;

l) il termine Consiglio indica il Consiglio internazionale del cacao di cui all'articolo 6;

m) il termine membro indica una Parte contraente del presente Accordo, ivi compresa una Parte contraente di cui al paragrafo 2 dell'articolo 3, o un territorio o un gruppo di territori per i quali è stata fatta una notifica in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 70, od una organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 4;

n) l'espressione paese esportatore o membro esportatore indica rispettivamente un paese o un membro le cui esportazioni di cacao convertite in equivalente di semi di cacao superino le importazioni;

o) l'espressione paese importatore o membro importatore indica rispettivamente un paese o un membro le cui importazioni di cacao convertite in equivalente di semi di cacao superino le esportazioni;

p) l'espressione paese produttore o membro produttore indica rispettivamente un paese o un membro che produce cacao in quantitativi rilevanti dal punto di vista commerciale;

q) per maggioranza ripartita semplice, bisogna intendere la maggioranza dei suffragi espressi dai membri esportatori e la maggioranza dei suffragi espressi dai membri importatori, computati separatamente;

r) un voto speciale indica i due terzi dei suffragi espressi dai membri esportatori e i due terzi dei suffragi espressi dai membri importatori, computati separatamente, a condizione che il numero dei suffragi così espressi rappresenti la metà dei membri presenti e votanti;

s) per entrata in vigore, bisogna intendere, salvo diversa precisazione, la data in cui il presente Accordo entra in vigore sia a titolo provvisorio che definitivo.

CAPITOLO III

MEMBRI

Articolo 3

Membri dell'Organizzazione

1 Ogni Parte contraente costituisce un solo membro dell'Organizzazione, subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 2

2 Se una Parte contraente, ivi compresi i territori di cui essa assicura attualmente e definitivamente le relazioni internazionali e ai quali il presente Accordo sia reso applicabile in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 70, si compone di uno o più elementi che, presi separatamente, costituirebbero un membro esportatore, e di uno o più elementi che, presi separatamente, costituirebbero un membro importatore, la Parte contraente dei detti territori possono essere membri congiuntamente o, se la Parte contraente ha fatto una notifica a tale scopo in base al paragrafo 2 dell'articolo 70, i territori che, presi separatamente costituirebbero un membro esportatore, possono allora divenire membri a titolo individuale sia isolamente, che insieme o in gruppi, ed i territori che, presi separatamente, costituirebbero un membro esportatore possono divenire membri a titolo individuale, sia isolatamente che tutti insieme, o in gruppi.

Articolo 4

Partecipazione di organizzazioni intergovernative

1 Nel presente Accordo, ogni menzione di un « Governo invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul cacao, 1972 » vale per ogni organizzazione intergovernativa che abbia delle responsabilità per quanto attiene alla negoziazione, alla conclusione e all'applicazione di accordi internazionali, in particolare di accordi su dei prodotti di base Di conseguenza, ogni menzione, nel presente Accordo. relativa alla firma o al deposito di strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, o relativa ad una notifica, o all'indicazione dell'intenzione di applicare l'Accordo a titolo provvisorio, o relativa ad un'adesione da parte di un Governo, vale nel caso di tali organizzazioni intergovernative, anche per la firma, per il deposito di strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, per una notifica, per l'indicazione dell'intenzione di applicare l'Accordo a titolo provvisorio, o per l'adesione da parte di dette organizzazioni intergovernative

2 Le suddette organizzazioni intergovernative non dispongono di voti, ma, nel caso di voto su questioni rientranti nella loro competenza, sono autorizzate a disporre dei voti dei loro Stati membri, che esprimono in blocco In tal caso, gli Stati membri delle organizzazioni intergovernative in questione non sono autorizzati ad esercitare individualmente i loro diritti di voto.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 15 non sono applicabili alle dette organizzazioni intergovernative: tuttavia, tali organizzazioni possono partecipare alle discussioni del Comitato esecutivo sulle questioni rientranti nella loro competenza. In caso di voto su questioni rientranti nella loro competenza, i voti di cui sono autorizzati a disporre gli Stati membri in seno al Comitato esecutivo sono utilizzati in blocco da uno qualsiasi di tali Stati membri.

CAPITOLO IV

ORGANIZZAZIONE E AMMINISTRAZIONE

Articolo 5

Creazione, sede e struttura dell'Organizzazione internazionale del cacao

1. Viene istituita un'Organizzazione internazionale del cacao incaricata di assicurare l'esecuzione delle disposizioni del presente Accordo nonché di controllarne l'applicazione.

2 L'Organizzazione esercita le proprie funzioni per il tramite:

a) del Consiglio internazionale del cacao e del Comitato esecutivo;

b) del direttore esecutivo e del personale.

3 Il Consiglio deciderà nel corso della sua prima sessione circa il luogo della sede dell'Organizzazione

Articolo 6

Composizione del Consiglio internazionale del cacao

1 L'autorità suprema dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale del cacao, che è composto da tutti i membri dell'Organizzazione

2 Ogni membro è rappresentato al Consiglio da un rappresentante e, ove lo desideri, da uno o più membri supplenti Ogni membro può inoltre aggiungere al proprio rappresentante o ai suoi supplenti uno o più consiglieri.

Articolo 7

Poteri e funzioni del Consiglio

1. Il Consiglio esercita tutti i poteri e assolve o cura l'adempimento di tutte le funzioni necessarie all'esecuzione delle disposizioni espresse dal presente Accordo.

2. Il Consiglio adotta, con voto speciale, i regolamenti necessari all'applicazione delle disposizioni del presente Accordo e compatibili con queste, in particolare il regolamento interno del Consiglio e dei suoi comitati, il regolamento finanziario e il regolamento del personale dell'Organizzazione, nonché le norme relative al funzionamento e alla gestione dello *stock* regolatore. Il Consiglio può prevedere, nel proprio regolamento interno, una procedura che gli permetta di prendere, senza riunirsi, delle decisioni su determinate questioni.

3 Il Consiglio tiene aggiornata la documentazione di cui necessita per adempiere le funzioni conferitegli dal presente Accordo nonché ogni altra documentazione che ritenga appropriata

4. Il Consiglio pubblica un rapporto annuo Tale rapporto comporta l'esame annuo di cui all'articolo 58. Il Consiglio pubblica anche tutte le altre informazioni che ritiene opportune

ARTICOLO 8

Presidente e Vice Presidente del Consiglio

1. Il Consiglio elegge ogni anno di contingentamento un Presidente e un Vice Presidente, che non sono remunerati dall'Organizzazione.

2 Il Presidente e il Vice Presidente sono eletti, l'uno fra le delegazioni dei membri esportatori, l'altro fra quelle dei membri importatori Tale ripartizione si alterna ogni anno di contingentamento.

3 In caso di assenza temporanea e simultanea del Presidente e del Vice Presidente, o in caso di assenza permanente di uno o dell'altro o di entrambi, il Consiglio può eleggere fra le delegazioni, secondo lo stesso criterio, nuovi titolari di tali funzioni, temporanei e permanenti a seconda del caso.

4 Né il Presidente né alcun altro membro dell'Ufficio che presieda una riunione del Consiglio può prender parte alle votazioni Il suo supplente può esercitare i diritti di voto del membro che rappresenta

ARTICOLO 9

Sessioni del Consiglio

1 Di norma, il Consiglio si riunisce in sessione ordinaria una volta ogni semestre dell'anno di contingentamento

2 Oltre alle riunioni che tiene negli altri casi espressamente previsti nel presente Accordo, il Consiglio si riunisce in sessione straordinaria se così decide o se ne è richiesto:

a) da cinque membri;

b) da un membro o più membri che dispongono almeno di 200 voti;

c) dal Comitato esecutivo

3 Le sessioni del Consiglio sono rese note almeno 30 giorni prima, salvo caso di urgenza o quando le disposizioni del presente Accordo esigano un termine diverso.

4 A meno che il Consiglio non decida diversamente con voto speciale, le sessioni si tengono presso la sede dell'Organizzazione. Se, su invito di un membro, il Consiglio si riunisce in luogo diverso dalla sede dell'Organizzazione, tale membro assume gli oneri supplementari che ne derivano.

ARTICOLO 10

Voti

1 I membri esportatori dispongono, tutti insieme, di 1000 voti e così pure tutti insieme i membri esportatori; tali voti sono ripartiti per ogni categoria di membri, cioè quella dei membri esportatori e quella dei membri importatori, conformemente ai paragrafi seguenti del presente articolo.

2 I voti dei membri esportatori sono ripartiti nel modo seguente 100 voti sono ripartiti in misura eguale fra tutti i membri esportatori, con il più vicino numero intero di voti per ogni membro; i voti residui sono ripartiti in proporzione ai contingenti di base.

3 I voti dei membri importatori sono ripartiti nel modo seguente: 100 voti sono ripartiti in misura uguale fra tutti i membri importatori, con il piu vicino numero intero di voti per ogni membro; i voti residui sono ripartiti proporzionalmente alle loro importazioni, calcolate nell'allegato *D*.

4 Nessun membro detiene più di 300 voti. I voti al di sopra di tale cifra che risultino dai calcoli indicati ai paragrafi 2 e 3 sono ridistribuiti fra gli altri membri in base alle disposizioni dei detti paragrafi 2 e 3, a seconda del caso.

5 Quando la partecipazione all'Organizzazione cambia o i diritti di voto di un membro sono sospesi o ristabiliti in applicazione di una disposizione del presente Accordo, il Consiglio procede alla ridistribuzione dei voti conformemente al presente articolo.

6 Non possono esserci frazioni di voti

ARTICOLO 11

Procedura di voto del Consiglio

1. Ogni membro dispone, per il voto, del numero di voti, cui ha diritto; non può dividere i propri voti. Non è tuttavia tenuto ad esprimere nello stesso senso dei propri voti quelli che è autorizzato ad utilizzare in base al paragrafo 2

2 Mediante notifica scritta indirizzata al Presidente del Consiglio, ogni membro esportatore può autorizzare ogni altro membro esportatore, e ogni membro importatore può autorizzare ogni altro membro importatore, a rappresentare i suoi interessi e ad utilizzare i propri

voti ad ogni riunione del Consiglio In tal caso, la limitazione di cui al paragrafo 4 dell'articolo 10 non è applicabile

3 I membri esportatori che producono soltanto del cacao fine (« *fine* » o « *flavour* ») non prendono parte alle votazioni sulle questioni relative alla determinazione e alla regolazione di contingenti, né a quelle attinenti all'amministrazione e al funzionamento dello *stock* regolatore.

ARTICOLO 12

Decisioni del Consiglio

1 Il Consiglio prende le sue decisioni e fa le sue raccomandazioni con voto a maggioranza ripartita semplice dei suoi membri, a meno che il presente Accordo non preveda un voto speciale.

2 Nel conteggio dei voti necessari per ogni decisione o raccomandazione del Consiglio, i voti dei membri che si astengono non sono presi in considerazione

3. La seguente procedura si applica ad ogni decisione che il Consiglio deve, ai sensi del presente Accordo, prendere con voto speciale:

a) se la proposta non attiene la maggioranza richiesta a motivo del voto negativo di uno, due o tre membri esportatori o di uno, due o tre membri importatori, questa viene messa, se il Consiglio così decide con voto a maggioranza ripartita semplice, nuovamente ai voti entro 48 ore;

b) se, nel corso di questo secondo scrutinio, la proposta non ottiene ancora la maggioranza richiesta a motivo di un voto negativo di uno o due membri esportatori o di uno o due membri importatori, questa viene messa, se il Consiglio così decide con voto a maggioranza ripartita semplice, nuovamente ai voti entro 24 ore;

c) se, nel corso di questo terzo scrutinio, la proposta non ottiene ancora la maggioranza richiesta a motivo di un voto negativo espresso da un membro esportatore o da un membro importatore, essa è ritenuta adottata;

d) se il Consiglio non rimette ai voti la proposta, essa è ritenuta respinta.

4. I membri si impegnano a considerarsi vincolati da tutte le decisioni che il Consiglio prende in applicazione delle disposizioni del presente Accordo.

ARTICOLO 13

Cooperazione con altre organizzazioni

1 Il Consiglio adotta tutte le disposizioni del caso per procedere a consultazioni o cooperare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite e i suoi organi, in particolare la Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo, e con l'Organizzazione per l'alimentazione e l'agricoltura e le altre agenzie specializzate delle Nazioni Unite nonché le organizzazioni intergovernative del caso.

2 Il Consiglio, tenuto debito conto del particolare ruolo svolto dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo nel commercio internazionale dei prodotti di base, tiene al corrente tale organizzazione, in modo adeguato, delle proprie attività e dei propri programmi di lavoro.

3 Il Consiglio può inoltre adottare tutte le disposizioni del caso per mantenere contatti effettivi con le organizzazioni internazionali dei produttori, dei negozianti e dei fabbricanti di cacao.

ARTICOLO 14

Ammissione di osservatori

1 Il Consiglio può invitare anche chi non sia membro purché sia però membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, o delle sue agenzie specializzate o membro dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, ad assistere ad una qualsiasi delle sue riunioni, in qualità di osservatore.

ARTICOLO 15

Composizione del Comitato esecutivo

1. Il Comitato esecutivo è composto da otto membri esportatori e da otto membri importatori, con la riserva che, se il numero dei membri importatori dell'Organizzazione è uguale o inferiore a dieci, il Consiglio può, mantenendo la parità fra le due categorie di membri, decidere con voto speciale il numero totale dei membri del Comitato esecutivo I membri del Comitato esecutivo sono eletti per ogni anno di contingentamento conformemente all'articolo 16 e possono essere rieletti.

2 Ogni membro eletto è rappresentato in seno al Comitato esecutivo da un rappresentante e, ove lo desideri, da uno o più supplenti. Ogni membro può inoltre aggiungere al proprio rappresentante o ai propri supplenti uno o più consiglieri

3 Eletto dal Consiglio per ogni anno di contingentamento, il Presidente del Comitato esecutivo è rieleggibile. In caso di assenza temporanea o permanente del Presidente, il Comitato esecutivo può eleggere un Presidente provvisorio sino al ritorno del Presidente o sino a quando il Consiglio elegga un nuovo Presidente. Né il Presidente né il Presidente provvissorio prendono parte alle votazioni. Se un rappresentante viene eletto Presidente o Presidente provvisorio, il suo supplente può votare in sua vece.

4. Il Comitato esecutivo si riunisce presso la sede dell'Organizzazione, a meno che non decida altrimenti con voto speciale. Se, su invito di un membro, il Comitato esecutivo si riunisce in un luogo diverso dalla sede dell'Organizzazione, tale membro si assume le spese supplementari che ne risultano.

Articolo 16

Elezione del Comitato esecutivo

1. I membri esportatori e i membri importatori della Organizzazione eleggono rispettivamente, in seno al Consiglio, i membri esportatori e i membri importatori del Comitato esecutivo. L'elezione in seno ad ogni categoria, ha luogo in base alle disposizioni dei paragrafi seguenti del presente articolo

2 Ogni membro esprime a favore di un solo candidato tutti i voti di cui dispone in base all'articolo 10. Un membro può esprimere a favore di un altro candidato i voti che è autorizzato ad utilizzare in base al paragrafo 2 dell'articolo 11

3. I candidati che ottengono il maggior numero di voti vengono eletti

Articolo 17

Competenza del Comitato esecutivo

1 Il Comitato esecutivo è responsabile di fronte al Consiglio ed esercita le proprie funzioni sotto la direzione generale del Consiglio

2 Il Comitato esecutivo segue costantemente l'evoluzione del mercato e raccomanda al Consiglio le misure che ritiene più opportune

3 Fatto salvo il diritto del Consiglio di esercitare uno qualsiasi dei suoi poteri, esso può, con voto a maggioranza ripartita semplice o con voto speciale, a seconda del caso, se la decisione del Consiglio in materia esige un voto a maggioranza ripartita semplice o un voto speciale, delegare al Comitato esecutivo uno qualsiasi dei suoi poteri, ad eccezione dei seguenti:

a) ridistribuzione dei voti in conformità dell'articolo 10;

b) approvazione del bilancio amministrativo e determinazione dei contributi in conformità dell'articolo 23;

c) revisione del prezzo minimo e del prezzo massimo in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 29;

d) revisione dell'allegato *C* in base al paragrafo 3 dell'articolo 33;

e) determinazione dei contingenti annui di esportazione in conformità dell'articolo 31 e dei contingenti trimestrali in conformità del paragrafo 8 dell'articolo 35;

f) restrizione o sospensione degli acquisti di *stock* regolatore in conformità del capoverso *b*) del paragrafo 9 dell'articolo 39;

g) decisione relativa alla destinazione del cacao ad usi non tradizionali in conformità dell'articolo 45;

h) esenzione da obblighi in conformità dell'articolo 59;

i) composizione delle controversie in conformità dell'articolo 61;

j) sospensione dei diritti in conformità del paragrafo 3 dell'articolo 62;

k) determinazione delle condizioni di adesione in conformità dell'articolo 68;

l) esclusione di un membro in conformità dell'articolo 72;

m) proroga o denuncia del presente Accordo in conformità dell'articolo 74;

n) raccomandazione di emendamenti ai membri in conformità dell'articolo 75.

4 Il Consiglio può in ogni momento, con voto a maggioranza ripartita semplice, revocare ogni delega di poteri al Comitato esecutivo.

Articolo 18

Procedura di voto e decisioni del Comitato esecutivo

1 Ogni membro del Comitato esecutivo è autorizzato ad utilizzare, per il voto, il numero dei voti che gli è attribuito ai sensi dell'articolo 16; non può dividere i propri voti

2 Fatte salve le disposizioni del paragrafo 1 e con la riserva di informarne per iscritto il Presidente, ogni membro esportatore od ogni membro importatore che non sia membro del Comitato esecutivo e che non abbia espresso i propri voti, conformemente al paragrafo 2 dell'articolo 16, a favore di uno qualsiasi dei membri eletti, può autorizzare, a seconda dei casi, qualsiasi membro esportatore o qualsiasi membro importatore appartenente al Comitato esecutivo a rappresentare i propri interessi e ad utilizzare i propri voti in seno al Comitato esecutivo.

3 Nel corso di un anno qualsiasi di contingentamento, un membro può, previa consultazione con il membro del Comitato esecutivo per il quale ha votato conformemente all'articolo 16, ritirare i voti espressi a favore di tale membro I voti così ritirati possono essere attribuiti ad un altro membro del Comitato esecutivo, ma non possono essergli ritirati durante il restante periodo dell'anno di contingentamento. Il membro del Comitato esecutivo cui sono stati ritirati i voti continua tuttavia a sedere al Comitato esecutivo durante il restante periodo dell'anno di contingentamento. Ogni misura adottata in applicazione delle disposizioni del presente paragrafo diviene effettiva dopo che il Presidente ne è stato informato per iscritto.

4. Ogni decisione presa dal Comitato esecutivo esige la stessa maggioranza che occorrerebbe qualora fosse presa dal Consiglio

5. Ogni membro ha diritto di ricorrere al Consiglio, alle condizioni prescritte dal Consiglio stesso nel suo regolamento interno, contro ogni decisione del Comitato esecutivo.

Articolo 19

Quorum delle riunioni del Consiglio e del Comitato esecutivo

1 Il *quorum* richiesto per la riunione di apertura di una sessione del Consiglio è costituito dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri importatori, con la riserva

che i membri di ogni categoria così presenti, detengano almeno i due terzi del totale dei voti dei membri appartenenti a tale categoria

2. Se il *quorum* previsto al paragrafo 1 non è raggiunto il giorno fissato *per la riunione* di apertura della sessione né il giorno, successivo, il *quorum*, a partire dal terzo giorno e durante il resto della sessione, è ritenuto costituito dalla presenza della maggioranza dei membri esportatori e della maggioranza dei membri esportatori, a condizione che i membri di ogni categoria così presenti detengano la maggioranza semplice del totale dei voti dei membri appartenenti a tale categoria.

3 *Il quorum* richiesto *per le riunioni successive alla riunione* d'apertura di una sessione in conformità del paragrafo 1 è quello prescritto dal paragrafo 2.

4. Ogni membro rappresentato in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 11 è considerato presente

5. *Il quorum richiesto per ogni riunione* del Comitato esecutivo è fissato dal Consiglio nel regolamento interno del Comitato esecutivo

ARTICOLO 20

Il personale dell'Organizzazione

1 Il Consiglio, dopo aver consultato il Comitato esecutivo, nomina il Direttore esecutivo con voto speciale Esso determina *le condizioni* di impiego del Direttore esecutivo tenendo conto di quelle dei funzionari corrispondenti di organizzazioni intergovernative analoghe.

2. Il Direttore esecutivo è il più alto funzionario dell'Organizzazione; egli è responsabile di fronte al Consiglio dell'amministrazione e del funzionamento del presente Accordo conformemente alle decisioni del Consiglio

3. Il Consiglio, dopo aver consultato il Comitato esecutivo, nomina con voto speciale il Direttore dello *stock* regolatore. Le condizioni di impiego del Direttore dello *stock* regolatore sono fissate dal Consiglio

4. *Il Direttore dello stock* regolatore è responsabile di fronte al Consiglio dell'adempimento delle funzioni conferitegli dal presente Accordo, nonché di tutte le altre funzioni che il Consiglio stesso può determinare. La responsabilità che gli viene imposta nell'adempimento di tali funzioni viene esercitata *in consultazione* con il Direttore esecutivo.

5. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 4, il personale dell'Organizzazione è responsabile di fronte al Direttore esecutivo, il quale, dal canto suo, è responsabile di fronte al Consiglio.

6 Il Direttore esecutivo assume il personale in conformità del regolamento *fissato dal Consiglio. Per fissare* tale regolamento, il Consiglio tiene conto dei regolamenti che si applicano al personale di organizzazioni intergovernative analoghe. I funzionari sono, per quanto possibile, scelti fra i cittadini dei membri esportatori e dei membri importatori.

7 Né il Direttore esecutivo, né il Direttore dello *stock* regolatore, né gli altri membri del personale devono avere *interessi finanziari* nell'industria, nel commercio, nel trasporto o nella pubblicità del cacao

8 Nell'adempimento dei loro doveri, il Direttore esecutivo, il Direttore dello *stock* regolatore e gli altri membri del personale non sollecitano né accettano istruzioni da alcun membro, ne da alcuna autorità estranea all'Organizzazione Essi si astengono dal compiere ogni atto che sia incompatibile con la loro posizione di funzionari internazionali responsabili soltanto nei confronti dell'Organizzazione. Ogni membro si impegna a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del Direttore esecutivo, del Direttore dello *stock* regolatore e del personale, e a non cercare di influenzarli nell'esercizio delle loro funzioni.

CAPITOLO V

PRIVILEGI E IMMUNITÀ

ARTICOLO 21

Privilegi e immunità

1. L'Organizzazione ha personalità giuridica Essa può, in particolare, concludere contratti, acquistare e cedere beni mobili ed immobili, nonché stare in giudizio.

2 Appena possibile, dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il Governo del paese ove è situata la sede dell'Organizzazione (qui appresso indicato « il governo ospite ») conclude con l'Organizzazione un accordo che deve essere approvato dal Consiglio, riguardante lo Statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del suo Direttore esecutivo, del suo personale e dei suoi esperti, nonché dei rappresentanti dei membri che si trovano sul territorio del Governo ospite per esercitare le loro funzioni.

3 L'Accordo di cui al paragrafo 2 è indipendente dal presente Accordo Esso ha tuttavia *termine:*

a) se un accordo in tal senso viene concluso tra il Governo ospite e l'Organizzazione, o

b) nel caso in cui la sede dell'Organizzazione non sia più situata sul territorio del Governo ospite, o

c) nel caso in cui l'Organizzazione cessi di esistere

4 In attesa dell'entrata in vigore dell'accordo di cui al paragrafo 2, il Governo ospite esenta da ogni imposta:

a) le remunerazioni versate dall'Organizzazione ai propri impiegati, tale misura non si applica tuttavia agli impiegati che siano cittadini del membro ospite; e

b) gli averi, i redditi e gli altri beni dell'Organizzazione

5 Dopo che il Consiglio ha approvato l'accordo di cui al paragrafo 2, l'Organizzazione può concludere con uno o più altri membri accordi che devono essere approvati dal Consiglio, riguardanti i privilegi e le immunità che possono essere necessari alla corretta applicazione del presente Accordo.

CAPITOLO VI

DISPOSIZIONI FINANZIARIE

ARTICOLO 22

Disposizioni finanziarie

1 Ai fini dell'amministrazione e del funzionamento del presente Accordo vengono tenuti due conti: il conto amministrativo e il conto dello *stock* regolatore.

2. Le spese richieste per l'amministrazione e il funzionamento del presente Accordo, ad esclusione di quelle che derivano dal funzionamento e dalla conservazione dello *stock* regolatore istituito in conformità dell'articolo 37 sono imputabili al conto amministrativo e sono coperte dai contributi annui dei membri fissati come è indicato all'articolo 23. Tuttavia, se un membro richiede dei servizi particolari, il Consiglio può reclamarne il pagamento.

3 Ogni spesa che derivi dal funzionamento e dalla conservazione dello *stock* regolatore ai sensi del paragrafo 6 dell'articolo 37 è imputabile al conto dello *stock* regolatore. Il Consiglio decide se una spesa diversa da quelle specificate nel paragrafo 6 dell'articolo 37 sia imputabile al conto dello *stock* regolatore.

4. L'esercizio finanziario della Organizzazione coincide con l'anno di contingentamento

5 Le spese delle delegazioni presso il Consiglio, presso il Comitato esecutivo e presso ogni altro comitato del Consiglio o del Comitato esecutivo sono a carico dei membri interessati.

ARTICOLO 23

Approvazione del bilancio amministrativo e determinazione dei contributi

1 Nel corso del secondo semestre di ogni esercizio finanziario, il Consiglio adotta il bilancio amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio seguente e fissa il contributo di ogni membro a tale bilancio

2. Per ogni esercizio, il contributo di ogni membro è proporzionale al rapporto che esiste, al momento della adozione del bilancio amministrativo di tale esercizio, tra il numero dei voti di tale membro e il numero dei voti di tutti i membri riunitisi per fissare i contributi, i voti di ogni membro sono contati senza che sia tenuto conto dell'eventuale sospensione dei diritti di voto di un membro né della ridistribuzione dei voti che può risultarne.

3 Il Consiglio determina il contributo iniziale di ogni membro che entri nell'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo in base al numero dei voti che sono attribuiti a tale membro ed alla parte non ancora trascorsa dell'esercizio in corso; tuttavia, i contributi assegnati agli altri membri per l'esercizio in corso restano immutati.

4. Ove il presente Accordo entri in vigore più di otto mesi prima dell'inizio del primo completo esercizio finanziario, il Consiglio, nella sua prima sessione, adotta un bilancio amministrativo che copre solo il periodo che va sino all'inizio del primo esercizio completo. Negli altri casi, il primo bilancio amministrativo comprende tanto il periodo iniziale che il primo esercizio completo

ARTICOLO 24

Versamento dei contributi al bilancio amministrativo

1. I contributi al bilancio amministrativo di ogni esercizio finanziario sono pagabili in valuta liberamente convertibile; non sono soggetti al controllo dei cambi e sono esigibili a partire dal primo giorno di esercizio.

2 Se un membro non versa integralmente il proprio contributo al bilancio amministrativo entro un termine di cinque mesi a partire dall'inizio dell'esercizio, il Direttore esecutivo gli chiede di effettuarne il pagamento il più presto possibile Se il membro in questione non paga il suo contributo allo spirare di un termine di due mesi a partire dalla data della richiesta del Direttore esectuivo, i diritti di voto di tale membro in seno al Consiglio e al Comitato esecutivo sono sospesi sino all'integrale versamento del proprio contributo.

3 A meno che il Consiglio non lo decida con voto speciale, un membro i cui diritti di voto sono stati sospesi conformemente al paragrafo 2 non può essere privato di alcun altro suo diritto né dispensato da alcuno degli obblighi che gli impone il presente Accordo. Esso resta tenuto a versare il proprio contributo e a far fronte a tutti gli altri obblighi finanziari, derivanti dal presente Accordo

ARTICOLO 25

Verifica e pubblicazione dei conti

1 Appena possibile, ma non più tardi di sei mesi dopo la chiusura di ogni esercizio finanziario, sono verificati l'estratto conto dell'Organizzazione per tale esercizio ed il bilancio alla chiusura del detto esercizio, per ciascuno dei conti di cui al paragrafo 1 dell'articolo 22. La verifica viene effettuata da un revisore indipendente di riconosciuta competenza, in collaborazione con due revisori qualificati dei Governi membri, di cui uno rappresenta i membri esportatori e l'altro i membri importatori e che sono eletti dal Consiglio per ogni esercizio. I revisori dei Governi membri non sono rimunerati dall'Organizzazione

2 Le condizioni di impiego del revisore indipendente, di riconosciuta competenza, nonché le intenzioni e gli scopi della verifica, sono enunciati nel regolamento finanziario della Organizzazione L'estratto conto e il bilancio verificati dell'Organizzazione sono sottoposti al Consiglio per l'approvazione nel corso della seguente sessione ordinaria.

3 Viene pubblicato un sunto dei conti e del bilancio così verificati

CAPITOLO VII

PREZZI, CONTINGENTI, *STOCK* REGOLATORE E DESTINAZIONE AD USI NON TRADIZIONALI

ARTICOLO 26

Funzionamento del presente Accordo

1 Ai fini del presente Accordo, i membri adottano delle misure per mantenere il prezzo dei semi di cacao nei limiti dei prezzi fissati di comune accordo. A tale scopo, sotto il controllo del Consiglio, viene fissato un sistema di contingenti d'esportazione, viene istituito uno *stock* regolatore e vengono adottate delle misure per la destinazione ad usi non tradizionali, in condizioni strettamente controllate, delle eccedenze di cacao rispetto ai contingenti e delle eccedenze di semi di cacao rispetto allo *stock* regolatore.

2 I membri conducono le loro politiche commerciali in modo da assicurare la realizzazione degli obiettivi del presente Accordo.

ARTICOLO 27

Consultazione e cooperazione con l'industria del cacao

1 Il Consiglio incoraggia i membri a chiedere il parere di esperti delle questioni relative al cacao.

2. Nell'esecuzione degli obblighi che impone loro il presente Accordo, i membri svolgono le loro attività in modo da rispettare i circuiti commerciali usuali e tengono debitamènte conto dei legittimi interessi dell'industria del cacao

3 I membri non intervengono nell'arbitraggio di controversie commerciali tra acquirenti e venditori di cacao quando dai contratti non possono essere eseguiti a motivo di regolamenti fissati ai fini dell'applicazione del presente Accordo, e non pongono ostacoli alla conclusione dei procedimenti arbitrali. Il fatto che i membri siano tenuti ad uniformarsi alle disposizioni del presente Accordo non viene accettato quale motivo di non-esecuzione di un contratto o come difesa in tali casi.

ARTICOLO 28

Prezzo quotidiano e prezzo indicativo

1. Ai fini del presente Accordo, il prezzo dei semi di cacao sarà determinato con riferimento ad un prezzo quotidiano e ad un prezzo indicativo

2. Il prezzo quotidiano risulta, subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 3, della media calcolata quotidianamente delle quotazioni a termine dei semi di cacao del più attivo trimestre commerciale più vicino, alla borsa del cacao di New York a mezzogiorno e al Mercato trimestrale del Cacao di Londra alla chiusura Le quotazioni di Londra sono convertite in « cents » statunitensi per libbra mediante il tasso di cambio giornaliero a sei mesi di termine fissato a Londra alla chiusura. Il Consiglio decide il metodo di calcolo da utilizzare quando sono disponibili solo le quotazioni su di uno dei due mercati del cacao o se la Borsa di Londra è chiusa. Il passaggio al seguente periodo di tre mesi si effettua il quindici del mese che precede immediatamente il mese attivo più vicino in cui i contratti vengono a scadere

3. Il Consiglio può, con voto speciale, decidere di utilizzare, per determinare il prezzo quotidiano, ogni altro metodo di calcolo che ritenga più soddisfacente di quello indicato al paragrafo 2.

4 Il prezzo indicativo è la media dei prezzi quotidiani stabilita su di un periodo di 15 giorni di mercato consecutivi, o, ai fini del paragrafo 4 dell'articolo 34, per un periodo di 22 giorni di mercato consecutivi. Quando si fa riferimento nel presente Accordo al prezzo indicativo uguale, inferiore o superiore ad una cifra qualsiasi, si deve intendere che la media dei prezzi quotidiani per il periodo richiesto di giorni di mercato consecutivi è stato uguale, inferiore o superiore a tale cifra; il periodo richiesto di giorni di mercato consecutivi comincia il primo giorno in cui il prezzo quotidiano è uguale, inferiore o superiore a tale cifra.

ARTICOLO 29

Prezzi

1. Ai fini del presente Accordo, viene fissato per i semi di cacao un prezzo minimo di 23 cents statunitensi la libbra e un prezzo massimo di 32 cents statunitensi la libbra

2. Prima della fine del secondo anno di contingentamento, il Consiglio rivede tali prezzi e può, con voto speciale, riesaminarli, restando inteso tuttavia che il margine che separa il prezzo minimo dal prezzo massimo resta lo stesso. Le disposizioni dell'articolo 75 non sono applicabili alla revisione dei prezzi operata conformemente al presente paragrafo.

ARTICOLO 30

Contingenti di base

1. Durante il primo anno di contingentamento, ogni membro esportatore indicato nell'allegato *A*, ha il contingente di base specificato in detto allegato. Non vi sono contingenti base per i membri esportatori che producano meno di 10.000 tonnellate di cacao ordinario che sono indicati nell'allegato *B*

2. Prima dell'inizio del secondo anno di contingentamento e tenuto conto dei tonnellaggi di cacao prodotti da ogni membro esportatore durante ciascuna delle tre campagne di raccolta immediatamente anteriori per le quali sono state comunicate al Consiglio delle cifre definitive, i contingenti base sono automaticamente riveduti, e i nuovi con-

tingenti di base applicabili durante il restante periodo in cui l'Accordo resta in vigore sono calcolati nel modo seguente:

a) nel caso in cui, per ogni membro esportatore, la cifra più alta di produzione annua durante le tre precedenti campagne di raccolta summenzionate sia più elevata della cifra relativa alla produzione indicata nell'allegato *A*, per calcolare il nuovo contingente base applicabile a tale membro durante il residuo periodo in cui il presente Accordo resta in vigore, viene considerata la più elevata di queste due cifre;

b) nel caso in cui, per ogni membro esportatore, la cifra più elevata di produzione annua durante le tre precedenti campagne di raccolta summenzionate sia inferiore di più del 20% alla cifra relativa alla produzione indicata nell'allegato *A*, per calcolare il nuovo contingente base applicabile a tale membro durante il residuo periodo in cui il presente Accordo resta in vigore, viene considerata la meno elevata di tali due cifre comparative;

c) nel caso in cui, per ogni membro esportatore, la cifra più alta di produzione annua durante le tre precedenti campagne di raccolta summenzionate divenga inferiore alla cifra di produzione indicata nell'allegato *A*, ma non lo sia di più del 20%, per calcolare il nuovo contingente base applicabile a tale membro durante il residuo periodo in cui il presente Accordo resta in vigore, viene considerata la cifra relativa alla produzione indicata nell'allegato A.

3 Il Consiglio riesamina le liste degli allegati *A* e *B* se lo richiede l'evoluzione della produzione di un membro esportatore

Articolo 31

Contingenti annui di esportazione

1. Almeno quaranta giorni prima dell'inizio di ogni anno di contingentamento, il Consiglio, tenendo conto di tutti i dati pertinenti, quali l'evoluzione della macinazione, l'evoluzione a lungo termine del consumo, le eventuali vendite di *stock* regolatore, le prevedibili variazioni degli *stocks*, il prezzo corrente del cacao sul mercato e la previsione della produzione, adotta, con voto speciale, un preventivo relativo alla domanda mondiale di cacao per l'anno di contingentamento considerato, nonché un preventivo relativo alle esportazioni non sottoposte ai contingenti annui di esportazione, tenuto conto di tali previsioni, il Consiglio fissa immediatamente, con voto speciale, i contingenti annui di esportazione dei membri esportatori per l'anno di contingentamento considerato, nel modo indicato nel presente articolo.

2. Se, almeno 35 giorni prima dell'inizio dell'anno di contingentamento, il Consiglio non riesce a raggiungere un accordo sui contingenti annui di esportazione, il Direttore esecutivo presenta al Consiglio le proprie proposte. Il Consiglio procede immediatamente ad una votazione speciale su tali proposte.
Il Consiglio fissa, in ogni caso, i contingenti annui di esportazione almeno 30 giorni prima dell'inizio dell'anno di contingentamento.

3 Il contingente annuo di esportazione per ogni membro esportatore è proporzionale al contingente base di cui all'articolo 30.

4. Su presentazione di prove che ritenga soddisfacenti il Consiglio autorizza ogni membro esportatore che produca meno di 10 000 tonnellate nel corso di un anno di contingentamento qualsiasi ad esportare una quantità che non superi la produzione effettiva di cui dispone per l'esportazione.

Articolo 32

Campo dei contingenti di esportazione

1 I contingenti annui di esportazione comprendono:

a) le esportazioni di cacao provenienti dai membri esportatori, e

b) il cacao della campagna di raccolta in corso, registrato per essere esportato nei limiti del contingente di esportazione in vigore alla fine dell'anno di contingentamento, ma spedito dopo l'anno di contingentamento, restando inteso che l'esportazione avverrà prima della fine del primo trimestre dell'anno di contingentamento seguente e sarà sottoposta alle condizioni che verranno fissate dal Consiglio.

2 Al fine di determinare l'equivalente in semi di cacao delle esportazioni di prodotti derivati dal cacao provenienti da membri esportatori e da non-membri esportatori, i coefficienti di conversione sono i seguenti: burro di cacao: 1,33; pani di cacao e polvere di cacao: 1,18; pasta di cacao e mandorle scartocciate: 1,25 Il Consiglio può decidere, ove occorra, che altri prodotti contenenti cacao sono prodotti derivati dal cacao. I coefficienti di conversione applicabili ai prodotti derivati dal cacao diversi da quelli per i quali sono indicati dei coefficienti di conversione nel presente paragrafo sono fissati dal Consiglio.

3. Il Consiglio, in base ad ogni documento di cui all'articolo 48, segue in modo continuo le esportazioni di prodotti derivanti dal cacao effettuate dai membri esportatori, nonché le importazioni di prodotti derivanti dal cacao in provenienza da non-membri esportatori. Ove il Consiglio constati che, nel corso di un anno di contingentamento, la differenza tra le esportazioni di panelli di cacao e/o di polvere di cacao effettuate da un paese esportatore e le sue esportazioni di burro di cacao si sia considerevolmente accentuata a detrimento dei pani e/o della polvere di cacao a motivo, ad esempio, di un maggiore ricorso al processo di trasformazione per estrazione, i coefficienti di conversione da applicare per determinare l'equivalente in semi delle esportazioni dei prodotti derivati dal cacao dal paese in questione nel corso dell'anno di contingentamento considerato e/o, se il Consiglio così decide, nel corso di un successivo anno di contingentamento, sono i seguenti: burro di cacao: 2,15; pasta di cacao e mandorle scartocciate: 1,25; pani e polvere di cacao: 0,30, con conseguente adattamento del contributo che resta da raccogliere. Tuttavia, questa disposizione non si applica se la diminuzione delle esportazioni di prodotti diversi dal burro di cacao è dovuta ad un aumento del consumo interno umano o ad altri motivi, che il paese esportatore dovrà fornire e che il Consiglio riterrà soddisfacenti ed accettabili.

4. Le consegne fatte al Direttore dello *stock* regolatore dai membri esportatori ai sensi dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 39 e del paragrafo 1 dell'articolo 45 così come le quantità che sono servite per usi non tradizionali in base al paragrafo 2 dell'articolo 45 non sono calcolati sui contingenti di esportazione di tali membri.

5 Se il Consiglio si convince che del cacao è stato esportato da membri esportatori per scopi umanitari o per altri fini non commerciali, tale cacao non viene calcolato nei contingenti di esportazione di tali membri.

Articolo 33

Cacao fine (« fine » o « flavour »)

1 Nonostante quanto stabilito agli articoli 31 e 38, le disposizioni del presente Accordo in materia di contingenti di esportazione e di contributi destinati al finanziamento dello *stock* regolatore non si applicano al cacao fine (« fine » o « flavour ») di ogni membro esportatore indicato al paragrafo 1 dell'allegato *C* la cui produzione consiste unicamente in cacao fine (« fine » o « flavour »).

2 Il paragrafo 1 si applica anche nel caso di ogni membro esportatore indicato al paragrafo 2 dell'Allegato *C* una cui parte della produzione consista in cacao fine (« fine » o « flavour ») sino a concorrenza della percentuale della propria produzione che è indicata nel paragrafo 2 dell'allegato *C*.
Le disposizioni del presente Accordo relative ai contingenti di esportazione ed ai contributi destinati a finanziare lo *stock* regolatore e le altre limitazioni previste nel presente Accordo si applicano alla percentuale rimanente.

3 Il Consiglio può, con voto speciale, rivedere l'allegato *C*

4. Ove il Consiglio constati che la produzione o le esportazioni dei paesi indicati nell'allegato *C* sono notevolmente aumentate, esso adotta le misure del caso per fare in modo che le disposizioni del presente Accordo non siano applicate abusivamente o volutamente ignorate.

5 Ogni membro esportatore indicato nell'allegato *C* si impegna ad esigere la presentazione di un documento di controllo approvato dal Consiglio prima di autorizzare l'esportazione di cacao fine (« fine » o « flavour ») dal proprio territorio. Ogni membro importatore si impegna ad esigere la presentazione di un documento di controllo approvato dal Consiglio prima di autorizzare l'importazione di cacao fine (« fine » o « flavour ») sul proprio territorio.

Articolo 34

Funzionamento e regolazione dei contingenti annui di esportazione

1 Il. Consiglio segue l'evoluzione del mercato e si riunisce ogni volta che la situazione lo richieda

2. A meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida di aumentarli o di ridurli, i contingenti in vigore sono i seguenti:

a) quando il prezzo indicativo è superiore ai prezzi minimi e inferiore o uguale al prezzo minimo + 1 cent statunitense la libbra, i contingenti di esportazione in vigore rappresentano il 90% dei contingenti annui di esportazione;

b) quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 1 cent statunitense la libbra e inferiore o uguale al prezzo minimo più 3 cents statunitensi la libbra, i contingenti di esportazione in vigore rappresentano il 95% dei contingenti annui di esportazione;

c) quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 3 cents statunitensi la libbra e inferiore o uguale al prezzo minimo + 4 cents statunitensi la libbra, i contingenti di esportazione in vigore rappresentano il 100% dei contingenti annui di esportazione;

d) quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 4 cents statunitensi la libbra e inferiore o uguale al prezzo minimo + 6 cents statunitensi la libbra, i contingenti di esportazione in vigore rappresentano il 105% dei contingenti annui di esportazione.

3. Quando sono operate delle riduzioni di contingenti in applicazione del paragrafo 2, il Consiglio può, con voto speciale, decidere di annullarle per livelli di prezzi più elevati di quelli prescritti dal detto paragrafo, restando inteso che tali livelli più elevati restano entro la zona di prezzi per cui è in vigore il contingente ristabilito

4 Quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 6 cents statunitensi la libbra, i contingenti di esportazione in vigore sono sospesi a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida altrimenti. Conformemente alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 28, al fine di determinare se il prezzo indicativo è superiore al prezzo minimo + 6 cents statunitensi la libbra, la media dei prezzi quotidiani dovrà essere superiore al prezzo minimo + 6 cents statunitensi la libbra per un periodo di 22 giorni di mercato consecutivi. Una volta che i contingenti di esportazione sono stati sospesi, occorre prendere in considerazione un periodo della stessa durata per determinare se il prezzo indicativo è caduto al prezzo minimo + 6 cents statunitensi la libbra o al disotto di tale cifra.

5 Quando il prezzo indicativo è uguale al prezzo minimo + 8 cents statunitensi la libbra, il Direttore dello *stock* regolatore comincia a vendere del cacao dello *stock* regolatore in conformità delle disposizioni dell'articolo 40, a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida altrimenti.

6. Quando il prezzo indicativo è uguale al prezzo massimo hanno luogo le vendite obbligatorie dello *stock* regolatore, alle condizioni previste al paragrafo 1 dell'articolo 40.

7. Quando il prezzo indicativo è uguale al prezzo minimo, il Consiglio si riunisce nei quattro giorni lavorativi per esaminare lo stato del mercato e decidere, con voto speciale, circa le altre misure da prendere per difendere il prezzo minimo

8 Quando il prezzo indicativo è superiore al prezzo massimo, il Consiglio si riunisce nei quattro giorni lavorativi per esaminare lo stato del mercato e decidere, con voto speciale, circa le altre misure da prendere per difendere il prezzo massimo.

9 Durante gli ultimi 45 giorni dell'anno di contingentamento, non vengono istituiti contingenti di esportazione e non si effettuano riduzioni dei contingenti di esportazione in vigore, a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida altrimenti.

ARTICOLO 35

Rispetto dei contingenti di esportazione

1. I membri adottano le misure del caso per assicurare il rispetto assoluto degli obblighi che hanno sottoscritto nel presente Accordo e che riguardano i contingenti di esportazione. Il Consiglio può chiedere ai membri di adottare misure complementari, ove occorra, per applicare il sistema dei contingenti di esportazione in modo efficace, compresa l'adozione, da parte dei membri esportatori, di regolamenti che prescrivono la registrazione di tutto il cacao che devono esportare nei limiti del contingente di esportazione in vigore.

2 I membri esportatori si impegnano ad organizzare le loro vendite in modo che gli acquisti e le vendite sul mercato avvengano con ordine e per essere in grado di rispettare in ogni momento il loro contingente di esportazione in vigore. In ogni caso, nessun membro esportatore esporta nel corso dei due primi trimestri, più dell'85%, o nel corso dei tre primi trimestri più del 90%, del proprio contingente annuo di esportazione determinato in conformità dell'articolo 31

3 Ogni membro esportatore si impegna a far sì che il volume delle sue esportazioni di cacao non superi il proprio contingente di esportazione in vigore.

4 Se un membro esportatore supera il proprio contingente di esportazione in vigore di meno dell'1% del proprio contingente annuo di esportazione, tale superamento non è considerato un'infrazione al paragrafo 3. Tuttavia, viene dedotta la differenza dal contingente di esportazione in vigore del membro interessato per l'anno di contingentamento seguente.

5. Se un membro esportatore supera una prima volta il proprio contingente di esportazione in vigore di un quantitativo superiore al margine di tolleranza previsto al paragrafo 4, tale membro vende allo *stock* regolatore, a meno che il Consiglio non decida altrimenti, un quantitativo uguale alla differenza, nei tre mesi successivi alla data in cui il Consiglio ha constatato il superamento. Tale quantitativo viene dedotto automaticamente dal suo contingente di esportazione in vigore per l'anno di contingentamento immediatamente successivo a quello in cui ha avuto luogo l'infrazione. Le vendite fatte allo *stock* regolatore in base al presente paragrafo sono effettuate in conformità alle disposizioni dei paragrafi 5 e 6 dell'articolo 39.

6 Se un membro esportatore supera una seconda volta o più volte il proprio contingente di esportazione in vigore di un quantitativo superiore al margine di tolleranza previsto al paragrafo 4, tale membro vende allo *stock* regolatore, a meno che il Consiglio non decida altrimenti, un quantitativo uguale al doppio della differenza, nei tre mesi successivi alla data in cui il Consiglio ha constatato il superamento Tale quantitativo viene dedotto automaticamente dal proprio contingente di esportazione in vigore per l'anno di contingentamento immediatamente successivo a quello in cui ha avuto luogo l'infrazione. Le vendite fatte allo *stock* regolatore in base al presente paragrafo sono effettuate in conformità alle disposizioni dei paragrafi 5 e 6 dell'articolo 39.

7 Le misure adottate in applicazione dei paragrafi 5 e 6 del presente Articolo non pregiudicano le disposizioni del capitolo XV

8. Il Consiglio, quando determina i contingenti annui di esportazione in base all'articolo 31, può, con voto speciale, desistere di fissare dei contingenti trimestrali di esportazione. Esso stabilisce nello stesso tempo le norme che regolano l'applicazione e la soppressione di tali contingenti trimestrali di esportazione. Nello stabilire tali regole, il Consiglio tiene conto delle caratteristiche della produzione di ogni membro esportatore.

9. Nel caso in cui l'istituzione o la riduzione di contingenti di esportazione non possa essere pienamente attuata durante l'anno di contingentamento in corso a motivo dell'esistenza di contratti validi conclusi quando i contingenti di esportazione erano sospesi o entro i limiti dei contingenti di esportazione in vigore nel momento in cui i contratti sono stati conclusi, la rettifica viene operata nei contingenti di esportazione in vigore per l'anno di contingentamento successivo. Il Consiglio può esigere delle prove dell'esistenza di tali contratti.

10 I membri si impegnano a comunicare immediatamente al Consiglio ogni informazione che essi potrebbero raccogliere circa ogni infrazione al presente Accordo o ad ogni norma o regolamento fissati dal Consiglio.

ARTICOLO 36

Ridistribuzione delle deficienze di produzione

1 Appena possibile, e, in ogni caso, prima della fine del mese di maggio di ogni anno di contingentamento, ogni membro esportatore notifica al Consiglio in quale misura e per quali ragioni egli preveda di non potere utilizzare la totalità del proprio contingente in vigore, o di avere un'eccedenza rispetto a tale contingente. Alla luce di tali notifiche e spiegazioni il Direttore esecutivo, a meno che il Consiglio, con voto speciale, non decida altrimenti, tenuto conto dello stato del mercato, ridistribuisce l'ammontare dei *deficits* fra i membri esportatori in conformità delle norme fissate dal Consiglio sulle condizioni, il momento e le modalità di detta ridistribuzione. Tali norme comprendono delle disposizioni che regolano il modo in cui avvengono le riduzioni operate in applicazione dei paragrafi 5 e 6 dell'articolo 35.

2 Per i membri esportatori che, a motivo della data di raccolta della loro principale cultura, non sono in grado di notificare al Consiglio prima della fine del mese di maggio le eccedenze o i *deficits* previsti, il termine di notifica di tali eccedenze o di tali *deficits* viene prorogato sino a metà luglio. La lista dei paesi esportatori ammessi a beneficiare di detta proroga figura nell'allegato *E*.

ARTICOLO 37

Istituzione e finanziamento dello stock *regolatore*

1 Viene istituito uno *stock* regolatore

2 Lo *stock* regolatore acquista e conserva soltanto dei semi di cacao e la propria capacità massima è di 250 000 tonnellate.

3 Il Direttore dello *stock* regolatore, in base alle norme adottate dal Consiglio, è responsabile del funzionamento dello *stock* regolatore, delle operazioni di acquisto e di vendita, della conservazione in buono stato degli *stocks* di semi di cacao ed, evitando i rischi del mercato, del rinnovamento delle partite di semi di cacao in conformità delle pertinenti disposizioni del presente Accordo.

4. Per finanziare le proprie operazioni, lo *stock* regolatore riceve, a partire dall'inizio del primo anno di contingentamento successivo all'entrata in vigore del presente Accordo, un normale finanziamento sotto forma di contributi percepiti sul cacao in conformità delle disposizioni dell'articolo 38. Se tuttavia il Consiglio dispone di altre fonti di finanziamento, esso può decidere di ritardare il versamento dei contributi

5. Se, ad un dato momento, il normale finanziamento dello *stock* regolatore costituito dai contributi non dovesse essere sufficiente per le operazioni, il Consiglio può, con voto speciale rivolgendosi a fonti di finanziamento opportune, ivi compresi i governi dei paesi membri, procurarsi dei fondi in valuta liberamente convertibile. I prestiti così contratti sono rimborsati con il prodotto dei contributi, della vendita di semi di cacao dello *stock* regolatore ed, eventualmente, di redditi diversi dallo *stock* regolatore. I membri non sono individualmente responsabili del rimborso di tali fondi presi a prestito.

6. Le spese per il funzionamento e la conservazione dello *stock* regolatore, ivi comprese

a) la rinumerazione del Direttore dello *stock* regolatore e dei membri del personale che gestiscono e assicurano la conservazione dello *stock* regolatore, le spese sostenute dalla Organizzazione per amministrare e controllare il recupero dei contributi e gli interessi o il rimborso delle somme prese in prestito dal Consiglio, e

b) le altre spese quali quelle di trasporto e di assicurazione a partire dal punto di consegna *f.o b. sino al luogo di immagazzinamento* dello *stock* regolatore, l'immagazzinamento, ivi comprese la fumigazione, le spese di manutenzione, di assicurazione, di gestione e di ispezione e tutte le spese sostenute per il rinnovo delle partite di semi di cacao al fine di assicurarne la conservazione e di mantenerne il valore, sono coperte dalla fonte comune di reddito proveniente da contributi o da prestiti contratti ai sensi del paragrafo 5 o dal prodotto di rivendite effettuate in conformità del paragrafo 5 dell'articolo 39.

ARTICOLO 38

Contributi al finanziamento dello stock *regolatore*

1 Il tasso del contributo percepito sul cacao sia al momento della sua prima esportazione da parte di un membro, sia al momento della sua prima importazione da parte di un membro, non supera un cent statunitense la libbra di semi di cacao ed è fissato proporzionalmente per i prodotti derivanti dal cacao conformemente ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 32. In ogni caso, il contributo viene percepito una sola volta. Nel corso dei due primi anni di contingentamento per i quali il contributo è in vigore, i semi di cacao e proporzionalmente per i prodotti derivanti dal cacao in conformità dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 32. Per il periodo che segue, il Consiglio può, con voto speciale, determinare un tasso di contributo inferiore, tenuto conto delle risorse e degli impegni finanziari dell'Organizzazione relativi allo *stock* regolatore. Nel caso contrario, viene mantenuto il tasso in vigore. Se il Consiglio, con voto speciale, decide che sono stati riuniti capitali sufficienti per assicurare il funzionamento dello *stock* regolatore e l'adempimento degli impegni finanziari del Consiglio relativi allo *stock* regolatore, non vengono più percepiti altri contributi.

2 I certificati di contributo sono rilasciati dal Consiglio in conformità delle norme che esso ha fissato. Tali norme tengono conto degli interessi del commercio del cacao e regolano in particolare l'eventuale utilizzazione di agenti, il rilascio di documenti relativi al versamento dei contributi, e il versamento di contributi entro un dato termine

3. I contributi riscossi conformemente alle disposizioni del presente articolo sono pagabili in valute liberamente convertibili e non sono soggetti al controllo dei cambi

4 Nessuna disposizione del presente articolo pregiudica il diritto di ogni acquirente e di ogni venditore a fissare di comune accordo le condizioni di pagamento delle consegne di cacao.

ARTICOLO 39

Acquisti di stock *regolatore*

1 Ai fini del presente articolo, la capacità massima di 250 000 tonnellate che costituisce lo *stock* regolatore è divisa in parti individuali che sono suddivise fra i membri esportatori nella stessa proporzione dei contingenti di base attribuiti in conformità dell'articolo 30

2. Se i contingenti annui di esportazione sono stati ridotti ai sensi dell'articolo 34, ogni membro esportatore fa immediatamente una offerta di vendita al Direttore dello *stock* regolatore, il quale, nei dieci giorni successivi alla riduzione dei contingenti, stipula con lui un contratto di acquisto per una quantità di semi di cacao uguale a quella di cui il contingente di tale membro esportatore è stato ridotto.

3 Non oltre la fine della campagna di raccolta, ogni membro esportatore notifica al Direttore dello *stock* regolatore ogni eccedenza della propria produzione in rapporto al proprio contingente annuo di esportazione in vigore alla fine dell'anno di contingentamento e il quantitativo di semi di cacao necessario al consumo interno. Ogni membro esportatore interessato fa immediatamente una offerta di vendita al Direttore dello *stock* regolatore, il quale, nei dieci giorni successivi alla notifica, stipula con lui un contratto di acquisto per ogni quantitativo di semi di cacao, prodotto in più, del contingente di esportazione di tale membro in vigore alla fine dell'anno di contingentamento, che non sia già stato acquistato ai sensi del paragrafo 2, detratto il quantitativo di produzione necessario al consumo interno

4. Il Direttore dello *stock* regolatore acquista unicamente i semi di cacao di qualità commerciali correnti riconosciute e in quantitativi di almeno 100 tonnellate

5. Quando esso acquista semi di cacao dai membri esportatori in conformità delle disposizioni del presente articolo, il Direttore dello *stock* regolatore effettua, subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 6:

a) un versamento iniziale di 10 cents statunitensi la libbra f o.b alla consegna dei semi di cacao, restando inteso che il Consiglio, alla fine dell'anno di contingentamento considerato, può, su raccomandazione del Direttore dello *stock* regolatore, decidere, tenuto conto della situazione finanziaria presente e prevista dallo *stock*, che il versamento iniziale sia maggiorato di un ammontare che non superi i 5 cents statunitensi la libbra Il Direttore dello *stock* regolatore può effettuare un versamento aumentato di un minore ammontare per certe spedizioni di semi di cacao, a seconda della loro qualità o del loro stato, in conformità delle norme approvate in applicazione del paragrafo 3 dell'articolo 37;

b) un versamento complementare sulla vendita dei semi di cacao da parte dello *stock* regolatore, che rappresenta il ricavato della vendita meno il versamento di cui al precedente sottoparagrafo *a*) e le spese di trasporto e di assicurazione a partire dal punto di consegna f.o.b. sino al luogo di immagazzinamento e di manutenzione, nonché le spese, se del caso, sostenute per il rinnovo delle partite di semi di cacao, per quanto è necessario per assicurarne la conservazione e mantenerne il valore.

6 Quando un membro ha già venduto al Direttore dello *stock* regolatore un quantitativo di semi di cacao equivalente alla sua parte individuale, quale è definita al paragrafo 1, il Direttore dello *stock* regolatore paga per gli acquisti successivi, al momento della consegna, soltanto il prezzo che verrebbe tratto dallo smercio dei semi tradizionali per uso non tradizionali. Se i semi di cacao acquistati ai sensi del presente paragrafo vengono rivenduti in seguito, in conformità delle disposizioni dell'articolo 40, il Direttore dello *stock* regolatore effettua a favore del membro esportatore interessato un versamento complementare che rappresenta il ricavato della rivendita meno il versamento già effettuato ai sensi del presente paragrafo e le spese di trasporto e di assicurazione a partire dal punto di consegna f.o.b. sino al luogo di immagazzinamento dello *stock* regolatore, le spese di immagazzinamento e di manutenzione, nonché le spese, ove esistano, sostenute per il rinnovo delle partite di semi di cacao, per quanto è necessario per assicurarne la conservazione e mantenere il valore.

7 Quando dei semi di cacao vengono venduti al Direttore dello *stock* regolatore in conformità del paragrafo 2, il contratto contiene una clausola che autorizza il membro esportatore ad annullare del tutto o in parte il contratto prima della consegna dei semi di cacao:

a) se, in seguito, nel corso dello stesso anno di contingentamento, il contingente la cui riduzione ha dato luogo alla vendita viene ristabilito in base alle disposizioni dell'articolo 34, o

b) nella misura in cui, dopo che la vendita è stata conclusa, la produzione nel corso dello stesso anno di contingentamento è insufficiente perché il membro possa utilizzare il proprio contingente di esportazione in vigore.

8. I contratti di acquisto conclusi in conformità del presente articolo prevedono che la consegna avvenga entro un termine stipulato nel contratto, ma non oltre i due mesi successivi alla fine dell'anno di contingentamento.

9 *a*) Il Direttore dello *stock* regolatore tiene il Consiglio al corrente della situazione finanziaria dello *stock* regolatore Se egli ritiene che i fondi non saranno sufficienti per pagare i semi di cacao che, secondo le previsioni, gli saranno offerti durante l'anno di contingentamento in corso, chiede al Direttore esecutivo di indire una sessione straordinaria del Consiglio.

b) Se il Consiglio è nell'impossibilità di trovare un'altra valida soluzione, esso può, con voto speciale, sospendere o limitare gli acquisti effettuati ai sensi dei paragrafi 2, 3 e 6 sino al momento in cui è in grado di normalizzare la situazione finanziaria

10 Il Direttore dello *stock* regolatore tiene degli appositi registri che gli permettano di adempiere le funzioni conferitegli dal presente Accordo

Articolo 40

Vendite dello stock *regolatore tendenti a difendere il prezzo massimo*

1 Il Direttore dello *stock* regolatore procede a delle vendite dallo *stock* regolatore in applicazione dei paragrafi 5 e 6 dell'articolo 34 conformemente alle disposizioni del presente articolo:

a) le vendite avvengono ai prezzi correnti di mercato;

b) una volta che le vendite dallo *stock* regolatore sono iniziate in applicazione del paragrafo 5 dell'articolo 34, il Direttore dello *stock* regolatore continua a porre in vendita dei semi di cacao:

i) sino a che il prezzo indicativo cada al prezzo minimo + 8 cents statunitensi la libbra, o

ii) sino ad aver esaurito tutte le provviste di semi di cacao di cui dispone; o

iii) sino a quando il Consiglio, nel momento in cui il prezzo indicativo si ponga fra il prezzo minimo + 8 cents statunitensi la libbra e il prezzo massimo, decida altrimenti con voto speciale;

c) quando il prezzo indicativo sia uguale o superiore al prezzo massimo, il Direttore dello *stock* regolatore continua a porre in vendita dei semi di cacao sino a quando il prezzo indicativo torni al prezzo massimo o, altrimenti, sino ad aver esaurito tutte le provviste di semi di cacao di cui dispone

2 Quando procede a delle vendite in conformità del paragrafo 1, il Direttore dello *stock* regolatore vende seguendo le vie normali, nei paesi membri, alle imprese ed alle organizzazioni che si dedicano al commercio o che assicurano la trasformazione del cacao, ai fini di trasformazione ulteriore, conformemente alle norme approvate dal Consiglio.

3 Quando procede a delle vendite in conformità del paragrafo 1, il Direttore dello *stock* regolatore, con la riserva che il prezzo proposto sia accettabile, concede il diritto di prelazione agli acquirenti di paesi membri prima di accettare le offerte di acquirenti di paesi non membri.

ARTICOLO 41

Ritiro di semi di cacao dallo stock *regolatore*

1 Nonostante le disposizioni dell'articolo 40, un membro esportatore che, in seguito ad un raccolto insufficiente, non è in grado di utilizzare tutto il proprio contingente nel corso di un anno di contingentamento, può chiedere al Consiglio di approvare il ritiro di tutto o di parte dei semi di cacao che il Direttore dello *stock* regolatore aveva da lui acquistato nel corso dell'anno di contingentamento precedente e che si trovano ancora in *stock* senza essere stati venduti, sino all'ammontare di cui il proprio contingente di esportazione in vigore supera la propria produzione nel corso dell'anno di contingentamento. Il membro esportatore interessato rimborsa al Direttore dello *stock* regolatore, al momento dello sblocco dei semi di cacao, le spese occasionate dai detti semi di cacao, comprendenti il versamento iniziale, le spese di trasporto e di assicurazione a partire dal punto di consegna f.o.b. sino al luogo di immagazzinamento dello *stock* regolatore, le spese di immagazzinamento e di manutenzione.

2. Il Consiglio determina le norme che devono regolare il ritiro dei semi di cacao dallo *stock* regolatore in conformità del paragrafo 1.

ARTICOLO 42

Modifiche dei tassi di cambio delle monete

Il Direttore esecutivo indice una sessione straordinaria del Consiglio entro un termine di quattro giorni lavorativi al massimo, ogni volta che venga modificata la parità del dollaro statunitense o della lira sterlina o che i tassi di cambio dell'una o dell'altra moneta non siano mantenuti nel limite dei margini internazionali prescritti per le loro parità. In attesa di tale sessione straordinaria, il Direttore esecutivo e il Direttore dello *stock* regolatore adottano le misure provvisorie che ritengono necessarie. In particolare, essi possono, previa consultazione con il Presidente del Consiglio, limitare temporaneamente o sospendere le operazioni dello *stock* regolatore Dopo avere esaminato la situazione, in particolare le misure provvisorie che il Direttore esecutivo e il Direttore dello *stock* regolatore avessero adottato, nonché le possibili conseguenze di una modifica della parità di una moneta o delle variazioni dei tassi di cambio summenzionati sull'applicazione effettiva del presente Accordo, il Consiglio può, con voto speciale, adottare ogni misura correttiva necessaria.

ARTICOLO 43

Liquidazione dello stock *regolatore*

1. Se il presente Accordo deve essere sostituito da un nuovo accordo comportante delle disposizioni relative allo *stock* regolatore, il Consiglio adotta le misure che ritiene appropriate perché lo *stock* regolatore continui a funzionare

2. Se il presente Accordo ha termine senza che sia sostituito da un nuovo accordo comportante delle disposizioni relative allo *stock* regolatore, sono applicabili le seguenti disposizioni

a) non vengono conclusi altri contratti per l'acquisto di semi di cacao destinati allo *stock* regolatore. Il Direttore dello *stock* regolatore, tenuto conto delle attuali condizioni del mercato, vende lo *stock* regolatore conformemente alle norme stabilite dal Consiglio, con voto speciale, all'entrata in vigore del presente Accordo, a meno che, prima della fine del presente Accordo, il Consiglio non riveda tali norme con voto speciale. Il Direttore dello *stock* regolatore conserva il diritto di vendere dei semi di cacao in ogni momento della liquidazione per far fronte alle spese relative;

b) il ricavato della vendita e le somme iscritte nel conto dello *stock* regolatore servono a liquidare, nell'ordine:

i) le spese di liquidazione;

ii) ogni restante ammontare dovuto, maggiorato degli interessi, relativo ad ogni prestito contratto dall'Organizzazione o in suo nome a favore dello *stock* regolatore;

iii) ogni versamento complementare che resti da effettuare in applicazione dell'articolo 39.

c) Quando sono stati effettuati i pagamenti di cui al sotto paragrafo *b*), l'eventuale saldo viene versato ai membri esportatori interessati, proporzionalmente alle esportazioni di ciascuno di loro sulle quali è stato percepito il contributo.

ARTICOLO 44

Garanzie di approvvigionamento

I membri esportatori si impegnano a seguire, nel quadro del presente Accordo, delle politiche di vendita e di esportazione che non abbiano per effetto di ridurre artificialmente l'offerta di cacao e che assicurino il regolare approvvigionamento di cacao degli importatori dei paesi membri. Quando pongono in vendita del cacao quando il prezzo è superiore al prezzo massimo, i membri esportatori danno la preferenza agli importatori dei paesi membri nei riguardi degli importatori dei paesi non membri.

ARTICOLO 45

Destinazione ad usi non tradizionali

1 Se il quantitativo di cacao che il Direttore dello *stock* regolatore detiene conformemente all'articolo 39 supera la capacità massima dello *stock* regolatore, il Direttore dello *stock* regolatore, in base alle condizioni e alle modalità fissate dal Consiglio, smercia queste eccedenze di semi di cacao perché vengano destinati ad usi non tradizionali. Tali condizioni e modalità devono essere tali che il cacao *non torni* sul mercato normale. Ogni membro collabora in questo senso con il Consiglio, in tutta la misura del possibile.

2. Invece di vendere dei semi di cacao al Direttore dello *stock* regolatore quando tale *stock* raggiunge la sua massima capacità, un membro esportatore può, sotto il controllo del Consiglio, destinare sul piano interno la propria eccedenza di cacao ad usi non tradizionali.

3. Ogni volta che un caso di destinazione ad usi non tradizionali, incompatibile con le disposizioni del presente Accordo, viene sottoposto all'attenzione del Consiglio, ivi compreso ogni caso di reimmissione nel mercato di cacao destinato ad usi non tradizionali, il Consiglio decide al più presto sulle misure da adottare per porre rimedio alla situazione.

CAPITOLO VIII

AVVISO DI IMPORTAZIONI E DI ESPORTAZIONI, REGISTRAZIONE DELLE OPERAZIONI A TITOLO DI CONTINGENTI E MISURE DI CONTROLLO

Articolo 46

Avviso di esportazioni e registrazione delle operazioni a titolo di contingenti

1. In conformità delle norme stabilite dal Consiglio, il Direttore esecutivo tiene un registro del contingente annuo di esportazione e delle modifiche di tale contingente per ogni membro esportatore Egli imputa al contingente le esportazioni che sono effettuate da tale membro a titolo del contingente in modo che la situazione del contingente di ogni membro esportatore sia tenuta aggiornata.

2 A tale fine, ogni membro esportatore avverte il Direttore esecutivo ad intervalli che il Consiglio può fissare, circa il volume totale delle esportazioni registrate, aggiungendovi ogni altra informazione che il Consiglio può richiedere. Tali informazioni sono pubblicate alla fine di ogni mese.

3 Le esportazioni non imputabili ai contingenti sono registrate separatamente

Articolo 47

Avviso di importazioni e di esportazioni

1. In conformità delle norme stabilite dal Consiglio, il Direttore esecutivo tiene un registro delle importazioni dei membri e delle esportazioni in provenienza dai membri importatori

2. A tal fine, ogni membro avverte il Direttore esecutivo del volume totale delle proprie importazioni ed ogni membro importatore avverte il Direttore esecutivo, ad intervalli che il Consiglio può fissare, del volume totale delle proprie importazioni, aggiungendovi ogni altra informazione che il Consiglio può richiedere. Tali informazioni sono pubblicate alla fine di ogni mese.

3 Le importazioni che, in conformità del presente Accordo, non sono imputabili al contingente di esportazione, sono registrate separatamente.

Articolo 48

Misure di controllo

1. Ogni membro che esporti del cacao richiede la presentazione di un certificato di contribuzione valido o di un altro documento di controllo approvato dal Consiglio, prima di autorizzare la spedizione del cacao dal proprio territorio doganale Ogni membro che importi del cacao richiede la presentazione di un certificato di contribuzione valido o di un altro documento di controllo approvato dal Consiglio, prima di autorizzare ogni importazione di cacao sul proprio territorio doganale in provenienza da un membro o da un non membro

2. Non viene richiesto alcun certificato di contribuzione per il cacao esportato in conformità delle disposizioni dei paragrafi 4 e 5 dell'articolo 32. Il Consiglio fa quanto è necessario perchè il rilascio dei documenti di controllo relativi a tali spedizioni avvenga regolarmente.

3. Non viene rilasciato il certificato di contribuzione né altro documento di controllo approvato dal Consiglio per le spedizioni di cacao che nel corso di un periodo qualsiasi, superino le esportazioni che sono autorizzate per tale periodo

4 Il Consiglio adotta, con voto speciale, le norme che ritiene necessarie per quanto concerne i certificati di contribuzione o gli altri documenti di controllo approvati.

5 Per il cacao fine (« fine » o « flavour »), il Consiglio fissa le norme che ritiene necessarie per quanto attiene alla semplificazione della procedura relativa ai documenti di controllo approvati dal Consiglio, tenendo conto di tutti i dati pertinenti

CAPITOLO IX

PRODUZIONE E *STOCKS*

Articolo 49

Produzione e stocks

1. I membri riconoscono la necessità di assicurare un ragionevole equilibrio tra la produzione ed il consumo e collaborano con il Consiglio per raggiungere tale obiettivo.

2 Ogni membro produttore può fissare un piano di regolazione della propria produzione in modo che l'obiettivo enunciato al paragrafo 1 possa essere raggiunto Ogni membro produttore interessato è responsabile della politica e dei metodi che applica per raggiungere tale obiettivo

3. Il Consiglio esamina ogni anno il livello degli *stocks* esistenti nel mondo e fa, dopo tale esame le raccomandazioni del caso.

4 Nel corso della sua prima sessione il Consiglio adotta delle disposizioni allo scopo di elaborare un programma tendente a riunire le informazioni necessarie per determinare, con criteri scientifici, la capacità mondiale di produzione, attuale e potenziale, nonché il consumo mondiale, attuale e potenziale. I membri facilitano l'esecuzione di tale programma

CAPITOLO X

AUMENTO DEL CONSUMO

ARTICOLO 50

Ostacoli all'aumento del consumo

1 I membri riconoscono che occorre sviluppare per quanto è possibile l'economia del cacao e, di conseguenza, facilitare l'aumento del consumo del cacao in rapporto alla produzione, al fine di assicurare il migliore equilibrio a lungo termine tra l'offerta e la domanda e, a tale riguardo, riconoscono anche che occorre giungere alla progressiva soppressione di tutti gli ostacoli che possono intralciare tale aumento.

2 Il Consiglio definisce i particolari problemi posti dagli ostacoli allo sviluppo del commercio e del consumo di cui al paragrafo 1 e cerca le misure reciprocamente accettabili che potrebbero essere adottate nella pratica per eliminare progressivamente gli ostacoli.

3. Tenuto conto degli obiettivi di cui sopra e delle disposizioni del paragrafo 2, i membri si sforzano di attuare delle misure per attenuare progressivamente gli ostacoli all'aumento del consumo e, per quanto possibile, eliminarli, o diminuirne sensibilmente gli effetti

4. Ai fini del presente articolo, il Consiglio può inviare delle raccomandazioni ai membri ed esamina periodicamente, a partire dalla sua prima sessione ordinaria del secondo anno di contingentamento, i risultati ottenuti

5 I membri informano il Consiglio di tutte le misure adottate al fine di attuare le disposizioni del presente articolo

ARTICOLO 51

Propaganda a favore del consumo

1. Il Consiglio può istituire un comitato che abbia lo scopo di stimolare il consumo del cacao sia nei paesi esportatori che nei paesi importatori. Il Consiglio rivede periodicamente i lavori del Comitato

2. Le spese sostenute per attuare il programma di propaganda sono coperte dalle quote dei membri esportatori. I membri esportatori possono anche contribuire finanziariamente al programma. La composizione del comitato è limitata ai membri che contribuiscono al programma di propaganda

3 Prima di intraprendere una campagna di propaganda sul territorio di un membro, il comitato cerca di ottenere il consenso di tale membro

ARTICOLO 52

Prodotti sostitutivi del cacao

1 I membri riconoscono che l'uso di prodotti sostitutivi può nuocere all'aumento del consumo del cacao A tale riguardo essi convengono di fissare una regolamentazione relativa ai prodotti derivati dal cacao ed al cioccolato, o di adottare, ove occorra, la regolamentazione esistente in modo che la detta regolamentazione impedisca che delle materie non provenienti dal cacao siano utilizzate in luogo del cacao per indurre in errore il consumatore.

2 Al momento della creazione o della revisione di ogni regolamentazione basata sui principi enunciati al paragrafo 1, i membri tengono pienamente conto delle *raccomandazioni* e delle *decisioni* degli organismi internazionali competenti quali il Consiglio e il Comitato del Codex sui prodotti del cacao e il cioccolato.

3 Il Consiglio può raccomandare ad un membro di adottare le misure che il Consiglio ritiene opportune per assicurare il rispetto delle disposizioni del presente articolo

4 Il Direttore esecutivo presenta al Consiglio un rapporto annuo sul modo in cui le disposizioni del presente articolo vengono rispettate

CAPITOLO XI

CACAO TRASFORMATO

ARTICOLO 53

Cacao trasformato

1 È noto che i paesi in via di sviluppo hanno bisogno di allargare le basi della loro economia, in particolare mediante l'industrializzazione e l'esportazione di articoli manufatti, ivi compresa la trasformazione del cacao e l'esportazione di prodotti derivati dal cacao e di cioccolato. A tale proposito, è anche noto che occorre fare in modo da non pregiudicare seriamente la posizione del cacao nell'economia dei membri esportatori e dei membri importatori

2. Ove un membro ritenga che i propri *interessi in uno qualsiasi* di tali campi possano essere lesi, può intraprendere delle consultazioni con l'altro membro interessato, al fine di giungere ad una intesa soddisfacente per le parti in causa, in mancanza della quale il membro può riferirne al Consiglio, che presta i suoi buoni uffici in materia allo scopo di giungere a tale intesa.

CAPITOLO XII

RELAZIONI TRA MEMBRI E NON-MEMBRI

ARTICOLO 54

Limitazione delle importazioni in provenienza da non-membri

1 Ogni membro limita le proprie importazioni annue di cacao prodotto in paesi non-membri, ad eccezione delle importazioni di cacao fine (« fine » o « flavour ») provenienti da paesi esportatori figuranti nell'allegato *C*, in conformità delle disposizioni del presente articolo

2 Ogni membro si impegna nel corso di ogni anno di contingentamento:

a) a non autorizzare l'importazione di un quantitativo totale di cacao prodotto in paesi non-membri presi collettivamente, che superi i quantitativi medi che ha importato da tali paesi non-membri, presi collettivamente, nel corso dei tre anni solari 1970, 1971 e 1972;

b) a ridurre a metà il quantitativo fissato nel sottoparagrafo *a*) quando il prezzo indicato cada al disotto del prezzo minimo, ed a mantenere tale riduzione sino a quando il livello dei contingenti in vigore raggiunge quello previsto dal sottoparagrafo *c*) del paragrafo 2 dell'articolo 34.

3. Il Consiglio può, con voto speciale, sospendere interamente o in parte le limitazioni previste dal paragrafo 2. In ogni caso le limitazioni previste dal capoverso *c*) del paragrafo 2 non sono applicabili quando il prezzo indicativo del cacao sia superiore al prezzo massimo

4 Le limitazioni previste dal capoverso *a*) del paragrafo 2 non riguardano il cacao acquistato in base a contratti validi che siano stati conclusi quando il prezzo indicativo era superiore al prezzo massimo nè quelle previste dal capoverso *b*) dal paragrafo 2 riguardanti il cacao acquistato in base a contratti validi conclusi prima che il prezzo indicativo scendesse al di sotto del prezzo minimo. In tale caso, subordinatamente alle disposizioni del capoverso *b*) del paragrafo 2, le riduzioni sono effettuate nel corso dell'anno di contingentamento seguente, a meno che il Consiglio non decida di rinunciare a tali riduzioni o di applicarle nel corso di un anno di contingentamento successivo.

5. I membri informano regolarmente il Consiglio dei quantitativi di cacao che hanno importato da paesi non-membri, o che hanno esportato verso paesi non-membri.

6. A meno che il Consiglio non decida altrimenti, ogni importazione di un membro proveniente da non-membri che superi la quantità che questi è autorizzato ad importare in base al presente articolo viene detratta dalla quantità che sarebbe stato normalmente autorizzato ad importare nel corso dell'anno di contingentamento successivo

7. Quando a più riprese, un membro non abbia osservato le disposizioni del presente articolo, il Consiglio può, con voto speciale, sospendere i diritti di voto di tale membro nel Consiglio nonché il suo diritto di votare o di fare votare a suo nome nel Comitato esecutivo.

8. Gli obblighi enunciati nel presente articolo non pregiudicano gli obblighi contrastanti a carattere bilaterale o multilaterale che i membri avessero contratto nei confronti dei non-membri prima dell'entrata in vigore del presente Accordo, a condizione che ogni membro che abbia contratto tali obblighi contrastanti li assolva in modo da attenuare, per quanto possibile, il conflitto fra i detti obblighi e quelli enunciati nel presente articolo, che adotti il più rapidamente possibile delle misure per conciliare i detti obblighi con le disposizioni del presente articolo e che esponga al Consiglio, dettagliatamente, la natura dei detti obblighi e le misure che ha adottato per attenuare o eliminare il conflitto.

ARTICOLO 55

Operazioni commerciali con non-membri

1 I membri esportatori si impegnano a non vendere cacao a non-membri a condizioni commerciali più favorevoli di quelle che sono disposti a concedere nello stesso momento a dei membri esportatori, tenuto conto delle normali pratiche commerciali.

2 I membri importatori si impegnano a non acquistare del cacao da non-membri a condizioni commerciali piu favorevoli di quelle che sono disposti ad accettare nello stesso momento da membri esportatori, tenuto conto delle normali pratiche commerciali

3 Il Consiglio rivede periodicamente l'applicazione dei paragrafi 1 e 2 e può richiedere ai paesi membri di comunicare le informazioni del caso in conformità dell'articolo 56

4 Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 54, ogni membro che abbia motivo di ritenere che un altro membro ha mancato ad un obbligo di cui al paragrafo 1 o al paragrafo 2 può informarne il Direttore esecutivo e chiedere delle consultazioni in applicazione dell'articolo 60 o riferirne al Consiglio in conformità dell'articolo 62.

CAPITOLO XIII

INFORMAZIONI E STUDI

ARTICOLO 56

Informazioni

1. L'Organizzazione serve da centro di raccolta, di scambio e di pubblicazione per:

a) informazioni statistiche sulla produzione, le vendite, i prezzi, le esportazioni e le importazioni, il consumo e gli *stocks* di cacao nel mondo; e

b) nella misura in cui essa le ritiene opportune, delle informazioni tecniche sulla coltivazione, la lavorazione e l'utilizzazione del cacao

2 Oltre alle informazioni che i membri sono tenuti a comunicare in base ad altri articoli del presente Accordo, il Consiglio può chiedere ai membri di fornirgli i dati che ritiene necessari all'esercizio delle sue funzioni, in particolare dei rapporti periodici sulle politiche di produzione e di consumo, le vendite, i prezzi, le esportazioni e le importazioni, gli *stocks* e le misure fiscali.

3 Se un membro non fornisce o gli è difficile fornire entro un termine ragionevole le informazioni, le statistiche e gli altri dati di cui il Consiglio ha bisogno per il buon andamento dell'Organizzazione, il Consiglio può pretendere dal membro in questione che ne spieghi le ragioni. Ove si riveli necessaria un'assistenza tecnica a tale riguardo, il Consiglio può adottare le misure che si impongono.

ARTICOLO 57

Studi

Il Consiglio, nella misura che ritiene necessaria, incoraggia gli studi sulle condizioni economiche della produzione e della distribuzione del cacao, ivi compresi le tendenze e i progetti, l'incidenza delle misure adottate dal Governo nei paesi esportatori e nei paesi importatori circa la produzione e il consumo del cacao, sulla possibilità di aumentare il consumo del cacao negli usi tradizionali ed eventualmente mediante nuovi usi, nonché sugli effetti dell'applicazione del presente Accordo sulle esportazioni e le importazioni di cacao in particolare per quanto attiene alle modalità di scambio, e può sottoporre ai membri delle raccomandazioni sui problemi da studiare. Per incoraggiare tali studi, il Consiglio può cooperare con delle organizzazioni internazionali.

ARTICOLO 58

Esame annuo

Appena possibile, dopo la fine di ogni anno di contingentamento, il Consiglio esamina il funzionamento del presente Accordo e il modo con cui i membri osservano i princìpi del detto Accordo e ne servono gli scopi. Esso può allora inviare ai membri delle raccomandazioni riguardanti i mezzi per migliorare il funzionamento del presente Accordo.

CAPITOLO XIV

DISPENSA DAGLI OBBLIGHI IN CIRCOSTANZE ECCEZIONALI

ARTICOLO 59

Dispensa dagli obblighi in circostanze eccezionali

1. Il Consiglio può, con voto speciale, dispensare un membro da un obbligo a motivo di circostanze eccezionali o critiche, di un caso di forza maggiore, o di obblighi internazionali previsti dalla Carta delle Nazioni Unite nei confronti dei territori amministrati sotto un regime di amministrazione fiduciaria.

2 Il Consiglio, nell'accordare ad un membro una dispensa in base al paragrafo 1, precisa esplicitamente con quali modalità ed a quali condizioni e per quanto tempo il membro è dispensato dal detto obbligo

3. Malgrado le precedenti disposizioni del presente articolo, il Consiglio non accorda dispensa ad un membro per quanto concerne:

a) l'obbligo assunto dal membro in questione in base all'articolo 24 di versare il proprio contributo o le conseguenze che il mancato versamento comporta;

b) un contingente di esportazione o un'altra limitazione imposta alle esportazioni, se tale contingente o tale limitazione sono già stati superati;

c) l'obbligo di pretendere il pagamento di ogni onere o contributo di cui all'articolo 37.

CAPITOLO XV

CONSULTAZIONI, CONTROVERSIE E RECLAMI

ARTICOLO 60

Consultazioni

Ogni membro accoglie favorevolmente le rimostranze che un altro membro può fargli riguardo all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, e gli offre adeguate possibilità di consultazioni Nel corso di tali consultazioni, a richiesta di una delle parti e con il consenso dell'altra, il Direttore esecutivo fissa un adeguato procedimento di conciliazione. Le spese di tale procedimento non sono sostenute dal bilancio dell'Organizzazione. Se tale procedimento giunge ad una soluzione, il Direttore esecutivo ne viene informato. Ove non intervenga alcuna soluzione, la questione può, a richiesta di una delle parti, essere sottoposta al Consiglio in conformità dell'articolo 61.

ARTICOLO 61

Controversie

1 Ogni controversia sull'interpretazione o l'applicazione del presente Accordo, che non venga definita dalle parti di tale controversia, viene sottoposta al Consiglio perché esso prenda una decisione in merito a richiesta di una delle parti di detta controversia.

2 Quando una controversia viene sottoposta al Consiglio in base al paragrafo 1 e forma l'oggetto di un dibattito, la maggioranza dei membri, o più membri che dispongano insieme di almeno un terzo del totale dei voti, possono chiedere al Consiglio di sentire, prima di rendere nota la sua decisione, il parere, sulle questioni in controversia, di un gruppo consultivo speciale costituito in base alle indicazioni del paragrafo 3.

3. *a*) A meno che il Consiglio non decida altrimenti all'unanimità, il gruppo consultivo speciale è composto di:

i) due persone, designata dai membri esportatori, delle quali l una possiede una grande esperienza in questioni del tipo di quelle che sono in discussione, e l'altra sia un giurista qualificato e di provata esperienza;

ii) due persone di qualifiche analoghe, designate dai membri importatori;

iii) un presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone designate in base ai capoversi *i*) e *ii*), o, in caso di mancato accordo fra di loro, dal Presidente del Consiglio;

b) i cittadini delle Parti contraenti possono far parte del gruppo consultivo speciale;

c) i membri del gruppo consultivo speciale ne fanno parte a titolo personale e non ricevono istruzioni da alcun governo;

d) le spese del gruppo consultivo speciale sono a carico dell'Organizzazione.

4 Il parere motivato del gruppo consultivo speciale è sottoposto al Consiglio, che definisce la controversia dopo aver preso in considerazione tutti i dati pertinenti.

ARTICOLO 62

Azione del Consiglio in caso di reclamo

1. Ogni reclamo per inadempimento da parte di un membro, degli obblighi impostigli dal presente Accordo, viene, a richiesta dell'autore del reclamo, sottoposto al Consiglio che l'esamina a delibera in merito.

2 La decisione con la quale il Consiglio conclude che un membro ha mancato agli obblighi impostigli dal presente Accordo viene presa a maggioranza ripartita semplice e deve specificare la natura dell'infrazione.

3 Tutte le volte che il Consiglio conclude, sia a seguito di un reclamo o meno, che un membro non ha adempiuto agli obblighi impostigli dal presente Accordo, esso può, con voto speciale, fatte salve le altre misure previste espressamente in altri articoli del presente Accordo, ivi compreso l'articolo 72:

a) sospendere i diritti di voto di tale membro al Consiglio e al Comitato esecutivo, e

b) se lo ritiene necessario, sospendere altri diritti di tale membro, in particolare la possibilità di essere eletto ad un incarico nel Consiglio o in uno qualsiasi dei suoi compiti, nonché il diritto del membro di svolgere un tale incarico, sino a quando non abbia adempiuto i suoi obblighi.

4 Un membro, i cui diritti di voto siano stati sospesi in conformità del paragrafo 3 resta tenuto all'adempimento dei suoi obblighi finanziari nonché degli altri obblighi previsti dal presente Accordo

CAPITOLO XVI

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 63

Firma

Il presente Accordo sarà aperto alla firma di ogni Governo invitato alla Conferenza delle Nazioni Unite sul cacao, 1972, presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, a partire dal 15 novembre 1972 sino al 15 gennaio 1973.

ARTICOLO 64

Ratifica, accettazione, approvazione

1. Il presente Accordo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione, o all'approvazione dei Governi firmatari in conformità della loro procedura costituzionali

2 Ad eccezione dei casi previsti dall'articolo 65, gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, non oltre il 30 aprile 1973.

3 Ogni Governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione in conformità del paragrafo 2 può ottenere dal Consiglio una o più proroghe del termine.

4 Ogni Governo che depositi uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, indica, al momento del deposito se è un membro esportatore o un membro importatore.

ARTICOLO 65

Notifica

1 Un Governo firmatario può notificare all'autorità depositaria che si impegna a cercare di ottenere la ratifica, l'accettazione o l'approvazione in conformità della propria procedura costituzionale il più presto possibile, il 30 aprile 1973 o prima di tale data, o, in ogni caso, nei due mesi successivi

2 Ogni Governo le cui condizioni di adesione siano state definite dal Consiglio, può notificare all'autorità depositaria che si impegna a cercare di ottenere l'adesione in conformità della propria procedura costituzionale il più presto possibile e, in ogni caso, non oltre i due mesi che seguono la data di ricevimento della sua notifica da parte dell'autorità depositaria

3 Un Governo che faccia una notifica conformemente al paragrafo 1 o al paragrafo 2 ha lo *status* di osservatore a partire dalla data di ricevimento della sua notifica sino a quando non abbia indicato che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio conformemente all'articolo 66 o sino allo spirare del termine indicato nella notifica che ha fatto in conformità del paragrafo 1 o del paragrafo 2. Se il Governo non è in grado di ratificare, di accettare o di approvare il presente Accordo o di aderirvi entro il termine specificato, o di dare l'indicazione prevista dall'articolo 66, il Consiglio può, tenuto conto delle disposizioni adottate dal Governo interessato conformemente al paragrafo 1 o al paragrafo 2, prorogare lo *status* di osservatore di tale Governo per un nuovo termine specificato.

ARTICOLO 66

Indicazione di applicazione a titolo provvisorio

1. Un Governo firmatario che abbia fatto una notifica in applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 65 può anche indicare nella propria notifica, o in ogni momento successivo, che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio sia quando questo entrerà in vigore conformemente all'articolo 67, sia, se il presente Accordo è già in vigore ad una data specificata.

L'indicazione, da parte di un Governo firmatario, della propria intenzione di applicare il presente Accordo quando questo entrerà in vigore conformemente all'Articolo 67, è considerata, ai fini dell'entrata in vigore del presente Accordo a titolo provvisorio, come equivalente nei suoi effetti ad uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione. Ogni Governo che dia tale indicazione dichiara nel momento in cui fa la notifica, se entra nell'Organizzazione in qualità di membro esportatore o di membro importatore.

2 Quando il presente Accordo è in vigore sia a titolo provvisorio che definitivo, un Governo che faccia una notifica in conformità del paragrafo 2 dell'articolo 65 può inoltre indicare nella propria notifica, o in ogni momento successivo, che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio ad una data specificata. Ogni Governo che dia tale indicazione dichiara, al momento della notifica se entra a far parte dell'Organizzazione in qualità di membro esportatore o di membro importatore.

3. Un governo che abbia indicato, conformemente al paragrafo 1 o al paragrafo 2, che applicherà il presente Accordo a titolo provvisorio sia quando questo entrerà in vigore, che ad una data specificata, è da tale momento membro dell'Organizzazione a titolo provvisorio, sino a quando non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o, altrimenti sino allo spirare del termine fissato nella notifica prevista dall'articolo 65. Tuttavia, se il Consiglio acquisisce la convinzione che il Governo interessato non ha depositato il proprio strumento a motivo di difficoltà che ha incontrato per portare a termine la propria procedura costituzionale, può prorogare lo *status* di membro a titolo provvisorio di tale Governo per un nuovo termine specificato.

ARTICOLO 67

Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo provvisorio il 30 aprile 1973, o ad una qualsiasi data compresa nei due mesi successivi se, a tale data, dei Governi che rappresentano almeno cinque paesi esportatori che rappresentino almeno l'80% dei contingenti base, indicati nell'allegato *A*, e dei Governi che rappresentano dei paesi importatori che rappresentino almeno il 70% delle importazioni totali indicate nell'allegato *D*, hanno depositato i propri strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Esso entrerà in vigore a titolo definitivo, inoltre, in ogni momento successivo all'entrata in vigore provvisoria quando le percentuali richieste saranno raggiunte in seguito al deposito di strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione

2. Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo provvisorio il 30 aprile 1973, o ad una qualsiasi data compresa nei due mesi successivi se, a tale data, dei Governi che rappresentano cinque paesi esportatori che rappresentino almeno l'80% dei contingenti base, indicati nell'allegato *A*, e dei Governi che rappresentano dei paesi importatori, che rappresentino almeno il 70% delle importazioni totali, indicate nell'allegato *D*, hanno depositato i propri strumenti di ratifica di accettazione o di approvazione presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o hanno indicato che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio. Durante il periodo in cui il presente Accordo sarà in vigore a titolo provvisorio, i Governi che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, come i Governi che hanno indicato che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio, saranno membri a titolo provvisorio del presente Accordo.

3. Se le condizioni relative all'entrata in vigore previste dal paragrafo 1 o dal paragrafo 2 non sono soddisfatte entro il termine prescritto, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite inviterà alla data più vicina possibile dopo il 30 giugno 1973, i Governi che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, o che hanno indicato, conformemente all'articolo 66, che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio, a riunirsi per decidere se porranno il presente Accordo in vigore tra di loro, a titolo provvisorio o definitivo, interamente o parzialmente. Nel caso in cui non venga presa alcuna decisione nel corso di tale riunione, il Segretario generale potrà indire ulteriormente altre riunioni del genere ove lo ritenga necessario. Il Segretario generale inviterà i Governi che gli hanno inviato una notifica in conformità dell'Articolo 65 ad assistere a tutte queste riunioni in qualità di osservatori.

L'adesione avverrà in conformità dell'articolo 68. Durante tutto il periodo in cui il presente Accordo sarà in vigore a titolo provvisorio in conformità del presente paragrafo, i Governi che hanno depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, come i Governi che hanno indicato che applicheranno il presente Accordo a titolo provvisorio, saranno membri a titolo provvisorio del presente Accordo.

Durante il periodo in cui il presente Accordo sarà in vigore a titolo provvisorio conformemente al presente paragrafo, i Governi parte-

cipanti adotteranno le disposizioni necessarie per riconsiderare la situazione e decidere se il presente Accordo entrerà in vigore tra di loro a titolo definitivo, resterà in vigore a titolo provvisorio o cesserà di essere in vigore.

4 Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite indirà la prima sessione del Consiglio, che si terrà appena possibile, ma non oltre 90 giorni dopo l'entrata in vigore del presente Accordo a titolo definitivo o provvisorio.

Articolo 68

Adesione

1. Il Governo di ogni stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, membro delle sue organizzazioni specializzate o membro dell'Agenzia Internazionale dell'energia atomica, può aderire al presente Accordo alle condizioni determinate dal Consiglio.

2 Se il Governo in questione è il Governo di un paese esportatore che non figura né nell'allegato *A* né nell'allegato *C*, il Consiglio assegna a tale paese, se del caso, un contingente base che deve figurare nell'allegato *A* Se tale paese figura nell'allegato *A*, il contingente base specificato in detto allegato costituisce il contingente base di tale paese

3 L'adesione avviene mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

4 Ogni Governo che depositi uno strumento di adesione indica, al *momento del deposito, se aderisce alla Organizzazione in qualità di* membro esportatore o di membro importatore.

Articolo 69

Riserve

Nessuna disposizione del presente Accordo può fare oggetto di riserve

Articolo 70

Applicazione territoriale

1 Ogni Governo può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o in ogni momento successivo, dichiarare, mediante notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che il presente Accordo è reso applicabile ad ogni territorio di cui curi attualmente e definitivamente le relazioni internazionali, e il presente Accordo si applica ai territori di cui si fa menzione nella detta notifica a *partire dalla data di quest'ultima, o dalla data in cui il* presente Accordo entra in vigore per tale Governo, se tale data è posteriore alla notifica.

2 Ogni Parte contraente che desideri esercitare, nei confronti di ogni territorio di cui curi attualmente e definitivamente le relazioni internazionali, i diritti conferitigli dall'articolo 3, può farlo inviando al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite una lettera in tal senso, sia al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, che in ogni momento successivo.

Se il territorio che diviene membro a titolo individuale è un membro esportatore e non figura né nell'allegato *A* ne nell'allegato *C*, il Consiglio gli assegna, se del caso, un contingente di base che dovrebbe figurare all'allegato *A*. Se tale territorio figura nell'allegato *A*, il contingente di base di tale territorio.

3. Ogni Parte contraente che faccia una dichiarazione in applicazione del paragrafo 1 può, in ogni momento successivo, dichiarare, mediante notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che il presente Accordo cessa di applicarsi al detto territorio a partire dalla data di tale notifica

4 Quando un territorio al quale è stato reso applicabile il presente Accordo in base al paragrafo 1 diviene successivamente indipendente, il Governo di tale territorio può, nei 90 giorni che seguono il raggiungimento dell'indipendenza, dichiarare mediante notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di avere assunto i diritti e gli obblighi di una Parte contraente del presente Accordo. Esso è parte contraente del presente Accordo a partire dalla data di tale notifica Se la detta Parte è un membro esportatore e non figura né nell'allegato *A* né nell'allegato *C*, il Consiglio le assegna, ove occorra, un contingente di base che dovrebbe figurare nell'allegato *A*. Se la Parte in questione figura nell'allegato *A*, il contingente di base *specificato* nel detto allegato costituisce il contingente di base di detta Parte.

Articolo 71

Ritiro volontario

Ogni membro può, in ogni momento successivo all'entrata in vigore del presente Accordo, ritirarsi dal presente Accordo notificando per iscritto il proprio ritiro al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Il ritiro ha efficacia 90 giorni dopo il ricevimento della notifica da parte del Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 72

Esclusione

Se il Consiglio conclude, in base alle disposizioni del paragrafo 3 dell'Articolo 62, che un membro ha violato gli obblighi impostigli dal presente *Accordo e se decide inoltre che tale violazione intralcia seria*mente il funzionamento del presente Accordo, esso può, con voto speciale, escludere tale membro dall'Organizzazione internazionale del cacao.

Il Consiglio notifica immediatamente tale esclusione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite Novanta giorni dopo la data della decisione del Consiglio, il detto membro cessa di essere membro dell'Organizzazione internazionale del cacao e, ove sia Parte contraente, di essere parte del presente Accordo

ARTICOLO 73

Lquidazione dei conti in caso di ritiro o di esclusione

1. Nel caso di ritiro o di esclusione di un membro, il Consiglio procede alla liquidazione dei conti di tale membro. L'Organizzazione conserva le somme già versate da tale membro, il quale è, d'altra parte, tenuto a regolare tutte le somme dovute al Consiglio alla data effettiva del ritiro o dell'esclusione; tuttavia, se si tratta di una Parte contraente che non può accettare un emendamento e che, a motivo di ciò, cessa di partecipare al presente Accordo in base al paragrafo 2 dell'Articolo 75, il Consiglio può liquidare il conto nel modo che gli pare più equo.

2 Un membro che si sia ritirato dal presente Accordo, che non sia stato escluso o che abbia cessato in ogni altro modo di parteciparvi, non ha diritto ad alcuna parte del ricavato della liquidazione né degli altri averi dell'Organizzazione; non può neppure essergli imputata alcuna parte dell'eventuale *deficit* dell'Organizzazione quando il presente Accordo prende fine

ARTICOLO 74

Durata e fine

1 Il presente Accordo resterà in vigore sino alla fine del terzo anno di contingentamento completo successivo alla sua entrata in vigore, a meno che non sia prorogato in applicazione del paragrafo 3 o del paragrafo 4 o che non si ponga fine ad esso prima di tale termine in applicazione del paragrafo 5.

2. Il Consiglio, prima della fine del terzo anno di contingentamento di cui al paragrafo 1 può, con voto speciale, decidere che il presente Accordo sia oggetto di nuovi negoziati.

3 Se, prima della fine del terzo anno di contingentamento completo di cui al paragrafo 1, i negoziati in vista di un nuovo accordo destinato a sostituire il presente Accordo non avessero avuto successo, il Consiglio può, con voto speciale, prorogare il presente Accordo per un altro anno di contingentamento. Il Consiglio notifica tale proroga al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4. Se, prima della fine del terzo anno di contingentamento completo di cui al paragrafo 1, sarà stato negoziato e firmato un nuovo accordo destinato a sostituire il presente Accordo da un numero di Governi sufficiente affinché entri in vigore dopo la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, ma questo nuovo accordo non sarà entrato in vigore a titolo provvisorio o definitivo, la durata di applicazione del presente Accordo può venire prorogata sino all'entrata in vigore, a titolo provvisorio o definitivo, del nuovo accordo, restando inteso che la proroga non superi un anno. Il Consiglio notifica tale proroga al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

5 Il Consiglio può in ogni momento, con voto speciale, decidere di porre fine al presente Accordo. L'Accordo prende allora fine alla data fissata dal Consiglio, restando inteso che gli obblighi assunti dai membri in base all'articolo 37 sussistono sino a che gli impegni finanziari relativi allo *stock* regolatore non siano stati mantenuti, o, altrimenti, sino alla fine del terzo anno di contingentamento successivo all'entrata in vigore del presente Accordo. Il Consiglio notifica tale decisione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. Nonostante la fine del presente Accordo, il Consiglio continua ad esistere per tutto il tempo che occorre per liquidare l'Organizzazione, appurarne i conti e ripartirne gli averi; esso ha, durante tale periodo, i poteri e le funzioni che possono essergli necessari a tale scopo

ARTICOLO 75

Emendamenti

1 Il Consiglio può, con voto speciale, raccomandare alle Parti contraenti di apportare un emendamento al presente Accordo. Il Consiglio può fissare una data a partire dalla quale ogni Parte contraente notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che essa accetta l'emendamento. L'emendamento ha efficacia 100 giorni dopo che il Segretario generale ha ricevuto delle notifiche di accettazione di Parti contraenti che rappresentino almeno il 75% dei membri esportatori che detengano almeno l'85% dei voti dei membri esportatori, e di Parti contraenti che rappresentino almeno il 75% dei membri importatori che detengano almeno l'85% dei voti dei membri importatori, o ad una data successiva che il Consiglio può aver fissato con voto speciale. Il Consiglio può fissare un termine prima dello spirare del quale ogni Parte contraente notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che essa accetta l'emendamento e, se l'emendamento non è entrato in vigore allo spirare di tale termine, esso viene considerato come ritirato. Il Consiglio dà al Segretario generale le informazioni necessarie per determinare se il numero delle notifiche di accettazione ricevute è sufficiente affinché l'emendamento entri in vigore.

2 Ogni membro a nome del quale non sia stata fatta una notifica di accettazione di un emendamento alla data in cui questo entra in vigore, cessa a tale data di partecipare al presente Accordo, a meno che il detto membro non provi al Consiglio, nel corso della prima riunione che questo tiene dopo la data di entrata in vigore dell'emendamento, che non aveva potuto fare accettare l'emendamento nel tempo voluto a seguito di difficoltà incontrate per portare a termine la propria procedura costituzionale, e il Consiglio non decida di prolungare per tale membro il termine di accettazione sino a quando tali difficoltà non siano state superate. Tale membro non è vincolato dall'emendamento sino a quando non abbia notificato la propria accettazione dell'emendamento stesso

ARTICOLO 76

Notifiche del Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notifica a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, membri di una delle sue organizzazioni specializzate o membri dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica ogni firma, ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, ogni notifica fatta in conformità dell'articolo 63 e ogni intenzione indicata in conformità dell'articolo 66, nonché le date in cui il presente Accordo entra in vigore a titolo provvisorio o definitivo. Il Segretario generale notifica a tutte le Parti contraenti ogni notifica fatta in conformità dell'articolo 70, ogni notifica relativa al ritiro, ogni esclusione, la fine del presente Accordo, ogni proroga del presente Accordo, la data in cui un emendamento entra in vigore o viene considerato ritirato, nonché ogni cessazione di partecipazione al presente Accordo in conformità del paragrafo 2 dell'Articolo 75.

ARTICOLO 77

Testi del presente Accordo facenti fede

I testi del presente Accordo in inglese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite in quanto autorità depositaria ne invierà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario o aderente, nonché al Direttore esecutivo dell'Organizzazione internazionale del cacao.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dal proprio Governo, hanno firmato il presente Accordo alla data che figura accanto alla loro firma

ALLEGATO *A*

CONTINGENTI DI BASE DI CUI AL PARAGRAFO 1 DELL'ARTICOLO 30

PAESE ESPORTATORE	Produzione (in migliaia di tonnellate)	Contingenti di base (in percentuali)
Ghana	580,9	36,7
Nigeria	307,8	19,5
Costa d'Avorio	224,0	14,2
Brasile	200,6	12,7
Camerun	126,0	8,0
Repubblica Dominicana	47,0	3,0
Guinea equatoriale	38,7	2,4
Togo	28,0	1,8
Messico	27,0	1,7
TOTALE	1.580,0	100,0

Nota: Contingenti calcolati per il primo anno di contingentamento in funzione della cifra più elevata di produzione annua durante gli anni trascorsi a partire dalla campagna di raccolta 1964/65 compresa.

ALLEGATO *B*

PAESI CHE PRODUCONO MENO DI 10.000 TONNELLATE DI CACAO ORDINARIO DI CUI AL PARAGRAFO 1 DELL'ARTICOLO 30

PAESE	In migliaia di tonnellate	
	1969/70	1970/71
Zaire	4,9	5,6
Gabon	4,7	5,0
Filippine	4,3	3,6
Sierra Leone	4,0	5,1
Haiti	4,0	3,7
Malaysia	2,3	2,5
Perù	2,0	2,0
Liberia	1,9	1,8
Congo	1,3	2,0
Bolivia	1,3	1,4
Cuba	1,0	1,0
Nicaragua	0,6	0,6
Nuove Ebridi	0,6	0,7
Guatemala	0,5	0,5
Repubblica Unita di Tanzania	0,4	0,4
Uganda	0,4	0,5
Angola	0,3	0,3
Honduras	0,3	0,3

Fonte. FAO, Statistiche del Cacao, *Bollettino mensile*, luglio 1972 (ad eccezione delle cifre relative all'Uganda che sono state comunicate dalla delegazione di tale paese alla Conferenza delle Nazioni Unite sul cacao, 1972).

ALLEGATO *C*

PRODUTTORI DI CACAO FINE (« FINE » O « FLAVOUR »)

1. Paesi esportatori che producono esclusivamente del cacao fine (« fine » o « flavour »):

Dominica	Sri Lanka
Ecuador	St. Lucia
Grenada	St. Vincent
Indonesia	Surinam
Giamaica	Trinidad e Tobago
Madagascar	Venezuela
Panama	Samoa Occidentali

2. Paesi esportatori che producono, ma non esclusivamente, del cacao fine (« fine » o « flavour »):

	Percentuale della produzione rappresentata da cacao fine (« fine » o « flavour »)
Costa Rica	25
St. Tomé e Principe	50
Australia (Papua - Nuova Guinea)	75

ALLEGATO *D*

IMPORTAZIONI DI CACAO CALCOLATE AI FINI DELL'ARTICOLO 10 (1)
(in migliaia di tonnellate)

PAESI IMPORTATORI INVITATI ALLA CONFERENZA DELLE NAZIONI UNITE SUL CACAO, 1972	
Stati Uniti d'America	352,9
Repubblica federale di Germania	166,0
Regno dei Paesi Bassi	140,7
Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord	133,2
Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche	126,5
Francia	63,8
Giappone	48,0
Italia	44,4
Canada	41,3
Spagna	32,2
Belgio	31,9
Svizzera	28,0
Polonia	19,6
Cecoslovacchia	17,2
Austria	15,9
Irlanda	14,4
Jugoslavia	12,5
Svezia	11,6
Argentina	10,8
Ungheria	10,7
Colombia	9,5
Bulgaria	9,1
Norvegia	7,9
Danimarca	7,4
Sud Africa	7,2
Romania	6,3
Finlandia	5,2
Nuova Zelanda	4,8
Filippine	4,7
Perù	1,8
Cile	1,7
India	0,8
Algeria	0,7
Uruguay	0,6
Tunisia	0,5
Malaysia	0,2
Honduras	0,1
TOTALE	1.395,1

Fonte: Cifre della FAO tratte dalla pubblicazione « Statistiche del cacao », *Bollettino mensile*, luglio 1972.

(1) Media per i tre anni 1969-1971 o media dei tre ultimi anni per i quali siano disponibili delle statistiche delle importazioni *nette* di semi di cacao più le importazioni *lorde* di prodotti derivati dal cacao, convertite in equivalenti di semi di cacao a mezzo di coefficienti di conversione elencati al paragrafo 2 dell'articolo 32.

ALLEGATO *E*

PAESI ESPORTATORI AI QUALI SI APPLICA IL PARAGRAFO 2 DELL'ARTICOLO 36

Brasile

Repubblica Dominicana

(*Seguono le firme*)

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

L. 600 — (5651134/3) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. — (c.m. 411200752240)